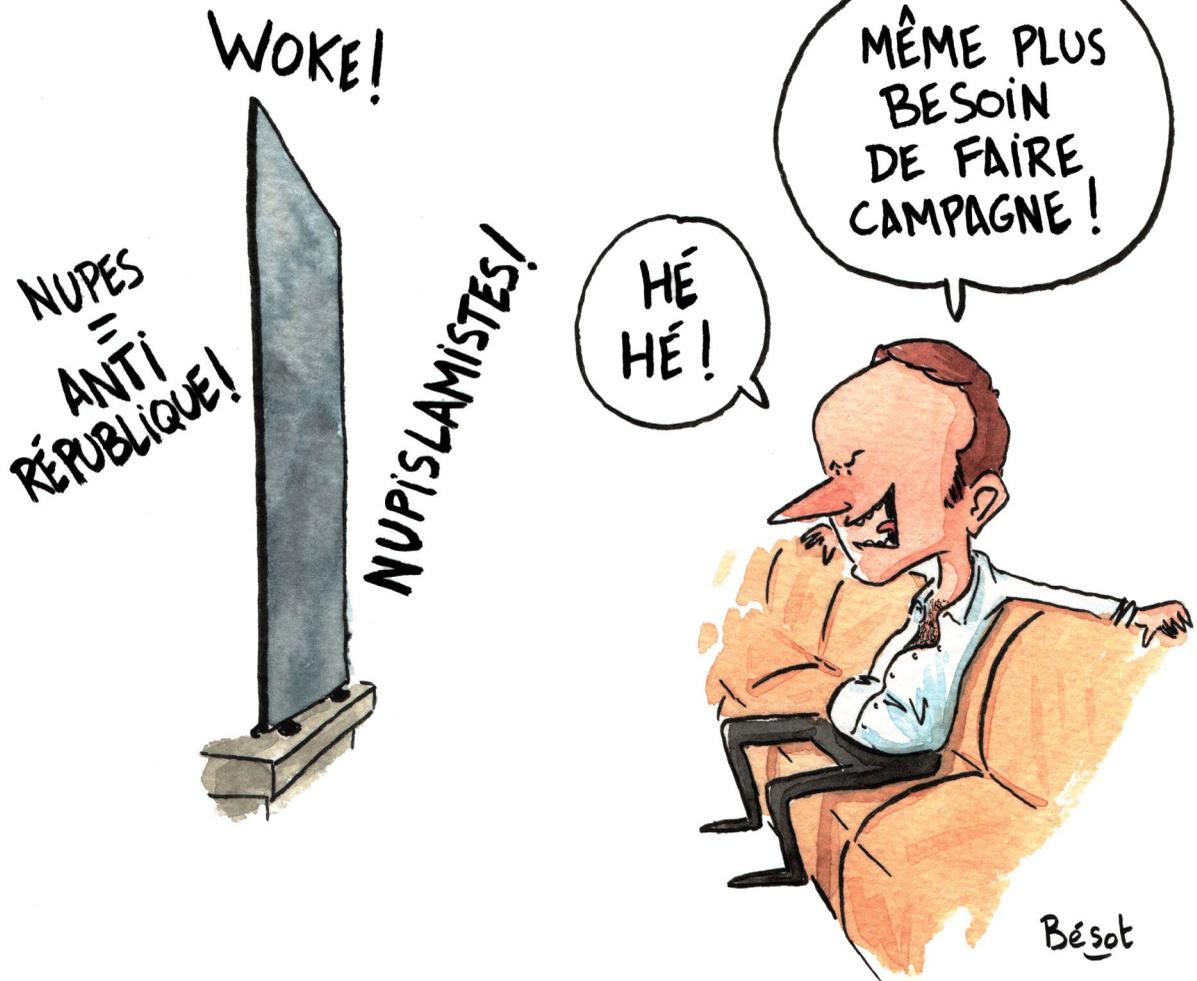


MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

LÉGISLATIVES LES CHIENS DE GARDE SONT LÂCHÉS!



Dès le lendemain de l'élection présidentielle, les chiens de garde se sont acharnés contre l'union de la gauche aux législatives. Jusqu'au 12 juin, date du premier tour, tous les coups furent permis: mépriser et délégitimer (p. 4), stigmatiser (p. 14), traquer (p. 22). Sur leur lancée, les éditocrates ont poursuivi leur campagne jusque dans l'entre-deux-tours (lire, à ce sujet, notre article dans *Le Monde diplomatique* de juillet).

Les défenseurs de l'ordre médiatique peuvent sabrer le champagne: les forces politiques qui portaient des propositions de transformation démocratique des médias resteront minoritaires à l'Assemblée nationale. Pour autant, l'heure n'est (toujours) pas à la démobilisation. Emmanuel Macron, dont le premier quinquennat a été marqué par de multiples attaques contre la liberté d'informer (voir notamment le *Médiacritiques* n°33), poursuit sur sa lancée. Dernière vilénie en date: la suppression de la redevance audiovisuelle, qui fragiliserait davantage un audiovisuel public déjà à bout de souffle.

Parallèlement, la concentration des médias continue de s'aggraver: alors que quelques milliardaires se partagent déjà la plupart des médias dominants, TF1 et M6 s'apprentent à fusionner (p. 13). Pendant ce temps, et ce n'est pas sans lien, tous se pâment devant le jubilé d'Élisabeth II – c'est que «*c'est une émotion incroyable pour le monde entier de voir la reine*», peut-on entendre sur BFM-TV (p. 30). Et après nous, le déluge.

Le panorama ne serait pas complet sans un retour sur ce qui a occupé les antennes depuis février: la guerre en Ukraine. Parmi les traits saillants d'une couverture massive: une solidarité médiatique envers les Ukrainiens exilés qui dénote franchement avec le trai-

tement réservé habituellement aux réfugiés, un sensationnalisme et quelques imprécisions (p. 32), ou encore une psychologisation et une dépolitisation des enjeux internationaux (p. 36).

L'heure n'est toujours pas à la démobilisation, disions-nous. Que l'on pense au journaliste de BFM-TV Frédéric Leclerc-Imhoff tué en Ukraine, à la reporter palestinienne Shireen Abu Akleh assassinée par l'armée israélienne, ou à Julian Assange, dont l'extradition a été approuvée par la ministre britannique de l'Intérieur (p. 45), le constat est alarmant: le droit d'informer est bafoué aux quatre coins du monde.

La critique des médias, elle, se démocratise et se répand... hors les médias dominants, ces derniers ne goûtant guère que l'on s'occupe de leurs affaires. Exemple exemplaire: en février sur C8, un Cyril Hanouna en quête de légitimité journalistique tirait à vue sur une chercheuse du CNRS (Claire Sécail) ayant l'outrecuidance d'analyser l'émission «*Touche pas à mon poste*» (p. 40).

Concentration des médias, cabotinage en boucle, journalisme de préfecture, précarisation des conditions de travail des journalistes... Ces phénomènes, et bien d'autres, l'association Acrimed les critique depuis 1996. Pour continuer à déconstruire les cadrages médiatiques et à élaborer des propositions de transformation des médias, nous avons lancé, comme chaque printemps, un appel à dons. Pour une critique des médias indépendante et radicale, aidez-nous à continuer le combat pour faire de la question des médias une question politique!

Abonnez-vous, réabonnez-vous, faites circuler la revue, suggérez-la à votre libraire et à votre bibliothécaire! ■

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Sophie Eustache, Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Vivien Brunel, Sophie Eustache, Jérémie Fabre, Maxime Friot, Blaise Magnin, Olivier Moreau, Antonin Padovani, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond, Thibault Roques, Kahina Seghir, Ysé Vauchez

Illustration de Une

Bésot

Dessins

Bésot et Colloghan

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely, Choc, Francesco, Giorgio, Minimum, Sans Merci

Achevé d'imprimer en 07/2022 par Corlet Imprimeur

14110 Condé-en-Normandie

n° d'imprimeur: 2206.0403

Imprimé en France

Dépôt légal: juillet 2022

Commission paritaire: 1223 G 91177

ISSN: 2256-8271

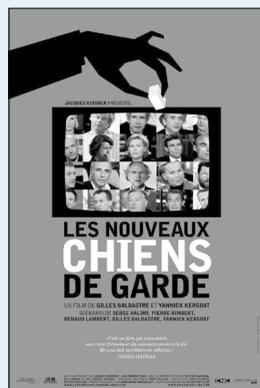



MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

Tarif normal: **20 €**

Tarif précaires: **10 €**

Union européenne et Suisse: **25 €**

Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre *«Au nom de la démocratie votez bien!»*, aux éditions Agone: **15 €**

Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespote: **21 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«Action-Critique-Médias», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél.: 09 52 86 52 91 – Courriel: info@acrimed.org

JEU DE L'ÉTÉ

HORIZONTALEMENT

1. Parfois la meilleure rubrique d'un journal, c'est dire...
2. Interface de programmation. Possessif
3. À quoi ce beau métier trop souvent se résume.
4. La conclusion du public.
Avec la Nupes, sont à nos portes.
5. À répéter pour obtenir un célèbre reporter. Au bout de l'accessoire fétiche de Christophe Barbier.
6. Propositions qui sortent du cercle de la raison médiatique.
7. S'ils ont lieu, c'est entre amis. Signé, la pédégé de Radio France.
8. Celle du journalisme s'observe communément sur les chaînes bolloréennes. L'archiviste du PAF.
9. Un journaliste les retrouvera aux Assises de Tours. Œuvre pour un meilleur traitement des questions LGBTI dans les médias.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1									
2				■		■			■
3									
4			■						
5				■				■	
6								■	
7							■		
8		■				■			
9						■			

VERTICALEMENT

- I. Façonnent le travail journalistique, les bonnes comme les mauvaises.
- II. Entoure les algorithmes de hiérarchisation des Gafam.
- III. Glousse. Se disait de la profession journalistique autrefois.
- IV. Très inégalement distribué dans la profession. Si c'est un bon client, c'en est du bémol.
- V. Elles seules importaient à la radio, avant qu'elle ne soit filmée.
- VI. Dangereux groupuscule antirépublicain.
- VII. Hélas, on entend souvent ce mot les jours de grèves. Qu'elle remplace les journalistes, en voilà une bonne idée pour sauver la presse.
- VIII. On la tourne, dans un journal. Syndicat de journalistes.
- IX. Se dit du mercato.

T	R	A	■	S	N	E	I	S	6
A	N	I	■	E	I	L	■	E	8
A	S	■	S	T	A	B	E	D	7
I	■	S	E	I	P	O	T	U	9
T	■	E	P	R	■	N	I	T	5
S	E	G	U	O	R	■	C	I	4
E	G	A	N	N	O	T	V	B	3
■	A	T	■	O	■	I	P	A	2
E	P	O	C	S	O	R	O	H	1
XI	IIIA	IIA	IA	A	AI	III	II	I	

Anatomie d'une campagne médiatique contre la gauche

→ 1^{er} mouvement ←

MÉPRISER, DÉLÉGITIMER

L'Union populaire n'advient pas.

Aussitôt Emmanuel Macron réélu, les chiens de garde sécurisaient le périmètre de la « démocratie » en étouffant les critiques. Dire du président qu'il a été « mal élu » ? C'est « ébranler la légitimité du vote, et par là même les fondements de la démocratie représentative » pour *Le Monde*. C'est « alimenter une défiance dans les institutions, dans notre système démocratique » pour David Pujadas. Des syndicats qui souhaitent être pris en compte ? « C'est factieux ! » s'indigne Jean-Michel Apathie¹. Ce n'était là qu'un début.

« DES GENS DANGEREUX »

Pour Mathieu Bock-Côté (*Europe 1*, 27 avr.), « Jean-Luc Mélenchon veut accélérer la crise de régime », tenter « un coup de force » et « un dernier tour de piste avant de se laisser momifier vivant à la manière d'un petit Lénine français vénéré et contemplé par tous les sectateurs de la Révolution ». Un peu plus tôt sur la même antenne, face à Sonia Mabrouk, Raphaël Enthoven commentait l'affiche « Mélenchon Premier ministre » de La France insoumise, qui révélerait selon lui « qui [sont] les gens dangereux [...] susceptibles de s'asseoir [sur les institutions] pour un bénéfice à peu près nul. » Un verdict partagé par l'ex-plume de *Valeurs actuelles*, Louis de

Ragueneil, désormais chef du service politique de la radio Bolloré : « À force de marteler ces messages dangereux, ça finit par donner aux ultras des espoirs de renversement de l'État. » (*Europe 1*, 2 mai)

C'est donc de (violent) concert avec l'extrême droite que les chantres de « l'extrême centre » pointent, d'un seul et même doigt, le péril de l'époque : La France insoumise et l'union de la gauche. Sur LCI, Jean-Michel Apathie prévenait ses confrères (29 avr.) : *Le fond de l'affaire, c'est qu'on dit que Marine Le Pen n'est pas républicaine, n'est pas démocrate, très bien, ça fait vingt ans qu'on fait une danse là-dessus à l'extrême droite ! Et La France insoumise, elle est comment ? Quel attachement à la démocratie et aux valeurs ?*

L'éditocratie poursuivra précisément sur cette lancée. À commencer par Catherine Nay (*Europe 1*, 30 avr.) :

Si ça ne se passe pas comme prévu, « il faudra aller chercher la victoire dans la rue pour faire avancer la société ». Qui le dit ? C'est la Clémentine Autain [sic]. Vous savez avec son joli sourire et ses yeux myosotis. Et elle dit ça sans être morigénée par quiconque, c'est sa vision de la démocratie ! Ça s'appelle le fascisme à visage humain.

Dans *Le Figaro* (6 mai), Ivan Rioufol monte d'un cran : « S'il y a un totalitarisme qui vient, c'est au cœur de

1. Lire « Macron réélu : les chiens de garde sécurisent le périmètre de la "démocratie" », *Acrimed*, 29 avr.



la gauche marxiste et révolutionnaire qu'il faut le traquer, comme toujours historiquement.» Et de poursuivre: «L'entourloupe sur "le cordon sanitaire" a permis à l'extrême gauche, sectaire et violente, de se comporter en terrain conquis. Oui, il y a un danger pour la République. Mais il est à débusquer dans la stratégie d'infiltration insurrectionnelle du soi-disant Insoumis.» Le totalitarisme, c'est également ce que l'union de la gauche inspire à Bernard-Henri Lévy: «Avec cet accord Insoumis/socialistes, c'est Chavez qu'on accorde avec Jaurès. Poutine avec Léon Blum. Et voilà bradé, pour un plat de lentilles (une poignée de circonscriptions), tout le patient travail de la gauche, depuis 50 ans, pour conjurer sa tentation totalitaire. Navrant.» (Twitter, 4 mai)

«Ça s'appelle le fascisme à visage humain.»
Catherine Nay

Sur LCI (6 mai), Jean-François Kahn qualifie sans rire les Insoumis de «néo-bolcheviks». «Un parti factieux, séditieux?» interroge de son côté Frédéric Haziza (Radio J, 8 mai). «Une secte» affirmait deux jours plus tôt Philippe Val (Europe 1, 6 mai): «Une secte dont certains militants se radicalisent sur Internet, comme cette femme "Gilet jaune", anti-vax et mélenchoniste qui a récemment agressé un pompier», mais également «des irresponsables [qui] jouent la violence sociale contre le suffrage universel.» Un parti qui, en tout cas, «a réussi son pari de caler la gauche sur les extrêmes» selon Challenges (5 mai), qualificatif employé partout, inspirant un espoir à Thomas Sotto face à Jean-Luc Mélenchon: «Est-ce que ça ne va pas faire le jeu d'Emmanuel Macron une gauche qui se radicalise?» (France 2, 6 mai)

Le 2 mai, date de l'accord entre La France insoumise et Europe Écologie Les Verts (EELV), David Reytrat, journaliste sportif au Figaro, synthétise: «Pour être certain de ne pas être coincé dans une faille temporelle. On parle bien en 2022 de porter au pouvoir en France des trotskistes, des maoïstes, des communistes, des khmers verts. En 2022. En France. C'est bien ça? Vous confirmez?» (Twitter, 2 mai, tweet supprimé depuis). Franz-Olivier Giesbert confirme dans Le Point (5 mai): «La haine est en marche et rien ne semble pouvoir l'arrêter.» On ne le lui fait pas dire... «Certes, nous ne sommes pas en 1789 quand la populace [...] saccageait et pillait tout sur son passage. [...] Il y a en ce printemps ensoleillé mais saturnien beaucoup d'électricité dans l'air, une violence verbale peu ordinaire, en particulier du côté des chefs à plume de la France insoumise.» Et le non-violent-verbal de qualifier les responsables insoumis de «mufles» et de «braillards», quelques lignes seulement avant de fustiger la «décomposition démocratique» du pays: «Une partie des "élites" de la France d'en haut [...] commence à basculer dans l'extrémisme de gauche». Diantre! L'élite médiatique, au moins, aura été épargnée.

Pendant ce temps sur Twitter, en écoutant François Ruffin sur BFM-TV, l'ancien directeur du Nouvel Observateur Claude Weill weillise: *Ce type est un grand malade. «Il y a un bâton pour chasser Macron!» [...] s'excite-t-il. Étonnez-vous que des petites cervelles insoumises, échaudées par ces appels incessants à la haine et au déni de démocratie finissent par aller taper sur des pompiers... (3 avr.)*

Qui est excité?



Jacques Julliard dans *Marianne*, sans nul doute. Le 4 mai, il tempête dans l'édito «Oui à l'union, non à Mélenchon!» : «*Le mélenchonisme n'est ni l'avenir ni la justice, c'est une construction qui repose sur un homme et sur les branches pourries du mouvement social. Épargnons-nous ce retour en arrière.*» Sur France 5 (5 mai), Denis Olivennes alerte :

“S’il y a un totalitarisme qui vient, c’est au cœur de la gauche marxiste et révolutionnaire qu’il faut le traquer, comme toujours historiquement.”

Ivan Rioufol

Il faut se souvenir de ce qu’a été Jean-Luc Mélenchon! [...] Il a quand même conspué les juges indépendants et la presse indépendante! Je ne crois que ce que je vois. Et ce que je vois, c’est un leader qui a attaqué l’indépendance des juges, attaqué les journalistes, dont les amis c’est Poutine et Maduro, des gens qui n’acceptent pas la démocratie! C’est ça Mélenchon!

Le magazine hebdomadaire des *Échos* fait campagne plus qu’à son tour, et directement par la voix de son directeur adjoint de la rédaction : «Mélenchon ou la défaite de la raison» titre-t-il son édito (2 mai). Tout y passe : «*Héros fatigué d’une gauche en déliquescence*», «*amou-*

reux transi des dirigeants d’un Venezuela en ruine», «*un “insoumis sauf avec les dictateurs”*», des «*convictions [...] flottantes*», la «*gauche régressive*». Bref... «*la folie Mélenchon*».

Un crachat que reprend en écho le rédacteur en chef adjoint de *L’Est Républicain* (28 avr.) : «*Jean-Luc Mélenchon incarne à merveille le Polichinelle hâbleur d’une gauche désorbitée, entraînée vers les abîmes d’une tragique bouffonnerie.*» D’une rare brutalité contre «*Méluche, le magnifique*», l’éditorial se conclut sur un incontrôlable accès de mépris de classe : «*Les chiens sont lâchés. Ses pitbulls aboient et mordent. [Mélenchon] est, nous dit-on, l’idole des jeunes. Même diplômés. C’est dire l’incurie de l’époque.*»

Un désespoir partagé par l’une des grandes figures macronistes du *Monde*, Françoise Fressoz, qui aligne les formules de courtoisie à l’égard de Jean-Luc Mélenchon : «*Trublion*», «*prestidigitateur*», «*acteur talentueux, doublé d’un séduisant bonimenteur. À 70 ans, il joue la partition de sa vie, fait croire que la gauche radicale peut gouverner le pays.*» (10 mai) Le désarroi puise sa source au milieu de l’article : «*Avant le premier tour, il y avait deux France, celle d’Emmanuel Macron et celle de Marine Le Pen. Le soir du 10 avril, une troisième a surgi, celle de Jean-Luc Mélenchon. Depuis, le vaincu s’emploie à la faire survivre et prospérer, au prix d’une personnalisation du pouvoir totalement assumée.*»

Pendant ce temps sur Twitter, Raphaël Enthoven enthovenise :

UE, OTAN, Syrie, Russie, gilets jaunes, vaccins, oligarchie, populisme, mépris de la constitution... L’avenir de LFI est dans l’alliance avec le RN, plutôt que dans une OPA sur la gauche dont les autres membres doivent renoncer à leur identité pour gratter quelques circons. (2 mai)

**«ON N’EST PAS EN DICTATURE!
CE N’EST PAS MÉLENCHON
QUI DÉCIDE!»**

«*OPA*», «*coup de force*», «*au forceps*», «*destruction*», «*soumission*». Partout, le champ lexical mobilisé pour décrire le processus d’accord est celui de la violence, les journalistes politiques moulant leur discours dans les diatribes et le narratif des grands pontes du PS qui refusent l’alliance avec La France insoumise.

Le 5 mai, *Le Figaro* s’illustre à cet égard par sa Une tout en retenue – «Mélenchon soumet les Verts et le PS à la gauche extrême» – doublée d’un édito signé Vincent Trémolet de Villers, «*Bienvenue en mélenchonie*» :

De Catilina à Jean-Luc Mélenchon, on peut écrire, sans risque, que le niveau s’est effondré. Les grossiers appétits écrasent, sans

aucune gêne, toute autre considération. Fabien Roussel lâche tout pour un steak aux lentilles, Olivier Faure montre qu'il a les dispositions pour ouvrir un stand à la grande braderie de Lille.

Brillant. Au moins autant que la chronique de son confrère Guillaume Tabard une page plus loin, relatant la «soumission idéologique» des «socialistes, écologistes et communistes [...], passés sous les fourches caudines de l'Insoumis en renonçant à bien de leurs valeurs». Dans «C ce soir» (France 5, 5 mai), Thomas Snégaroff introduit l'émission – «Est-ce que le PS vit son moment populiste?» – avant de présenter, entre autres, Denis Olivennes, «essayiste, chef d'entreprise» (et accessoirement co-gérant de Libération): «Vous faites partie de ces figures de la gauche qui voient dans cet accord une forme de reddition, de capitulation, de soumission, de trahison, de suicide, vous me direz quel est le mot que vous préférez.» Réponse de l'intéressé: «Tous.»

Le but de Jean-Luc Mélenchon selon Christophe Barbier? «Faire une OPA sur tous les restes de la gauche». Plus encore? «Digérer et déchirer la gauche [...], et ce qu'il ne digère pas, il veut le déchirer. [...] Le rêve du trotskyste Mélenchon, c'est de détruire ce qu'il déteste le plus: ce n'est pas la droite, ce n'est pas l'extrême droite, ce n'est pas Macron! C'est la social-démocratie!» (RMC, 3 mai) «Lider maximo» titre encore BFM-TV (5 mai), dont Alain Marschall donne une déclinaison au moment d'interroger Aymeric Caron: «Le parti socialiste a été liquidé avec gourmandise?» Sur RMC (3 mai), la journaliste Catherine Rambert s'insurge: «On n'est pas en dictature! Ce n'est pas Mélenchon qui décide!» avant de s'illustrer par des propos homophobes et orduriers: Catherine Rambert: J'ai une pensée et beaucoup de compassion pour les communistes, pour le PS et pour les Verts qui sont en train d'avaloir d'énormes couleuvres pour rentrer dans cette union au forceps. Et quand je dis «avaloir des couleuvres», je ne suis pas certaine que ça passe par là mais enfin bon, on ne va pas faire un cours d'anatomie aujourd'hui!

Daniel Riolo: On ne sait même pas si c'est des couleuvres hein Catherine!

De la hargne à l'insulte, il n'y a qu'un pas... que franchit également – comme de coutume² –, et sans trébucher, le dessinateur du Point, Xavier Gorce: «Connaissez-vous cette vieille comptine? "Ce petit animal a la peau si tendue; Que quand il ferme un œil; Il ouvre le trou du cul." Pourquoi le sourire de Mélenchon me la rappelle?» (Twitter, 27 avr.) Une berceuse que lui inspire la fameuse affiche de la discorde.

PILE «HARGNE», FACE «MOQUERIE»

Dans Paris Match (5 mai), Gilles Martin-Chauffier met à profit son mépris pour réussir l'un des meilleurs portraits du moment: Jean-Luc Mélenchon



en «insurgé de prédilection», «faire-valoir du pouvoir». Extrait:

Comme un interrupteur, il ne possède que deux positions: allumé ou disjoncté. Sur une estrade, sur un plateau, dans son bureau, il faut qu'il attire l'attention. [...] Une fois en scène, il porte le béret du Che, l'aureole de saint François d'Assise (les animaux sont un autre de ses dadas) et la kalachnikov de Castro. Et ça passe: sans avoir jamais pointé dans une entreprise ni lancé un pavé, ce révolutionnaire institutionnel est la voix reconnue des rebelles. Donc il proteste. Le sexisme, le racisme, le nucléaire, les OGM, le capitalisme, la chasse aux bébés phoques, la pluie en été, tout lui tourne les sangs. Malheureusement pour lui, si élevé soit l'arbre, ses feuilles tombent toujours par terre. Les capitalistes se moquent de ses diatribes comme de leur première OPA. Et les sceptiques ricanent: quitte à lutter contre le racisme, à aider le tiers-monde, à préserver la planète, n'importe quelle multinationale en fait cent fois plus que lui. Le leader des insoumis tire plus de flèches qu'il n'abat de proies.

Puis, le 4 mai, L'Obs se joint au concert des petites mesquineries: «Bientôt primus inter pares, le nouveau chantre de l'union de la gauche s'est imaginé un destin de rechange. [...] Le voilò qui prétend marcher sur les traces de Léon Blum [...] ou de François Mitterrand [...]. Mélenchon se voit à Matignon. Un scénario encore bien improbable. Mais, le cas échéant, il ne serait ni Blum, ni Mitterrand.» Invitée sur le service public – qui plébiscite donc ses outrances sur Europe 1 –, Catherine Nay opte pour le filon culinaire: «Jean-Luc Mélenchon doit beaucoup jubiler [...] mais il veut faire un soufflé avec des miettes!» Plus tard: «Il s'allie chacun pour un plat de lentilles!» Mais encore? «Jean-Luc Mélenchon a toujours tendance à faire d'un chou un potager.» Enfin? «La grand-mère déguisée en loup, c'est Mélenchon.» (France 5, 3 mai).

“Le mélenchonisme n'est ni l'avenir ni la justice.”

Jacques Julliard

Sur «Quotidien» aussi, on se bidonne avec l'union de la gauche au moment d'interroger Julien Bayou à la sortie du local de campagne de La France insoumise: «Le couple LFI-EELV s'est fait hier. Là, c'est quoi le challenge quand on se met à faire un troupe?»

Et les journalistes start-up tiennent à faire savoir qu'ils peuvent, comme Catherine Nay, filer les métaphores: «Vous pensez que ça va être une relation passionnelle? Mais tumultueuse?»; «Il y a un mariage pour demain?»; «À deux, c'est déjà fait, à trois on va voir, et là à quatre euh...?» (TMC, 3 mai)

Enfin, après avoir vitupéré contre un rassemblement «navrant», «assez minable» et témoignant d'une «inconséquence politique» (LCI, 4 mai), Jean-Michel Apathie fanfaronne deux jours plus tard: «Hélas, le

2. Lire «Dessine-moi un gilet jaune», le mépris selon Xavier Gorce (Le Monde), Acrimed, 29 janv. 2019.

«Jean-Luc Mélenchon incarne à merveille le Polichinelle hâbleur d'une gauche désorbitée, entraînée vers les abîmes d'une tragique bouffonnerie.»

L'Est Républicain

titre grille le suspense, c'est pas très grave! Dans les bons films, on essaie de regarder jusqu'au bout!» et joue les maîtres de foire du plateau: «Olivier Faure, [...] vous allez voir, a commenté cet événement avec un enthousiasme désarmant devant les journalistes hier soir! Il est un peu fatigué le pauvre, il a eu des journées très, très longues, cette semaine! [Rires] [...] Bon, et puis après, il est allé se coucher!» (LCI, 6 mai)

Pendant ce temps sur Twitter, Enthoven enthovenise – les Insoumis «sont définitivement (car délibérément) imperméables à la raison». Quid des éditorialistes?

INTERMÈDE: LE 1^{er} MAI? LA VIOLENCE

Pour ne pas rompre le rythme, il va sans dire qu'au lendemain du 1^{er} mai, comme le jour même, les médias dominants concentrent leurs forces éditoriales sur «les violences» de la manifestation (parisienne). Les chaînes d'info en continu diffusent en boucle l'agression d'un pompier par une manifestante, tandis que France Inter se fend d'une brillante exclusivité: le «soutien à Mélenchon» de la manifestante en question, sur la base d'une exégèse de tweets qui permit à la rédaction de dénicher l'arme du crime: «Un selfie dans l'isoloir avec un bulletin Mélenchon» (2 mai).

Le soir dans «C dans l'air» (France 5, 2 mai), on apprendra par Fanny Guinochet que les militants autonomes «souvent s'en prennent [...] aux biens publics» comme «l'hôpital» avant que Caroline Roux mentionne seulement la revendication des salaires entre deux virgules... pour mieux embrayer: «Les Français auront surtout vu des scènes de violences, de pillages, en marge de cette manifestation.» Discours performatif au carré: s'ensuit un reportage de 15 secondes, dans lequel en effet, les Français verront exclusivement – soit non plus «en marge» – des scènes de pillage. Le clou du spectacle est atteint dans *Le Figaro* (6 mai), avec Ivan Rioufol: *Les «antifas» ont une nouvelle fois semé la terreur en brisant des commerces sur leur passage. Or ces milices, qui sévissent au nez de la police, sont les bras armés de l'extrême gauche. Ces nouvelles «chemises noires» partagent avec LFI, la violence en plus, les mêmes objectifs politiques.*

Mais à cet égard, notre palme revient à l'émission «Estelle Midi» (RMC, 3 mai). Vingt minutes de bashing en roue libre, réparties entre trois chroniqueurs. Mélenchon? Un «illusionniste», dont Daniel Riolo entend révéler la vraie nature:

On l'a vu à la manif, [...] dans les électeurs de Mélenchon, il y a cette jeune dame qui trouve ça bien de se balader avec des tournevis et des marteaux pour taper sur les pompiers. C'est cette extrême gauche là, aussi, qu'il y a dans le bloc Mélenchon! Donc à un moment, je crois quand même que les gens vont devoir ouvrir les yeux, exactement comme on les ouvre parfois sur d'autres partis et se rendre compte que le bulletin [...] Nupes là, c'est un danger pour la France!

Une violence qui se prolonge lors des «prises de parole» des auditeurs. «Antonio», employé dans un service technique hospitalier et électeur de Jean-Luc Mélenchon, ne peut s'exprimer plus de dix secondes en continu sans subir les foudres obsessionnelles de Daniel Riolo:

Eh Antonio! Vous, la violence de Mélenchon, elle ne vous gêne pas? [Quelle violence?] Bah qu'on agresse des pompiers? Il n'a pas condamné. Il n'a pas condamné. Il n'a pas condamné. Il n'a pas condamné. Il a accusé l'État de laisser la violence se propager. Il n'a pas condamné. Le discours sur la police, l'agression des pompiers, il n'a pas condamné!

Six fois.

Puis, «Antonio» est coupé au bout de six secondes: «Donc vous vous en foutez! Dites-le!» Sept secondes, et rebelote: «Donc vous, vous ne condamnez pas l'agression du pompier vous? Bah il ne veut pas répondre! Donc vous ne condamnez pas, monsieur! [Je condamne toute violence.] Bah Mélenchon l'a pas fait!» Puis... en fin d'émission:

Daniel Riolo: *Je crois que [Mélenchon] a fini par condamner l'agression de la jeune femme sur le pompier finalement, sur France Inter il me semble. [Non, sur Twitter, NDLR].*

Rémy Barret: *Mais tu avais raison, il avait dit auparavant [Vooilà!] que les violences étaient inhérentes [Vooilà!] à la préfecture de police [Vooilà!] qui n'avait pas fait son travail. [Vooilà!]*

Daniel Riolo: *Vooilà. Il a mis le temps, il a réfléchi un peu. Voilà.*

Voilà...

CHRONIQUE D'UN ÉCHEC ANNONCÉ

Alors que la quasi-totalité des éditorialistes accablent d'emblée une «union mal embarquée [...], de bric et de broc» (Jean-Michel Apathie, LCI, 6 mai), «un mirage, une escroquerie» (Christophe Barbier, RMC, 3 mai), une «fable» (*Le Monde*, 10 mai), un «accord factice» et «moche» (Olivier Bost, RTL, 5 mai), ou une alliance au «succès timide» (*Challenges*, 3 mai)



sur la base de premiers sondages, partout, les journalistes politiques tiennent également à faire la chronique de son échec annoncé. «Arme de conquête ou pistolet à eau?» interroge Olivier Bost dans son édito en face-à-face avec Yves Calvi (RTL, 5 mai). Spoil:

Olivier Bost: Ça marche quand vous avez une dynamique pour prendre le pouvoir, réelle et basée sur des gens qui veulent exercer le pouvoir. Très concrètement là aujourd'hui, c'est pas du tout cette histoire-là puisque c'est les plus radicaux qui l'emportent et la radicalité n'a pas pour objectif aujourd'hui d'exercer le pouvoir.

Yves Calvi: On a l'impression que cette union populaire, à peine commencée, elle a du plomb dans l'aile, en tout cas qu'on la prend pas au sérieux!

C'est le moins qu'on puisse dire...

«Comment va gouverner cet homme?» s'insurge d'ailleurs Catherine Nay (Europe 1, 30 avr.). «Parce qu'on voit bien aussi que c'est quelqu'un qui a une certaine enflure de l'égo, qui ne veut pas quitter le pouvoir, qui n'admet pas d'avoir été défait! Et plutôt que d'être déprimé comme il y a cinq ans, eh bien il dit "Le Premier ministre, c'est moi!"» Même tonalité dans *Le Monde*, qui prend position le 6 mai et tient à faire savoir sa déception: «manœuvre», «marchandages», chefs de partis qui «convoqu[ent] bruyamment l'Histoire», «Canossa des défaites», «contorsions sémantiques», «silences assourdissants», «reniements»... L'édito du *Monde* regorge de sentences pour une conclusion sans appel: cet accord «n'en fait [...] pas un programme de gouvernement [...]. L'objectif de devenir la principale force d'opposition au président réélu peut permettre de s'en accommoder, tant bien que mal, à titre provisoire. Pas celui d'exercer les responsabilités.»

Jeff Wittenberg, éditorialiste politique pour France TV, en doute aussi très fortement: «Les femmes et les hommes qui vont porter le futur programme si vous gagnez [...], est-ce qu'ils ont suffisamment d'expérience?»; «Toutes les personnalités de La France insoumise, celles qui vous rejoignent au PS, les Verts, personne n'a connu de responsabilité gouvernementale. Est-ce que ce n'est pas tout de même un handicap?»; «Dites-nous si le manque d'expérience à la tête de l'État n'est pas un frein?» (France Inter, 8 mai, face à Jean-Luc Mélenchon). Rappelons

“Ça serait la faillite si c'était appliqué!”

Jean-François Kahn

“Quitte à lutter contre le racisme, à aider le tiers-monde, à préserver la planète, n'importe quelle multinationale en fait cent fois plus que lui. Le leader des insoumis tire plus de flèches qu'il n'abat de proies.”

Paris Match



qu'il y a cinq ans, les mêmes éditocrates sortaient les violons pour l'entrée de ladite « société civile » macroniste dans l'hémicycle.

Verdict plus violent dans l'édito des *Échos* (2 mai). La gauche au pouvoir ? Une « supercherie », révélant « une profonde fascination pour le nihilisme. [...] Mélenchon Premier ministre ? On se pince ! » Pas autant que nous... « Très difficile de réussir son pari » assène encore Christophe Barbier (BFM-TV, 5 mai). L'une des raisons à cela ? « Le vote musulman. C'est-à-dire de ces 69% de Français qui se disent de confession musulmane et qui ont voté Jean-Luc Mélenchon. Ceux-là n'ont pas forcément envie d'aller voter pour X ou pour Y qui sera simplement le représentant de Mélenchon. Ils n'ont pas forcément adhéré à un programme, ils ont adhéré à cette personne. » Car il faut le savoir : ils sont bêtes (en plus d'être méchants).

LE PROGRAMME? « ARCHAÏQUE » !

Un échec annoncé donc, qui n'empêche pas les journalistes politiques de délégitimer le programme de A à Z. Les positions de La France insoumise sur le nucléaire ? « Mentalité antiscientifique » et « désir régressif vers une nature fantasmée et divinisée » assène Mathieu Bock-Côté (Europe 1, 5 mai). Jean-Luc Mélenchon évoque-t-il sur France Inter « une politique de la radicalité concrète sur le plan écologique » ? La journaliste Claire Gatinois (*Le Monde*) traduit : « Il y a une forme de brutalité sociale aussi du coup ? Vous nous dites [...] j'applique mes actions quitte à ce que ce soit brutal finalement ? » (France Inter, 8 mai). Et dans la matinale de RTL (2 mai), Alba Ventura fait faire ses gammes à Stéphane Le Foll pour garnir les gros titres : « Il y a une dérive chez Jean-Luc Mélenchon ? C'est ce que vous êtes en train de nous dire ? [...] Quand vous dites "autoritaire", quand vous dites "radicalité" ? »

Au *Figaro* (6 mai), on prend nettement moins de pincettes au moment de dénoncer « une "soviétisation" de l'économie française à plus de 300 milliards par an ». Le programme pour Christophe Barbier ? « Impraticable et infinçable » (RMC, 3 mai). « Des promesses intenables », « une radicalité [...] en tout cas anachronique » tance Alain Finkielkraut avant de nuancer : une « radicalité monstrueuse » (Europe 1, 10 mai). « Ça serait la faillite si c'était appliqué ! » radote Jean-François Kahn sur LCI (6 mai). Quant à Jacques Julliard dans *Marianne* (4 mai), il en est « convaincu » : « L'application brutale de l'ensemble des propositions du programme de Mélenchon nous conduirait à la catastrophe. » « Complètement dingue » ajoute Denis Olivennes sur France 5 (5 mai) :

Emmanuel Macron a fait la plus grosse relance keynésienne de toute l'histoire récente de la V^e République ! Ce pays prétendument néolibéral atteint des niveaux de dépense publique, de dette publique, de dépense sociale, d'impôts, de fonctionnaires et de réglementations comme on n'en a jamais connus ! Et on va encore alourdir la bête ! Dans ce pays qui souffre déjà d'une faible croissance qui explique son niveau de chômage et son faible pouvoir d'achat, on va encore charger la mule et son ventre va toucher le sol ! Et on va rajouter encore 200 milliards de dépenses publiques, [...] c'est complètement dingue !

Et pour sortir de la dinguerie, rien de tel qu'un recul historique avec François Lenglet. L'objet de sa chronique (RTL, 3 mai) ? Faire état du « bilan économique désastreux de l'expérience du Front populaire » ! L'occasion pour l'éditocrate d'anachroniser sa rengaine en fustigeant la « surenchère syndicale » de l'époque, ainsi qu'une France « affaiblie par les grèves à répétition et les nationalisations. » Avant de se faire le porte-parole de Léon Blum, qui « doit aujourd'hui se retourner

dans sa tombe en entendant Jean-Luc Mélenchon récuser la construction européenne qui a tant manqué à l'époque.» Toute honte bue. Autres références, même tonalité sur Europe 1, où Nicolas Bouzou avertit ses contemporains (Europe 1, 4 mai):

La vérité, c'est que les programmes révolutionnaires du type « La France insoumise » n'ont jamais apporté rien d'autre que de la misère économique et sociale! C'est toute l'histoire de l'Amérique latine dans les années 1980 et 1990, c'est parfaitement documenté historiquement. Ce type de programme met en place un système économique qui génère des rentes et qui entraîne une explosion des inégalités. Les riches, dans ce genre de système, s'en sortent toujours. Ce sont les plus fragiles qui en souffrent.

« Révolutionnaire » ? Rétrograde, en tout cas, pour Denis Olivennes: « *Back to the future! On va refaire le programme d'il y a 40 ans, on rentre dans la modernité en refaisant le programme commun des années 1970. Ça, c'est l'avenir de la social-démocratie. Euh... non!* » (France 5, 5 mai). Paraphrasé le même jour par Challenges: « *Il y a des éléments de son discours qui nous ramènent quarante ans en arrière: retraite à 60 ans (alors que l'espérance de vie a gagné presque dix ans depuis), augmentation des impôts et des dépenses publiques (alors que celles-ci ont déjà progressé de dix points de PIB), intervention massive de l'État... Il n'y manque qu'un bon programme de nationalisations!* » Chiche! L'Europe ? « *La même rhétorique que celle de Marine Le Pen [...]. Bref, comme avec le projet du Rassemblement national, cela s'appelle un "Frexit" sans le dire. À nous de le répéter.* » La majorité des confrères s'y attèlent déjà, dont Frédéric Haziza, tapant sur un « *programme anti-européen et pro-Poutine* » (Radio J, 8 mai).

Mais la cabale vaut pour l'ensemble des aspects programmatiques: « *Le blocage des prix? C'est archaïque!* » vilipende Jean-Michel Apathie (LCI, 6 mai) avant de dérouler le prêchi-prêcha: « *Tout le monde le sait: l'économie de marché, qu'on régule qu'on tempère, [...] est la seule qui permet au consommateur et au producteur de vivre ensemble.* » Puis: « *Nationaliser*

les banques? Mais pas un socialiste n'y croit! » Et il ose:

On a l'exemple du Crédit Lyonnais, on a vu ce que ça a donné! Des masses d'argent non contrôlées, du scandale, du gaspillage... Je ne sais pas si Jean-Luc Mélenchon y croit d'ailleurs! Mais lui, il a toujours dit ça, donc au moins faisons lui le crédit d'une cohérence intellectuelle à défaut de la sincérité.

Et de poursuivre le dézingage en règle. La retraite à 60 ans? « *C'est l'un des plus gros bobards de la scène politique actuellement. Ça, Jean-Luc Mélenchon, il va falloir qu'il l'explique hein! [...] Parce que quand il était en campagne présidentielle, vraiment, personne n'a été attentif à ça. On est d'une complaisance souvent avec la gauche qui est très importante.* »

« Complaisance » ? Dans le dictionnaire éditorial, nom féminin; définit l'attitude des médias sus-cités, et celle de *Paris Match* en particulier, au moment d'évoquer les militants et sympathisants de La France insoumise qui « *vont refaire un tour de piste d'ici au mois de juin pour aider Jean-Luc Mélenchon.* » (5 mai) Par exemple ?

[L]es fameux zadistes qui chassent les paysans creusant des retenues d'eau sans leur permission. Au bout de quelques mois à jouer les Jacquou le Croquant, ils finiront à trente par sortir trois carottes et dix navets d'un terrain où un campagnard nourrissait un village à lui seul. Alors ils les apporteront sur le marché en tendant le poing et la sébile. Je vous rassure: entretemps, rien n'aura changé. Rien ne change jamais. Et Jean-Luc Mélenchon continuera de rêver de révolution comme la chaisière rêve d'épouser l'évêque.

Terminons ce premier volet sur le service public en compagnie de Renaud Dély, présentateur de « 28 Minutes » sur Arte, également éditorialiste et présentateur sur France Info. Pour l'auteur de l'essai *Anatomie d'une trahison. La gauche contre le progrès* (mai 2022), la séquence actuelle est plus qu'une aubaine: cabale et auto-promo, d'une pierre deux coups!

C'est donc en grand expert que Renaud Dély défile sur les ondes publiques: « *C ce soir* » (France 5, 2 mai), France Inter (4 mai) et « *C à vous* » (France 5, 5 mai) – dont sont issus les propos qui suivent. Et en

“Les gens vont devoir ouvrir les yeux, exactement comme on les ouvre parfois sur d'autres partis et se rendre compte que le bulletin [...] Nupes là, c'est un danger pour la France!”

Daniel Riolo

“L'application brutale de l'ensemble des propositions du programme de Mélenchon nous conduirait à la catastrophe.”

Jacques Julliard

grand expert qu'il manie l'art des citations: «Comme disait le psychanalyste Jacques Lacan, "le réel, c'est quand on se cogne".» Voilà pourquoi les éditorialistes ne sont jamais assommés. «Le problème du projet unitaire qui est en voie d'être adopté, c'est qu'aussi sincère soit-il, il est en léger décalage avec le réel aujourd'hui sur de nombreux sujets!» Plus précisément sur le fond du programme? C'est le signe d'une gauche qui perd confiance en elle, qui rompt aussi avec une certaine idée du progrès, en tout cas du mouvement.

C'est une gauche qui est profondément à la fois repliée sur des identités, des communautés qui s'affrontent et repliée sur le passé, qui est nostalgique. [...] Ces derniers jours, on entend beaucoup parler du Front populaire, [...] c'était il y a 86 ans!

Le psychanalyste n'est pas encore au bout du raisonnement: Et donc cette gauche [veut] se rassurer [...] parce qu'elle perd pied face au réel, parce qu'elle a du mal à le comprendre, à comprendre sa complexité et à le réformer. [...] Ça contribue probablement à flatter, à enthousiasmer même une frange militante c'est vrai, mais à réduire le champ de la gauche sur un espace beaucoup plus réduit électoralement et à la décaler de la réalité du pays.

Ce que confirment d'ailleurs noir sur blanc les résultats des deux dernières élections présidentielles.

D'autres griefs? Anne-Élisabeth Lemoine se charge du lancement: «C'est une gauche qui donne beaucoup de leçons également!» «C'est la gauche indignée» acquiesce Renaud Dély, du même ton paternaliste. «C'est légitime et heureux de s'indigner dans la vie face à l'injustice et au malheur, mais ça ne fait pas un projet politique!» Il n'en fallait pas plus à Patrick Cohen: «Ily a une formule formidable vous vous rappelez, c'est celle de Malek Boutih, "la gauche est condamnée à se liquéfier dans sa méchanceté".»

Et les éditorialistes dans leur arrogance... bourgeoise, comme le rappelle Renaud Dély au moment de parler «écologie»:

L'indignation ou la dénonciation d'une génération, par exemple les

boomers [...], ne suffit pas à construire le monde d'après! Le problème de toute une frange de la gauche, et de toute une frange des écologistes au sens large, c'est de tenir parfois un discours anxio-gène, catastrophiste, mais sans réussir à dessiner les contours du monde d'après. Si effectivement c'est foutu, s'il n'y a plus rien à faire, foutu pour foutu, on finit par se racheter des SUV!

Éclats de rire sur tout le plateau.

Après avoir polarisé leur agenda de campagne autour de l'extrême droite, après avoir tapissé de chats un projet de société structurellement xénophobe et raciste, après avoir propulsé la candidature d'un néo-fasciste reçu partout avec déférence ou complaisance³, les médias dominants exploitent la seule fenêtre médiatique (massive) arrachée par la gauche depuis des mois pour (massivement) instruire son procès.

Dès lors, il faut au moins être éditorialiste au *Figaro* pour entrevoir, dans la séquence actuelle, un «cirque médiatique mené par l'extrême gauche autour de son nombril» (Ivan Rioufol, 6 mai); travailler au *Point* pour titrer une chronique «Mélénchon, nouveau chouchou des médias» et critiquer une «lune de miel média-

tique» (Jean-François Kahn, 12 mai); ou encore vivre sur un plateau de CNews pour avoir «l'impression que c'est Jean-Luc Mélénchon qui a gagné l'élection présidentielle depuis quinze jours avec une complicité ou une douceur de l'espace médiatique» (Pascal Praud, 5 mai). «L'extrême gauche n'affole surtout pas les médias bien-pensants. L'extrême droite toujours, l'extrême gauche jamais» lui rétorque l'ancien directeur général de LCI et membre de la direction de TF1 Éric Revel, plus lucide que jamais.

Mépriser, moquer, délégitimer: les chiens de garde étaient bel et bien de sortie. Comme jamais? Sans doute non. Mais avec plus d'une corde à leur arc. ■

“C'est légitime et heureux de s'indigner dans la vie face à l'injustice et au malheur, mais ça ne fait pas un projet politique!”

Renaud Dély

³ Lire les *Médiacritiques* n°41 et 42.

DES MILLIARDAIRES TOUJOURS PLUS VORACES

Les grandes manœuvres médiatiques continuent. À commencer par la fusion annoncée des groupes TF1 et M6, devant accoucher d'un géant de 10 chaînes de la TNT. Problème: la législation impose un maximum de 7 chaînes pour un même groupe audiovisuel. Après plusieurs semaines de négociations, TF1 et M6 ont annoncé avoir trouvé un accord avec le groupe du milliardaire Patrick Drahi Altice (BFM-TV, RMC, RMC Story, Libération, L'Express, i24 News), pour la vente des chaînes TFX et 6Ter. D'après Les Échos (28 févr.), M6 envisagerait d'abandonner le canal utilisé par sa chaîne Paris Première pour passer sur le câble et le satellite. Ces opérations seront officialisées si la fusion entre TF1 et M6 est validée par l'Autorité de la concurrence et l'Arcom.

Du côté du milliardaire breton Vincent Bolloré, le grignotage du groupe Lagardère est en bonne voie. Vivendi, maison-mère de Bolloré, a ainsi dépassé les 55 % de parts du groupe de médias (Europe 1, RFM, Paris Match, Virgin Radio, le Journal du dimanche...) et d'édition (Hachette) lors d'une OPA menée en mai. Si l'autorisation de l'Arcom et de la Commission européenne restent en suspens sur une prise de contrôle définitive de certaines parties du groupe (dont l'édition, car une fusion avec Editis pourrait créer

une situation de monopole), le groupe de Vincent Bolloré a publiquement pris acte « avec satisfaction » des résultats de son OPA (Le Monde, 25 mai)...

Au Monde, le banquier Matthieu Pigasse se rapproche un peu plus de la sortie. Après avoir vendu fin 2018 49 % de ses parts dans Le Nouveau Monde (entité contrôlant le Groupe Le Monde, dans lequel on retrouve notamment Le Monde, L'Obs, Télérama, Courrierinternational...) au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky (Marianne, Franc-Tireur, Elle...), Pigasse a cette fois vendu 49 % de ses parts au milliardaire Xavier Niel, déjà co-gérant du Nouveau Monde. Matthieu Pigasse ne possède

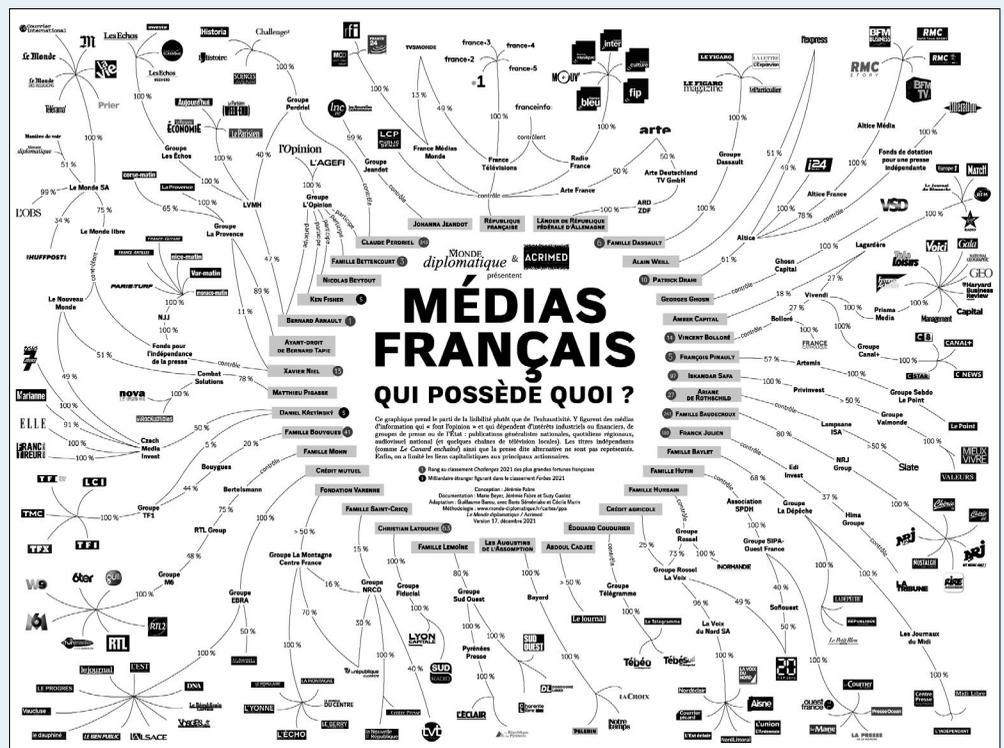
donc plus que 2 % du Nouveau Monde, mais le statut en commandite de cette entité lui permet pour l'instant de garder son influence. Pour combien de temps ?

Xavier Niel, encore lui, est englué dans le rachat du groupe de presse régionale La Provence. Déjà propriétaire de 11 % du groupe, Xavier Niel souhaite racheter les 89 % de parts restantes aux ayants droit de l'ancien propriétaire Bernard Tapie. Il doit cependant faire face à une offre concurrente de l'armateur CMA CGM, qui divise les syndicats du groupe La Provence et a déclenché une bataille judiciaire. Dernier élément en date, d'après Le Figaro (22 juin), le tribunal de commerce de Bobigny « a annoncé reporter au 30 septembre sa décision sur la vente du groupe de presse à CMA CGM. Le juge n'avait d'autres choix que

de prononcer ce report après que le tribunal de commerce de Marseille a signé [le 16 juin] le blocage de la vente. »

Presse régionale toujours: le groupe de presse de l'est de la France Ebra (propriété du Crédit Mutuel) s'est offert le groupe de presse numérique Humanoid pour une somme comprise entre 40 et 60 millions d'euros. Ce groupe concentre notamment les sites Numerama, Frandroid et Madmoizelle. Une association surprenante mais qui, d'après le président d'Ebra cité par Le Figaro (18 mars), « s'inscrit parfaitement dans la stratégie de diversification de revenus du groupe, avec le développement de nouvelles verticales sectorielles, des activités digitales et événementielles ». Une chose est sûre: le journalisme de marchandise a de beaux jours devant lui.

Carte en accès libre sur le site d'Acrimed.



Anatomie d'une campagne médiatique contre la gauche

→ 2^e mouvement ←

STIGMATISER

Haro sur les «islamo-gauchistes» et les «wokes»!

À intervalles réguliers, le rouleau compresseur compresse: haro sur la marche contre l'islamophobie en 2019, chasse aux sorcières «islamo-gauchistes» en 2020, sus à l'université «gangrénée par l'islamo-gauchisme» en 2021, cabales contre le «wokisme» depuis. Le tout entrecoupé d'emballements contre le voile et les femmes musulmanes qui le portent¹. C'est à ces campagnes médiatico-politiques que viennent s'ajouter la stigmatisation de La France insoumise en général, celle de la Nupes (Nouvelle union populaire écologique et sociale) par capillarité, et l'acharnement médiatique contre le journaliste et candidat Taha Bouhafs en particulier – la séquence médiatique étudiée ici, concernant ce dernier, est antérieure aux accusations portées contre lui par plusieurs femmes de harcèlement et agressions sexuels, viol pour l'une d'entre elles, accusations l'ayant conduit à retirer sa candidature

dans la circonscription de Vénissieux (Rhône) aux élections législatives (nous y reviendrons).

Entraînés par la dérive réactionnaire d'une grande partie du champ politique, biberonnés aux éléments de langage et aux obsessions du Printemps républicain, les grands médias charrient ainsi de jour en jour un récit fossilisé. Fossilisé, parce que «l'islamo-gauchisme» est un «slogan politique» qui «ne correspond à aucune réalité scientifique», comme le rappelait le CNRS dans une (rare) prise de position publique en février 2021². Un stigmaté qui fait pourtant désormais partie du «sens commun» journalistique, aussi flou qu'évocatrice, en tout cas suffisamment pour disqualifier instantanément sa cible. Un terme qui – à l'instar de «communautarisme» avant lui – ne s'interroge

«Jean-Luc Mélenchon est devenu un symbole de l'anti-République, une lente dérive hors du champ républicain et hors du champ de la laïcité.»

Éric Naulleau

1. Lire sur le site d'Acimed «Manifestation contre l'islamophobie: les procès d'intention de Jean-Michel Aphatie» (22 nov. 2019); «"Islamo-gauchistes": une chasse aux sorcières médiatique» (30 oct. 2020); «L'université menacée par "l'islamo-gauchisme"? Une cabale médiatique bien rodée» (2 mars 2021) et «Islamophobie: la surenchère complice des médias dominants» (10 nov. 2019).

2. «L'"islamo-gauchisme" n'est pas une réalité scientifique», CNRS, 17 févr. 2021.

tiné, et par des commentateurs officiant en cercle fermé, tant ces derniers ne sont jamais confrontés au débat scientifique – les chercheurs étant, à de très maigres exceptions près, relégués aux marges de l'espace médiatique.

Ainsi peut se déployer le « ronron » ordinaire. Par exemple, cette déclaration d'amour parue dans *Marianne* (3 févr.) bien avant le premier tour de l'élection présidentielle et signée Éric Naulleau, fidèle compagnon de route d'Éric Zemmour: Jean-Luc Mélenchon « ne s'adresse plus qu'à des clientèles séparées (voire séparatistes) », envoie des « clins d'œil les plus appuyés [...] en direction des islamistes », « caress[e] les barbus dans le sens du poil », « sout[ient] l'extrémisme religieux », « prétend gagner les faveurs banlieusardes en soutenant la voyoucratie ». Avant de répéter les griefs, au cas où des lecteurs se seraient égarés en cours de route: « complaisance avec l'islamisme », « islamogauchisme décontracté », « votes communautaires ». Bref, le « crash républicain ». Disque rayé? On peut le dire... Toujours du côté d'Éric Naulleau, reçu à bras ouverts en sa qualité d'expert ès France insoumise pour déclamer ses tweets obsessionnels au micro, par exemple sur Sud Radio (15 mai) face à Alexandre Devecchio et Renaud Dély: « Jean-Luc Mélenchon est devenu un symbole de l'anti-République, une lente dérive hors du champ républicain et hors du champ de la laïcité qui est au fondement de l'identité française ». Mais aussi du côté de *Marianne*, dont l'orientation éditoriale à cet égard relève de l'obsession. Jacques Julliard, le 4 mai: « Jean-Luc Mélenchon est [...] l'exemple consternant d'un républicain, d'un laïque devenu par démagogie et électoralisme le sixième pilier de l'islam, ou plutôt de l'islamisme en France. »

CAUSE COMMUNE DE L'EXTRÊME DROITE...

L'extrême droite, épicerie de cette ligne éditoriale, s'en donne évidemment à cœur joie. « Chez les insoumis, toutes les digues ont enfin cédé. Chantage à l'islamophobie, programme en écriture inclusive, génuflexion devant Assa Traoré, appel au désarmement de la police, tolérance ambiguë vis-à-vis du voile... » annonce par exemple *Valeurs actuelles* (12 mai) en amont d'un dossier (fort médiocre).

Outre une interview de Jérôme Sainte-Marie illustrée par une femme voilée mettant son bulletin dans l'urne, les auteurs fustigent pêle-mêle « tout le pedigree de l'islamogauchisme », « des députés ouvertement indigénistes, à l'instar de Danièle Obono », une « OPA sur les banlieues » ou une « parade nuptiale envers les minorités, vantant les vertus de la "créolisation", autre nom de "grand remplacement" ». Un sens aigu de la « menace »



lorsque vingt pages plus loin (rubrique « Culture »), le dernier essai de Renaud Camus – promoteur en France du fantôme raciste et mortifère de « grand remplacement » – fait l'objet d'un rapport dithyrambique de quatre pages. Rappelons que quatre jours plus tard, le terroriste néonazi Payton Gendron abat-tait dix personnes et en blessait trois – dont onze afro-américaines – dans un attentat à Buffalo (New York), laissant derrière lui un « manifeste » contenant des « allégations racistes et antisémites » et plusieurs références au « grand remplacement », ainsi que le rappelle Mediapart (15 et 17 mai).

Du côté des médias Bolloré également, l'ennemi se nomme « Nupes ». Et c'est un torrent de boue



conventionné par le CSA, estampillé « confrontation d'idées », « diversité » et « démocratie » par son dirigeant Roch-Olivier Maistre³. Sur CNews, Pascal Praud ne tarit pas d'invectives contre la « néo-gauche trotskiste, communautariste et islamo-gauchiste » (5 mai). Sur Europe 1 (27 avr.), Mathieu Bock-Côté s'en prend nommément à Danièle Obono, symbole de « la mouvance indigéniste qui entend conquérir la France en conquérant d'abord La France insoumise », avant de fustiger les « wokes » et « l'islamo-gauchisme » du parti, dont le slogan est clair pour le chroniqueur réactionnaire: « Une Révolution qui se réclame du décolonialisme mais qui considère que la décolonisation ne sera arrivée à son terme que lorsque les Français deviendront étrangers chez eux. » Sur la même antenne (29 avr.), Philippe Val ne dépareille pas: « Mélenchon se voit Premier ministre à la faveur d'une coalition de la gauche et des mosquées. » Jour après jour, les mêmes discours de haine ont libre antenne: « Le décolonialisme, l'indigénisme, le racialisme trouveront à s'installer au cœur de la vie politique à travers cette nouvelle coalition. Le wokisme vient de trouver sa maison politique. Il faut dire que cette nouvelle coalition mise sur le nouveau peuple des banlieues. On le sait mais il faut le dire: 69% des musulmans français ont voté pour Jean-Luc Mélenchon. » (Mathieu Bock-Côté, 5 mai).

Animatrice de la matinale sur Europe 1, Sonia Mabrouk ne ménage pas non plus ses efforts: « Où est-elle la gauche capable de gouverner? La gauche laïque, fière de ses valeurs, la gauche européenne, la gauche pas islamo-gauchiste, pas woke? Bref, où est le socialisme français? » (2 mai, face à Stéphane Le Foll). « Êtes-vous prêt à des compromis sur l'islamo-gauchisme? » (3 mai, face à Pierre Jovet, porte-parole du PS). Le bouquet final se déployant en compagnie d'Alain Finkielkraut, reçu partout avec déférence, du Monde jusqu'au micro de Sonia Mabrouk donc (9 mai), où l'Académicien médiatique parle de « submersion migratoire » et fustige la « soumission [de La France insoumise] à l'islam fondamentaliste. Une soumission, une reddition sans conditions. » S'appuyant comme bon lui semble sur un discours de Jean-Luc Mélenchon à Épinay-sur-Seine en 2018 dans lequel ce dernier évoque « une nouvelle France », Alain Finkielkraut ose encore: « Non seulement Jean-Luc Mélenchon croit au grand remplacement, mais il mise sur le grand remplacement pour accéder au

« Jean-Luc Mélenchon est [...] l'exemple consternant d'un républicain, d'un laïque devenu par démagogie et électoralisme le sixième pilier de l'islamisme en France. »

Jacques Julliard

pouvoir. » Sonia Mabrouk communique dans la diffamation: « Il n'en a jamais fait mystère. C'est la "créolisation" qu'il a défendue. » Et de poursuivre: Alain Finkielkraut: Aujourd'hui, la France se désintègre, les territoires perdus de la République sont, comme le dit Bernard Rougier, des territoires conquis par l'islamisme ou par la délinquance, et quelques fois, ils sont liés. Et Jean-Luc Mélenchon, loin de s'en offusquer, accompagne cette idéologie, antisémitisme inclus.

Toujours sur Europe 1 (13 mai), Pierre de Vilno s'attaque quant à lui aux « fondamentalistes » de La France insoumise avant d'être relayé par Philippe Val, pour qui Danièle Obono n'est pas « républicaine », ou encore Catherine Nay, qui ne digère pas que Mélenchon ait traité de « factieux » le syndicat de police Alliance:

Depuis des années, Mélenchon ne cesse de s'en prendre à la police, qu'il voudrait désarmée. Mais là, c'est en rajouter pour récupérer le vote des jeunes des banlieues, qui on le sait, détestent la police qui les gêne dans leurs trafics. Mais, en incitant à la haine, en diffamant la police, c'est aussi les encourager. C'est un permis de brûler leurs voitures, de leur lancer des pierres.

Réponse de Philippe Val: « Ce parti méprise ouvertement le débat parlementaire et rêve [...] de jumeler Caracas à Clichy-sous-Bois. »

Point de trêve pour la propagande raciste, assénée matin, midi... et soir, en l'occurrence dans l'émission « Punchline », diffusée simultanément sur Europe 1 et CNews, et où défile le gratin de l'expertise. Le 3 mai, Ghislaine Ottenheimer de L'Express: Jean-Luc Mélenchon « est devenu islamocopain. Meilleur défenseur des musulmans, proche d'un certain nombre d'indigénistes. » Le 4 mai, l'expert médiatique Thibault de Montbrial – avocat (et ancien parachutiste de réserve) bien connu d'Acrimed – affirme que La France insoumise « porte les thèses favorables à l'islamisme en France », avant de persister – « La France insoumise est le parti qui porte l'islamisme aujourd'hui » – et de fustiger les cadres et militants du parti, qui « envisagent de se coucher devant des gens qui envisagent la fin de la République. » Joseph Macé-Scaron acquiesce: « Toute la gauche abandonne la laïcité. » Première nouvelle – qui ne saurait évidemment s'embarrasser de la moindre argumentation.

Las. À côté, le flux de Sud Radio ferait presque pâle figure, y compris quand Thierry Ardisson apporte sa pierre à l'édifice, en l'occurrence le 2 mai: « On ne

3. Lire « Entre poire et fromage, le CSA assume sa timidité face à CNews », Arrêt sur images, 20 déc. 2021.

peut pas soutenir des gens qui sont aussi tolérants avec les islamistes évidemment. » « Évidemment ».

... AU RESTE DU PAYSAGE MÉDIATIQUE

Loin d'être cantonnés aux médias d'extrême droite, ces discours sont relayés bien plus largement dans les médias dominants. Dans *L'Union* (30 avr.), on parcourt l'éloquent portrait de La France insoumise, qui selon l'auteur « prône le communautarisme, l'indigénisme et le wokisme, piétine la laïcité, [...] soutient les casseurs contre les policiers, [...] pactise avec les islamistes ». Sur France Inter (12 mai), le directeur du Point Étienne Gernelle ironise: Jean-Luc Mélenchon « n'est pas franchement en pointe contre l'islamisme! Ses propos passés sur Charlie Hebdo en sont un signe parmi d'autres. » Sans précision. Sur France Inter encore (18 mai), le rédacteur en chef du *Figaro* Alexandre Devecchio déblatère sur un « tournant communautariste », après avoir regretté que les critiques visant La France insoumise ne portent pas « davantage sur sa dérive anti-laïque et anti-universaliste ». Dans les pages de *Franc-Tireur* (4 mai), l'illustre Caroline Fourest s'en mêle, fustigeant quant à elle « une gauche mélancolique flirtant avec les Indigènes de la République, Poutine et l'idée d'un Frexit ». Et chez *Challenges* (8 mai), c'est un Maurice Szafran menaçant que l'on retrouve en éditio: Mélenchon a cru avoir trouvé le « truc » pour faire passer la pilule du communautarisme – le rabâchage du concept de « créolisation » piqué au romancier et poète antillais Édouard Glissant. Mais le « premier ministre » auto-proclamé ne s'en sortira pas à si bon compte.

Le 6 mai, *Le Monde* prend sa part: le rédacteur en chef porte la plume dans le « wokisme ». Ou l'« islamo-gauchisme » ? On ne sait plus trop tant la chronique – « Mélenchon et l'art d'être ambigu » – est aussi confondante d'ambiguïté que de malhonnêteté. Alors qu'il est question du programme culturel de Jean-Luc Mélenchon – révélant évidemment une « folie budgétaire » pour le premier et un « profil culturel » qui « indigné » pour le second –, Michel Guerrin en arrive à la « question identitaire chez les "insoumis" » par une transition particulièrement hasardeuse. C'est qu'il existe, « au PS comme dans le monde de l'art » – c'est-à-dire ? – une « inquiétude ». Quèsaco ? « On pensait que ça allait de soi et pourtant [le] texte d'union [de la Nupes] mentionne "la protection de la liberté de conscience et d'expression". M. Mélenchon n'est pas un censeur, mais sa vision

« Mélenchon se voit Premier ministre à la faveur d'une coalition de la gauche et des mosquées. »
Philippe Val

du sujet peut être fragilisée par des combats prioritaires. » Les griefs ? Ne pas rire: en 1) un débat d'une université d'été de 2017 « dont le titre était "Faut-il dégager les médias?" » ; en 2) le « blocage » d'une pièce de théâtre par des étudiants de la Sorbonne en 2019, devant lequel « M. Mélenchon est resté muet » ; en 3) « deux ans plus tard », le soutien aux réunions non mixtes de l'Unef; en 4) la participation à la marche contre l'islamophobie. Fichtre! Peu ou prou le grand fourre-tout de la chasse aux « islamo-gauchistes », suffisant au *Monde* pour le lâché d'épouvantails: « Wokisme » ! « Cancel culture » !

Valeureux, le rédacteur en chef du quotidien de référence passe son temps à se réfugier derrière « des voix à gauche » qui « disent que », qui « ont appelé à », et autres « la gauche non "insoumise" s'indigne et dénonce ». Sans compter la référence à *Charlie Hebdo*, qui « a les mots et dessins les plus durs pour moquer un Mélenchon complice de l'islamisme. » Sans s'encombrer de plus, la chronique recycle en réalité les marottes d'une ligne vallsiste conforme à celle du « Printemps républicain » – intronisées « vérités médiatiques » – dont Michel Guerrin se fait le porte-voix sans jamais l'expliquer clairement, pour un verdict en revanche tout à fait définitif concernant Jean-Luc Mélenchon: « Aussi des socialistes, notamment les plus anciens, dénoncent sans cesse ses "ambiguïtés", sa façon de segmenter la société quand ils la veulent une, universaliste et républicaine. » D'insinuations en racontars, le mal est fait.

Dans l'émission dominicale à trois têtes – RTL, *Le Figaro* et LCI –, Guillaume Roquette (directeur de la rédaction du *Figaro Magazine*) incarne à nouveau le journalisme de précision face à Olivier Faure: Bernard Cazeneuve, l'ancien Premier ministre socialiste, dit que la République laïque ne peut pas frayer avec le communautarisme. C'est un reproche récurrent fait à Jean-Luc Mélenchon, c'est de... de ne pas se montrer suffisamment ferme sur ces sujets. Vous connaissez les soupçons d'islamo-gauchisme. (« Le grand jury », 8 mai)

Et ce n'était pas une question ! Face à la réponse qui déplaît, Adrien Gindre (LCI) file les insinuations: « Vous n'avez pas eu besoin de demander à Jean-Luc Mélenchon des garanties sur les questions de laïcité ? Vous considérez dès le départ que cette question était claire ? » Et alors qu'Olivier Faure parle d'une « communauté musulmane stipendiée » et évoque des dialogues d'élus avec d'autres communautés de population en affirmant ne pas voir « très bien pourquoi il y aurait forcément à focaliser exclusivement sur les uns ou sur les autres », Guillaume Roquette saute le pas: « Peut-être [parce] qu'il y a peu d'attentats commis au nom du christianisme ou d'autres religions que l'islam. »



Une campagne idéologique de tous les instants dans le *Figaro Magazine*, qui dans un retournement invraisemblable, publiait le 20 mai un dossier intitulé «Gauche. Le virage extrémiste. Enquête sur les dérives de Mélenchon» – dont le contenu n’a rien à envier aux productions de *Valeurs actuelles* – précédé quelques pages plus haut d’une interview en majesté... d’Éric Zemmour!

On poursuit avec *Les Échos* (2 mai) où Daniel Fortin, directeur adjoint de la rédaction (du magazine), fustige élégamment «les leaders d’une gauche en loques [venant] baiser la babouche de leur nouveau roi insoumis». De son côté, *Paris Match* (5 mai) voit dans la Nupes «tous les esprits supérieurs de la cancel culture, du woke, de l’inclusivisme, de l’indigénisme, du bougisme». Le rédacteur en chef du *Figaro* est tout aussi inspiré (6 mai). La Nupes? «C’est cet islamogauchisme assumé, ce triomphe de Nuit debout sur Charlie Hebdo.» Que promet-elle?

Le soleil bolivarien sur une piscine municipale envahie de burkinis [...]. Redistribution sans production, souverainisme social, fiscalité délirante, sans-frontiérisme irénique, écologisme apocalyptique, communautarisme tranquille: bienvenue en mélenchonnie!

Et lorsque le maire EELV de Grenoble autorise le burkini, ce dernier envahit, si ce n’est les piscines, en tout cas les médias, qui s’en saisissent pour élabousser le rassemblement à gauche. Du torrent, nous ne pêcherons qu’un seul exemple tiré de la matinale la plus écoutée en France. Le 17 mai, sur France Inter donc, Léa Salamé introduit le sujet du burkini face à Julien Bayou (EELV) en affirmant: «On va passer à la laïcité». Ce dernier ayant l’outrecuidance de lui faire remarquer que le sujet «n’a rien à voir avec la laïcité», la matinalière le toise – «Aaah...» – avant de tourner en boucle, visiblement très agacée: «Vous soutenez Éric Piolle ce matin?» Une fois. «Vous soutenez Éric Piolle?» Deux fois. «Vous soutenez sa décision?» Trois fois. «Ce n’est pas anodin la décision qui a été prise hier donc je vous demande si vous soutenez?» Quatre fois. «C’est pas un problème en fait?» Et le cirque continue: «Si demain vous êtes au pouvoir, le burkini sera autorisé partout en France, c’est ça que vous dites?» Jusqu’au feu d’artifice: «Avec ce genre de décision, ne prouvez-vous pas qu’Emmanuel Macron a raison quand il dit que la Nupes choisit le communautarisme plutôt que l’universalisme?»

LA PRESSE OBSÉDÉE PAR TAHA BOUHAFS...

Mais cette cabale contre les «islamo-gauchistes» avait en réalité commencé dès la fin avril, cristallisée dans la figure de Taha Bouhafis. Étiqueté «militant» par la profession, le journaliste n’en était pas à son premier procès sur (et par) la place médiatique – le premier (2019) ayant tourné autour de sa légitimité professionnelle⁴. Il va sans dire, mais cela va mieux en le disant, que critiquer cette séquence (22 avril – 8 mai) ne revient évidemment pas à cautionner les agressions sexuelles dont plusieurs femmes l’accusent⁵ (dont nous ne traiterons d’ailleurs pas la couverture médiatique ici), non plus à épouser la communication de La France insoumise à cet égard. Il s’agit, pour Acrimed, de pointer une illustration flagrante de la capacité des médias à co-construire un problème public et à exercer ensuite, à sens unique, un pouvoir de stigmatisation.

Cette fois-ci était principalement en cause sa condamnation en première instance (28 sept. 2021) – le jugement est actuellement en appel – pour «injure publique en raison de l’origine» à l’encontre de la syndicaliste policière Linda Kebbab, qu’il avait traitée d’«arabe de service» sur Twitter. Cette qualifica-

4. Lire «Qui est journaliste? Des experts traquent les intrus», *Médiacritiques* n°33, oct.-déc. 2019, p. 29.

5. «Législatives: pourquoi Taha Bouhafis n’est plus candidat», *Mediapart*, 11 mai.

6. Depuis, le titre a été «corrige» pour «coupables de propos racistes».

tion – utilisée par *Charlie Hebdo* en août 1998 contre un élu FN, et qui avait d'ailleurs valu à Cabu une condamnation identique – a donné lieu au sein du tribunal à un débat politique sur le racisme, mais dont très peu de médias ont rendu compte, tant le verrouillage idéologique sur ce sujet est important, et la critique du racisme systémique, quasi impossible.

À défaut, les commentateurs se sont immédiatement saisis de cette condamnation en première instance pour fustiger la candidature de Taha Bouhafs à

Vénissieux et faire de ce dernier, d'entre tous les candidats aux législatives, l'«ennemi public» numéro 1 – instruisant son procès en racisme de surcroît ! Le 22 avril, *Le Figaro* enclenche la machine en révélant sa possible investiture. Une information dont l'extrême droite fait immédiatement ses choux gras : dans *Valeurs actuelles* (25 avr.), l'idéologue Gilles-William Goldnadel dresse un «portrait-robot» de Taha Bouhafs, accusé de «relayer la propagande islamiste antisioniste la plus extrême» avant de mobiliser la théorie du «grand remplacement» pour fustiger La France insoumise : «*Le communautarisme et l'islamogauchisme est en marche et avec le changement démographique en cours, on peut redouter que dans cinq ans, il sera trop tard*». Des accusations réitérées le même jour dans une seconde chronique au *Figaro*, lieu idéal tant le quotidien national prend cette affaire très à cœur : le 27 avril, son rédacteur en chef fustige nommément le journaliste dans son éditorial (un «*militant islamogauchiste*») et du 25 avril au 6 mai, ce ne sont pas moins de neuf papiers qui traiteront – exclusivement ou partiellement – le cas de Taha Bouhafs. Le tout au prix d'arrangements tout à fait problématiques avec la vérité et le droit, comme ce 27 avril, où le quotidien fustige «*l'étrange changement de pied des Insoumis sur l'inéligibilité des coupables d'incitation à la haine raciale*»⁶. Non content de confondre l'injure et l'incitation à la haine, l'auteur met ainsi Éric Zemmour et Taha Bouhafs sur le même plan – selon un procédé frauduleux que nombre de commentateurs emploieront par la suite...

Sur la même période (soit douze jours), nous avons relevé au moins 139 mentions de Taha Bouhafs dans les grands médias. Dans la presse, *l'AFP*, *Le Monde*, *Le Parisien*, *La Croix*, *20 Minutes*, *Marianne*, *L'Obs*, *Paris Match*, etc. traiteront de l'affaire à des

“Le décolonialisme, l'indigénisme, le racisme trouveront à s'installer au cœur de la vie politique à travers cette nouvelle coalition. Le wokisme vient de trouver sa maison politique.”

Mathieu Bock-Côté

degrés divers, certains profitant de l'occasion pour y adjoindre sans contradiction les accusations d'élu(e)s socialistes fustigeant la «*dérive communautariste*» de La France insoumise (Anne Hidalgo, *Sud Ouest*, 26 avr.) ou le «*communautarisme*» de Jean-Luc Mélenchon (Carole Delga, *L'Obs*, 27 avr.). Quelques titres de la presse régionale vont même jusqu'à traiter le cas Bouhafs, et ce jusque dans leurs éditoriaux. *L'Union* par exemple, qui se vautre dans une fake news en écrivant que le journaliste a été «*condamné pour haine raciale*» (30 avr.).

Le 3 mai, *Challenges* annonçait encore en titre : «*Législatives 2022 : décoloniaux, indigénistes... Les "épouvantails" de Mélenchon*», en affirmant que ce dernier devait «*composer avec le poids croissant pris par la mouvance décoloniale au sein des Insoumis*». Sur quoi se base l'article ? Taha Bouhafs, qui «*à vingt-cinq ans seulement, collectionne les polémiques*» et... Houria Bouteldja, dont l'auteur concède qu'elle n'a «*aucun lien formel avec la formation mélenchoniste*» avant de conclure : «*Alors, noyauté par les ennemis de la République, la formation de Jean-Luc Mélenchon ? La réalité est loin d'être aussi caricaturale et tout dans le parcours du leader insoumis atteste de son attachement aux valeurs républicaines*». Ça valait bien le coup de faire un article, affublé d'un titre si tapageur...

... L'AUDIOVISUEL AUSSI

Et nous ne sommes pas au bout de nos peines, car c'est surtout dans l'audiovisuel que s'est déployée cette séquence. Entre deux virgules ? Non, principalement dans les matinales (soit les créneaux d'information les plus suivis et les plus commentés), histoire de redoubler l'ampleur médiatique nationale du sujet. L'occasion pour les intervieweurs d'assaillir les membres de la Nupes de questions autour de Taha Bouhafs, destinées de façon évidente non à produire de l'information, mais à stigmatiser le journaliste, et derrière lui, le rassemblement à gauche.

Le 26 avril dans la matinale de RMC et BFM-TV, c'est Apolline de Malherbe qui ouvre le bal face à Adrien Quatennens : «*Est-ce que vous allez investir Taha Bouhafs ?*» ; «*Taha Bouhafs à Vénissieux, qui est un journaliste militant qui a été condamné pour délit d'injure publique en raison de l'origine, ça ne vous dérange pas ?*» ; «*Ça vous met mal*

“Non seulement Jean-Luc Mélenchon croit au grand remplacement, mais il mise sur le grand remplacement pour accéder au pouvoir.”

Alain Finkielkraut

à l'aise en tout cas.» Et l'intervieweuse de réitérer – « Il n'est pas sûr que Taha Bouhafs soit investi par la France insoumise? » – avant de justifier la séquence: « Vous inquiétez pas hein, on fait ce travail pour tout le monde! » Précisément non. À titre d'exemple, aucun des trois représentants LREM reçus en un mois à son micro (Gabriel Attal, 25 avr. ; Olivier Véran, 12 mai; Jean-Michel Blanquer, 13 mai) ne sera questionné sur la moindre affaire ou condamnation que traînent pourtant des candidats investis par la majorité. Un traitement différencié dont tirent également profit Jordan Bardella (RN) (11 mai) et Les Républicains: face à Nadine Morano (10 mai), non seulement Apolline de Malherbe ne s'acharnera sur aucun candidat LR, mais elle réhabilitera une figure judiciairement irréprochable: « Vous vous dites qu'il faudrait faire appel à Nicolas Sarkozy, et pourquoi pas ministre des Affaires étrangères tiens, d'Emmanuel Macron? »

Le 28 avril, c'est Patrick Roger qui, dans la matinale de Sud Radio, interroge à trois reprises Mathilde Panot sur le cas Bouhafs, dont une pour minimiser les menaces de mort qu'il reçoit – « Parce qu'il en a fait un combat aussi hein, c'est pour ça! Et donc entre eux ils se renvoient la balle quoi, c'est un journaliste militant! » – et une autre pour faire le parallèle avec la condamnation d'Éric Zemmour. Idem le lendemain, 29 avril, où Alexis Corbière est cuisiné pendant plusieurs minutes face à Dimitri Pavlenko dans la matinale d'Europe 1: « Comment vous pouvez le soutenir alors que vous avez soutenu en décembre la résolution du communiste Roussel pour rendre inéligibles les coupables d'incitation à la haine raciale? Ça visait Éric Zemmour. Ça vaut pour Zemmour, ça ne vaut pas pour Taha Bouhafs? »

Le 3 mai sur Public Sénat, c'est un clone qui relativise à nouveau la « provocation à la haine raciale », chef d'inculpation qui, rappelons-le, n'est pas mobilisé dans le procès de Taha Bouhafs:

Oriane Mancini: *Est-ce que vous soutenez son investiture? Juste, Jean-Luc Mélenchon, quand Éric Zemmour s'est présenté à la présidentielle, il a dit qu'il était opposé à ce que des personnes condamnées pour incitation à la haine raciale puisse se présenter à des élections. Ça veut dire que ce qui vaut pour Éric Zemmour, ça vaut pas pour vos candidats aux législatives?*

Même jour, même heure, autre chaîne: « Ce n'est pas une obsession, c'est une question. Il y a cette candidature

“Ce parti méprise ouvertement le débat parlementaire et rêve [...] de jumeler Caracas à Clichy-sous-Bois.”

Philippe Val

qui fait débat, celle de Taha Bouhafs [...] Partagez-vous sa vision, lui qui a été condamné pour avoir qualifié une policière d'“arabe de service”? » (Sonia Mabrouk à Pierre Jovet, Europe 1).

Même jour, même heure, autre chaîne: sur LCI, Élisabeth Martichoux déploie toute sa hargne face à Adrien Quatennens:

J'espère que je serai pas traitée de « hyène » pour vous avoir posé une question sur Taha Bouhafs comme ce fut le cas d'un de mes confrères la semaine dernière face à Alexis Corbière. La semaine dernière, interrogé sur [son] investiture, [...] vous aviez dit ne pas connaître son pedigree. [...] Est-ce que vous vous êtes renseigné depuis? [Oui.] Et alors? Ça ne vous gêne pas?

Proférant à nouveau une fake news en évoquant une condamnation pour « incitation à la haine », Élisabeth Martichoux s'acharne: « Est-ce que ça ne vous gêne pas? »; encore: « Est-ce que c'est digne [qu'il] figure sur une liste France insoumise? »; et encore (à trois reprises): « Il a été condamné! »; et encore: « Ne renversez pas la charge! »; et encore: « Ça ne vous gêne pas qu'il insulte les policiers? Vous êtes gêné de me répondre... Et encore:

Il avait aussi propagé une fausse rumeur selon laquelle un étudiant était mort sous les coups de la police en 2018. Pour sa défense, il avait dit: « Je n'étais pas encore journaliste, je ne pensais pas que j'allais le devenir. » Sous-entendu, je pouvais accuser sans preuve. Ça fait beaucoup quand même! Ça fait beaucoup! Et par ailleurs, c'est une condamnation!

Avant d'asséner le dernier coup: « C'est pas important?! C'est pas important?! Et ne faites pas le procès aux journalistes de, entre guillemets, s'acharner sur un profil, on le fait à chaque fois qu'une personne est condamnée. » De quel côté du micro se trouvent les militants?

Et ce n'est pas terminé. Le 6 mai, Manuel Bompard fait face à la même litanie aux « Grandes gueules » (RMC). Le 8 mai sur CNews, on peut compter sur Jean-Pierre Elkabbach pour questionner l'élue

du PS Hélène Geoffroy au sujet de Taha Bouhafs, « montr[é] du doigt comme un symbole du radicalisme islamiste », avant de pousser les revendications de l'élue: « Qu'est-ce que vous demandez? Qu'ils l'excluent? Même si vous n'êtes pas dans [l'union], vous dites que ce n'est pas possible? » Le bandeau à l'écran? « T. Bouhafs à Vénissieux: un islamisme militant ».

“On ne peut pas soutenir des gens qui sont aussi tolérants avec les islamistes évidemment.”

Thierry Ardisson

Le 10 mai sur France Info, et à nouveau dans la matinale, Marc Fauvelle et Sahlia Brakhlia ajoutent leur contribution face à François Ruffin: « Vous êtes à l'aise avec cette candidature ou pas? » ; « Vous êtes à l'aise tout simplement ou pas? » ; « Vous détournez la question. La question c'est le profil de Taha Bouhafs. Est-ce que lui, il vous gêne ou pas? » ; « S'il n'était pas de votre camp, vous diriez quoi? »

Un coup de chapeau pour le service public, qui s'était déjà triplement illustré la veille (9 mai). Une première fois le matin, où Caroline Roux en remettait une couche face à Fabien Roussel (France 2). Une deuxième à 18h50, lorsque Jean-François Achilli consacrait à ce sujet deux minutes (sur sept) de son interview avec Manuel Bompard (France Info). Et une troisième au 20h de France 2. « C'est une candidature qui ne passe pas chez les communistes. Celle du journaliste militant Taha Bouhafs [...] » annonce Anne-Sophie Lapix en introduction du « reportage », dans lequel un journaliste évoque « un profil controversé qui attire l'attention des autres partis. Reconquête, celui d'Éric Zemmour, a par exemple investi ce syndicaliste policier contre La France insoumise. » Avant de donner la parole au syndicaliste en question... sans aucun commentaire de transition: « Ce sont les extrémistes du XXI^e siècle. Ce sont le danger de ce siècle. Donc je pense que c'était d'utilité publique que je me présente face à lui. » La voix off n'embrayera pas, pas même pour parler a minima de « profil controversé » à propos de ce syndicaliste fétiche de la fachosphère, dont Streetpress faisait un portrait accablant le jour-même⁷.

Ajoutons enfin à ce tableau de chasse la litanie des chroniques et interventions contre Taha Bouhafs. Par exemple: « Supplétif de l'ultragauche, de l'islamisme, des gens qui sont les décoloniaux, des woke etc., des indigénistes, des gens qui veulent fracturer la République » (Thibault de Montbrial, Europe 1/CNews, 4 mai); « Il flirte avec l'islamisme, avec l'antisémitisme. [...] Les positions de Mme Obono, de Mme Autain, de M. Portes, de finalement la plupart de ces gens-là sont assez conformes à la pensée de monsieur Taha Bouhafs » (Gilles-William Goldnadel, CNews, 10 mai); « Une démocratie, ça se défend et Taha Bouhafs, ça ne s'investit pas » (Jean-Michel Apathie, LCI, 29 avr.); « Tahar [sic] Bouhafs dont on connaît le pedigree, voilà euh... entre guillemets islamo-gauchiste » (Régis Le Sommier, France Info, 4 mai). « Erreur gravissime », « vieux démons communautaristes » s'étouffe encore Géraldine Muhlmann:

«Le soleil bolivarien sur une piscine municipale envahie de burkinis.» *Le Figaro*

«Une démocratie, ça se défend et Taha Bouhafs, ça ne s'investit pas.»

Jean-Michel Apathie

« Je ne suis pas d'accord moi pour que quelqu'un comme Taha Bouhafs, avec ce passé, soit député, ça me pose de gros problèmes! » (France 5, 5 mai); « Si Taha Bouhafs doit renoncer à briguer un siège de député, ce n'est pas parce qu'il représentait "ceux qui ne sont rien", mais parce qu'il représentait ceux qui sont quelque chose: racistes, anti-républicains, islamo-gauchistes, anti-Charlie, propagateurs de fake news... » (Éric Naulleau, Twitter, 10 mai) Et, en guise de bouquet final, l'éditorialiste Guillaume Bigot (CNews, 5 mai) délire:

La France insoumise [...] a mis là un candidat ouvertement islamiste [...]. S'il est élu ce sera la première fois depuis l'élection de Jean-Marie Stirbois en 1983 que quelqu'un d'ouvertement raciste et antisémite arrive à l'Assemblée nationale. Je pense que ça va être un coup de tonnerre, parce que ça va être le retour d'idées absolument anti-

républicaines et nauséabondes dans le paysage politique. [...] M. Bouhafs [...] charrie une idéologie violemment d'extrême droite, violemment islamophobe, violemment antifrançaise, violemment antisémite et violemment raciste.

On le voit: l'hystérie médiatique autour de l'islam, de même que les confusions et amalgames permanents qui sous-tendent les discussions traitant de la « laïcité » pourrissent le débat public, stigmatisent les musulmans autant qu'ils jettent l'opprobre sur un courant politique. Et ce bien au-delà des médias d'extrême droite. Au bout du compte, les renversements opérés par les têtes d'affiche les plus en vue – consistant par exemple à faire des militants antiracistes les « nouveaux racistes » ou à s'enflammer sur le « communautarisme » musulman après l'attaque de fidèles dans la mosquée de Bayonne⁸ – sont de plus en plus fréquents.

Et qu'on ne s'y trompe pas: malgré la médiocrité évidente qui sature ces séquences, les chefferies médiatiques ne perdent pas pied. La plupart perçoivent et construisent bel et bien la gauche dite « radicale » comme l'ennemi à diaboliser, au mieux mis à égalité avec l'extrême droite, au pire... en pôle position. « L'autre Le Pen » titrait *Le Point* (11 mai), placardant en Une le visage de Jean-Luc Mélenchon. Sans honte... et sans choquer les confrères, tant cet exemple rejoint un mouvement de fond que nous pointions dans l'entre-deux-tours⁹, et réaffirmé dans cette séquence jusqu'à plus soif. ■

7. « Bruno Attal, le flic que l'extrême droite adore mais que les policiers n'aiment pas », StreetPress, 9 mai.

8. Lire sur le site d'Acrimed « Bourdin face à Danièle Obono: le temps des sommations » (8 sept. 2020) et « Attentat islamophobe à Bayonne: sur BFM-TV le débat s'enflamme sur... le "communautarisme" musulman » (29 oct. 2019).

9. Lire « Le Pen ne fait plus pleur: la faute à qui? », *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022, p. 40.

Anatomie d'une campagne médiatique contre la gauche

→ 3^e mouvement ←

TRAQUER

Sus aux «déviant» de la social-démocratie!

Le 6 mai, le Parti socialiste a adopté, à 62% des voix, l'accord avec La France insoumise, Europe Écologie Les Verts et le Parti communiste. Mais dès le début du processus de négociations, la panique s'était emparée de l'éditocratie, quasi unanime: en rejoignant la Nupes, le PS «renierait ses valeurs» et sa nature profonde. Sur les plateaux et dans les colonnes des journaux, les commentateurs pleurent ainsi la «trahison» de la gauche telle qu'ils l'aiment: la gauche... de droite. Dans «Les Informés» de France Info (4 mai), le directeur de la rédaction parisienne du quotidien *Ouest-France*, Stéphane Vernay, s'inquiète du «vrai danger aujourd'hui». L'extrême droite à 32,3%? Non, «la probable implosion et la disparition programmée du PS». Pascal Riché, de *L'Obs*, communique: «C'est la fin du grand parti de Jaurès et Blum.» Une interprétation toute personnelle du «grand reporter», omettant de préciser qu'il s'agit surtout d'une rupture avec la ligne néolibérale de son hebdomadaire, qui, depuis 40 ans, se fait le porte-voix des courants les

plus droitiers du PS... Du côté de *Sud Ouest* (29 avr.) également, on s'amuse: «*Il faut reconnaître à Olivier Faure une certaine constance dans l'art du hara-kiri. [...] [Il] entraîne le radeau socialiste vers la chute finale sur la rivière insoumise. [...] On a connu des crocodiles moins prompts à se rendre chez le maroquinier.*» Même son de cloche dans *Challenges* (5 mai) au moment d'affirmer que «l'union se transforme en trahison» ou dans *L'Union* (30 avr.), qui déplore que le PS en vienne à «vendre son âme»: *La nuit, on peut entendre la plainte outre-tombe des Mitterrand, Mendès France, Mauroy, Rocard, Jaurès et autres. Mais qu'est devenu le PS, leur PS? Un groupuscule, un supplétif de la bande à Mélenchon! Prêt à trahir, non pas des idéaux, ce serait un bien grand mot, mais des convictions, à tout le moins des principes. [...] Après Solférino, ce sera donc Canossa.*

«Il faut reconnaître à Olivier Faure une certaine constance dans l'art du hara-kiri.» *Sud Ouest*

Nos éditorialistes auraient-ils pris un petit coup de chaud? On peut le dire. Les cadres du PS? Une «bande de bras cassés» pour Franz-Olivier Giesbert, qui se défoule face à Laurence Ferrari (CNews, 27 avr.): «*Les pompes funèbres. Enfin c'est incroyable, quand on voit*

ces gens-là, vous avez les gueules comme ça là, c'est vraiment l'enterrement quoi. Ce sont vraiment les pompes funèbres.» Et que volent les noms d'oiseaux! Des « lapins face au cobra » pour Christophe Barbier (BFM-TV, 1^{er} mai); des « caniches », appâtés par une « gamelle » sur laquelle Mélenchon « inscri[t] "Union populaire" à la place de Médor » pour Alain Dusart (L'Est Républicain, 28 avr.). Sur Europe 1, Sonia Mabrouk s'enquiert encore auprès de Pierre Jovet (3 mai): « Vous les avez comptées Pierre Jovet? Vous les avez comptées?! Les couleuvres que vous venez d'avalé? » Venant d'une salariée de Bolloré, l'accusation est savoureuse... Sur LCI encore (7 juin), Caroline Fourest s'emballe face à David Pujadas:

La Nupes et ses candidats, c'est la fin de ce qui existait en France jusqu'à présent. On était un des derniers pays en Europe à avoir cette chance, c'est-à-dire d'avoir plusieurs gauches. [...] Pour justement éviter que lorsqu'une gauche se radicalise par antisémitisme, par anti-impérialisme, et s'allie avec des islamistes ou avec des antisémites, on puisse considérer que c'est l'extrême gauche, mais que ce n'est pas la gauche. Ça, c'est terminé depuis la Nupes et depuis que Jean-Luc Mélenchon est à la tête de la maison, grâce à la concession, à la reddition, à la soumission d'Olivier Faure [...]. C'est comme si on venait de mettre un terme à un combat qui existe depuis plus d'un siècle et demi dans ce pays, au fond, le vieux combat entre Jules Guesde et Jean Jaurès.

DU « JOURNALISME »...

Le *Canard Enchaîné*, avant de décerner « la noix d'honneur » « pour son optimisme » à Olivier Faure (25 mai), participait également à la curée sous la plume d'Anne-Sophie Mercier, à l'occasion d'un portrait tout en subtilité – « Le très mal nommé » – une semaine plus tôt (18 mai):

Compte tenu des circonstances, le premier secrétaire du PS, soumis aux insoumis, n'a jamais tant mérité son surnom: « Olivier Faible ». Olivier Faure aime les pèlerines de bure et la route de Canossa. Il faut que ça gratte, que ça racle, que ça fasse mal. Dès qu'il le peut, le premier secrétaire du PS monte en chaire et bat sa coulpe. Expions, chers camarades, expions nos erreurs passées, nos trahisures, notre lâcheté, notre culture de gouvernement, notre arrogance naturelle! Les socialistes sont ostracisés par une partie de la gauche? C'est leur très grande faute: « Tout le monde veut nous tuer à gauche, nous avons voulu tuer tout le monde. » Gentil maintenant, donne la papatte.

Les prises de position de la « grande presse » sont à l'identique. Pour Vincent Trémolet de Villers,

« Quand on voit ces gens-là, vous avez les gueules comme ça là, c'est vraiment l'enterrement quoi. Ce sont vraiment les pompes funèbres. »

Franz-Olivier Giesbert



directeur adjoint du *Figaro* et grand télégraphiste de la bourgeoisie triomphante, « le spectacle avilissant donné par les socialistes et écologistes extirperait tout optimisme du cœur du citoyen le plus exemplaire » (4 mai). Plus loin, il déverse sa morgue sociale en ricanant: « Fabien Roussel lâche tout pour un steak aux lentilles, Olivier Faure montre qu'il a les dispositions pour ouvrir un stand à la grande braderie de Lille. » Au *Parisien*, la Nupes est spectaculairement ignorée en Une, le quotidien de Bernard Arnault ne se fendant des gros titres que pour questionner « la fin du PS? » (2 mai) ou annoncer qu'« après l'accord avec Mélenchon, les socialistes se déchirent » (5 mai).

Sous le patronage de Jean-Michel Salvator, la première édition déplore comme ailleurs une « descente aux enfers », un « parti engagé dans une logique de disparition » et une soumission face à Jean-Luc Mélenchon qui « ne cherche pas à écrire un programme commun ». Bref, « le PS se retrouve face à un dilemme qui rappelle celui de la droite face à l'extrême droite. Est-il préférable de perdre les élections ou de perdre son âme? »

Outre le problème qu'il pose au pluralisme, ce leitmotiv du « reniement » est entretenu par la qua-

“On était un des derniers pays en Europe à avoir cette chance, c’est-à-dire d’avoir plusieurs gauches. [...] Pour justement éviter que lorsqu’une gauche se radicalise par antisionisme, par anti-impérialisme, et s’allie avec des islamistes ou avec des antisémites, on puisse considérer que c’est l’extrême gauche, mais que ce n’est pas la gauche.”

Caroline Fourest

si-totalité des commentateurs au mépris... de l’histoire politique. Par la voix de Sébastien Fontenelle, journaliste à *Politis*, Arrêt sur images¹ rappelle en effet que «le programme du PS de 1972, qui a servi de programme commun de la gauche à l’élection de François Mitterrand en 1981, “était bien plus ‘radical’ que celui de la Nupes” [...]». Ce discours sur la soi-disant “trahison du PS” est un “gigantesque mensonge” : “C’est intéressant de présenter comme une trahison le retour à des fondamentaux qui avaient été reniés par le Parti socialiste, dit-il. Il y a deux solutions : soit [les médias] ont oublié le programme du PS d’avant 1983, soit ils veulent l’oublier.”

Problématique dans les deux cas, le constat se vérifie pourtant sur une très large partie du paysage médiatique. Dans une émission, Arrêt sur images² complète à cet égard le tableau avec un florilège de partis pris, à commencer par celui de Jean-Michel Apathie (LCI, 4 mai), intitulé « La trahison du PS » : « Pour dire les choses simplement, Jean-Luc Mélenchon a la main sur la tête du Parti socialiste, et il met cette tête sous l’eau, la première chose que fait le Parti socialiste, c’est d’avaler une couleuvre immense. [...] C’est comme dans les corridas, la lame a traversé le cerveau. Là, il est cuit, le Parti socialiste. » Mais également celui de Jean-François Kahn, qui se lance dans une téméraire analyse historico-politique : « On a assisté à une tendance à droite qui fait que les gaullistes étaient prêts à s’allier avec des pétainistes et là on a des sociaux-démocrates qui se livrent à des néo-bolcheviques. » (LCI, 6 mai)

Élisabeth Levy, vociférant sur CNews (6 mai) contre Amin Mbaraki : « Quand Mitterrand a plumé la volaille communiste si vous voulez, on a bien vu dans quel sens ça s’est fait. Là, c’est vous qui êtes en train de vous faire plumer par le mélenchonisme, et ça, c’est très inquiétant ! » Ou encore Dominique Reynié, « qui décrit la stratégie électorale de Mélenchon comme un “coup de force” », relancé par « la journaliste Apolline de Malherbe [qui] surenchérit : “C’est même un coup d’État, le PS a oublié qu’il existait ? ” » (BFM-TV, 6 mai).

Il faudrait ajouter à cela Twitter, qui sert de déversoir (sans fond) aux frustrations politiques des éditocrates, de Raphaël Enthoven – quand il ne fus-

tige pas les Insoumis dans les pages de *Franc-Tireur* ou de *L’Express*, qualifiés d’« aussi dangereux que Donald Trump » (10 mai) – à Dominique de Montvalon, en passant par Jérôme Godefroy ou Claude Weill, commentateur multicarte qui fulmine jour après jour contre toute prise de parole de La France insoumise (en particulier).

Ridicules, ces supposés journalistes et têtes d’affiche le sont assurément, qui commentent à tort et à travers et infligent leurs partis pris. Mais ils sont surtout totalement défaillants, incapables d’exercer leur métier qui est de rendre compte du monde tel qu’il va, et non de prescrire leurs fantasmes en guise d’analyses. À cet égard, les Verts n’ont pas non plus échappé à la furia de nos élites journalistiques, décemment à cran. Exemples :

Daniel Riolo (RMC, 3 mai) : « Les Verts vont devoir se débarrasser de Yannick Jadot et donc là, on s’aperçoit finalement de quelle était la nature profonde des Verts, qui ne sont pas du tout des écolos mais des gens d’extrême gauche, des radicaux ! »

Ou encore sur le plateau de « C dans l’air » (France 5, 2 mai) :

Christophe Barbier : *Julien Bayou a décidé de revenir vers la radicalité de gauche qui était la sienne il y a longtemps [...].*

Caroline Roux : *Vers Sandrine Rousseau ?*

Christophe Barbier : *Oui, et avec des différences. [...] Il est revenu lui vers son cap idéologique personnel pour faire une sorte de coup de force où il entraîne tout le parti qu’il dirige dans une direction totalement contraire à celle que voulait impulser Yannick Jadot [...]. Maintenant, les Verts sont repartis du côté beaucoup plus rouge que vert dans leur aventure.*

Commentaires en roue libre, prescriptions permanentes pour définir ce que doit être la gauche et ce qu’elle ne doit pas être, les chefferies éditoriales ont fait montre de leurs talents en toute indécence pour accompagner la naissance de la Nupes. Mais pour être à la hauteur de leur réputation, elles ne se sont pas arrêtées là : procès en trahison, en faiblesse et en retournement de veste, mépris et insultes à tout va ont également envahi les « interviews » politiques, lieux particulièrement propices à la disqualification des « dissidents » de la social-démocratie – voire de la « République »...

LES « DÉVIANTS » DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RAPPELÉS À L’ORDRE

Parmi les membres du PS en faveur de l’union, Olivier Faure a été particulièrement cuisiné. Des interviews sous forme de tribunaux où les intervieweurs – cherchant à peser sur le champ politique – jouent le rôle de procureur, et où rien ni personne n’est prévu pour assurer la défense de l’accusé-invité, qu’on ne

1. « Nupes : Radiographie d’une panique éditoriale », Arrêt sur images, 13 mai.

2. « Nupes : “C’est pas le programme le plus à gauche de l’histoire” », Arrêt sur images, 13 mai. Les citations de ce paragraphe sont tirées de cette émission et de l’article cité en note 1.

laisse s'exprimer que de façon très décousue et parcimonieuse. Attardons-nous sur l'émission « Questions politiques » (*Le Monde-France Info-France Inter*, 1^{er} mai), au cours de laquelle Olivier Faure a été interrompu pas moins de... 164 fois!

Dès l'introduction, Thomas Snégaroff donne le ton en pointant la « position inconfortable » du PS et un temps de la négociation qui « *ferait presque passer l'âne de Buridan pour un animal déterminé. [...] La maison socialiste brûle, après le fiasco de la candidature d'Anne Hidalgo à la présidentielle. Alors, si la maison brûle, notre invité est-il pompier ou pyromane?* » Au vu de l'engagement des journalistes en plateau, il était, de fait, inutile de poser la question... Car très vite, on comprend en effet que le quatuor journalistique (Thomas Snégaroff, Françoise Fressoz, Carine Bécard et Nathalie Saint-Cricq) ne voit pas l'accord avec La France insoumise d'un très bon œil... « *Est-ce que [...] vous avez le sentiment que pour l'instant [...], on vous tord un peu le bras?* » amorce le premier. « *Comment est-ce que ça peut être crédible aux yeux des Français, compte tenu de toutes les catastrophes qui nous tombent sur la figure en ce moment?* » renchérit la deuxième. Plus loin, alors qu'Olivier Faure mentionne de précédentes unions politiques, la quatrième montre au créneau: « *Mais c'était pour les étouffer que les socialistes gouvernaient avec les communistes, et ça a marché! Ce n'est pas la même chose!* » Un ton qu'entretiendront les chiens de garde tout au long de l'interview. Par exemple cet échange, au cours duquel les journalistes bavardent entre eux aux dépens... de leur invité:

Thomas Snégaroff: *Alors, il y en a un, je ne sais pas s'il vous torture, mais en tout cas il n'est pas très tendre avec vous, c'est François Hollande, l'ancien président de la République. [...] On l'écoute. [Extrait d'une prise de parole de François Hollande].*

Thomas Snégaroff (citant ce dernier): « *Une remise en cause de l'histoire même du Parti socialiste.* »

Carine Bécard: *C'est lourd!*

Thomas Snégaroff: *C'est très lourd. Et venant d'un ancien président de la République, ce n'est pas anodin quand même!*

Nathalie Saint-Cricq: *Sauf si c'est un has been... comme dirait Jean-Luc Mélenchon!*

Et c'est peu dire qu'ils ne lâchent pas l'affaire, pas même en clôture d'émission, où les quatre journalistes continuent de dicter ce que devrait être la bonne marche à suivre du PS. Florilège:

Nathalie Saint-Cricq: *Mais vous auriez pu faire aussi [l'accord] sans les LFI. On peut imaginer PS, les Verts et peut-être le PC, non? C'est pas assez?*

“Vous les avez comptés Pierre Juvet? Vous les avez comptés?! Les couleuvres que vous venez d'avalé?”

Sonia Mabrouk



Thomas Snégaroff: *Si vous n'y arrivez pas, qu'est-ce qu'il se passe? Vous n'avez pas de plan A, pas de plan B, pas de plan C? C'est un peu inquiétant. [...] Alors, quel est le plan B?*

Françoise Fressoz: *Le plan B, c'est l'alliance sans Mélenchon? Tous les autres, sans Mélenchon?*

Nathalie Saint-Cricq: *Et Clémentine Autain qui dit que même si vous gagnez et que vous avez la majorité, il ne faut pas exclure d'aller quand même dans la rue pour faire bouger les choses, vous trouvez que c'est une bonne idée?*

Outre ce genre d'injonctions, les intervieweurs passeront la quasi-totalité de l'interview à pointer les désaccords programmatiques entre le PS et La France insoumise. Si la démarche (en elle-même) se justifie d'un point de vue journalistique, elle ne saurait être la ligne conductrice d'une émission entière, *a fortiori* quand les journalistes s'échinent à systématiquement interrompre et disqualifier les réponses du responsable politique. Parle-t-on d'abroger la « loi séparatisme » ? Françoise Fressoz ouvre le bal: « *C'est quoi le signal [...]? C'est quoi le message que vous envoyez?* » Suivie par Nathalie Saint-Cricq: « *Et à qui vous l'envoyez?* » Parle-t-on des questions sociales? La journaliste de France Télévisions ne se tient plus:

EN TOUT CAS, THIERRY,
ON PEUT DIRE QUE LA
NOUVELLE UNION N'A PAS
LE SUFFRAGE DES MÉDIAS !

TOUT À FAIT,
THIERRY !

ET C'EST LÀ UN VÉRITABLE
HANDICAP POUR UNE UNION
QUE J'AURAI TENDANCE À
QUALIFIER DE «MORT-NÉE».



Nathalie Saint-Cricq: La baisse du chômage, c'est un impensé de la campagne? Ça n'a même pas été un sujet?

Olivier Faure: Pourquoi? Je suis pour la baisse du chômage, comme tout le monde, voilà... [Coupé].

Nathalie Saint-Cricq: Ben, tout le monde est pour, moi aussi! [...] Vous avez remarqué que sous le quinquennat Macron, le chômage avait baissé?

Parle-t-on de la retraite à 60 ans? C'est un festival éditocratique:

Carine Bécard: Vous n'étiez pas favorables à une retraite à 60 ans et donc, là... si.

Thomas Snégaroff: C'était utopique!

Carine Bécard: Vous essayez effectivement de rejoindre la voie de Jean-Luc Mélenchon, [...] est-ce que vous pensez que c'est vrai-

ment finançable, parce que ça coûte très très cher une retraite à 60 ans! C'est 47 milliards je crois, d'euros à financer.

Olivier Faure: [...] Nous l'avons nous-mêmes mise en place avec François Mitterrand.

Françoise Fressoz: C'était en 1981.

Olivier Faure: J'ai bien compris. Je n'ai pas oublié que François Mitterrand n'était plus des nôtres et que... [Coupé].

Nathalie Saint-Cricq: Heureusement pour lui! [...]

Carine Bécard: Donc c'est réalisable ou pas? [...]

Françoise Fressoz: Vous n'avez pas l'impression parfois d'être dans le monde du passé, c'est-à-dire de revenir à la mythologie de 1981? [...] Depuis, on a énormément évolué. On a une espérance de vie qui a augmenté [...]. Et peut-être qu'on n'a pas envie de prendre notre retraite à 60 ans, alors, pourquoi est-ce que ce serait un objectif?

Un rôle de procureur que la journaliste du *Monde* incarnera jusqu'au réquisitoire, point d'orgue du procès traditionnel en «archaïsme» :

Françoise Fressoz: Tout ce que vous dites, enfin... Ça fait allusion à la gauche d'avant. Le Front populaire, c'est-à-dire, une société qui était extrêmement structurée, avec des forces sociales importantes, des blocs très bien constitués. Là, on voit une France très morcelée, très différente. Est-ce que le discours peut être plaqué de la même façon? Est-ce que vous n'êtes pas en décalage avec une réalité sociale où au fond, les gens sont extrêmement individualisés, divisés? [...] Est-ce que votre discours n'est pas plaqué sur une réalité qui au fond n'existe plus? [...] La mythique de la grande alliance de la gauche, avec les syndicats qui sont extrêmement faibles, et avec des forces sociales qu'on peut entraîner, c'est très compliqué.

Rideau!

Modèle du genre, cette «interview» n'en est pas moins représentative des «entretiens» menés par les militants de la profession aux créneaux de plus grande écoute, dictés par un seul mot d'ordre: haro sur la gauche.

Dans l'émission «Audition publique» (LCP-Public Sénat-*Le Figaro*, 2 mai), le secrétaire national d'EELV Julien Bayou fait lui aussi face à toute la hargne d'Élizabeth Martichoux, qui peine dès le début à cacher son agressivité: «Est-ce que vous pensez une seule seconde, je vous pose la question de façon extrêmement benoîte, que Jean-Luc Mélenchon et la coalition puissent avoir une majorité? Est-ce que vous le pensez une seconde?!» Sans cesse interrompu, Julien Bayou tente d'exposer sa position sur l'Europe, subissant les injonctions contradictoires de la journaliste. D'une main: «Souffrez de répondre à mes questions. Est-ce que ça ce n'est pas l'Europe à la carte?» Par trois fois... et de l'autre: «Si vous voulez aller un tout petit peu plus vite parce qu'on va avancer. [...] Je ne vous demande pas de refaire l'histoire de l'Europe.» Après deux autres inter-

3. Lire «Demorand contre Quatennens: un exercice de dépolitisation», *Médiacritiques* n°39, juillet-sept. 2021, p. 27.

viveurs, adoptant le même ton, c'est Yves Thréard du *Figaro* qui entre dans la danse :

Alors je vous ai écouté tout à fait attentivement et je me disais au fil de la conversation que finalement, c'est un aveu d'échec votre accord, là. Ça veut dire que vous vous soumettez aux Insoumis! [...] Vous êtes en situation d'être soumis à La France insoumise. Bon...

Même traitement un peu plus tôt dans la matinale de RMC et BFM-TV (2 mai), où l'on retrouve Apolline de Malherbe en très grande forme. Première question : « Vous dites "accord historique", mais est-ce que ce n'est pas quand même plutôt un baiser de la mort? » Et de renchérissement : « C'est surtout exceptionnel pour La France insoumise d'avoir réussi... en gros, à vous manger quoi. » Et en clôture d'émission :

Vous entendez ma question? Est-ce que ce n'est pas un peu une guerre d'usure? Je vous sens quand même fatigué. Il y a eu cette campagne qui a été douloureuse, il faut quand même le dire. Il y a des moments où j'imagine que vous vous dites même « À quoi bon? » quoi. Quand vous vous retrouvez à moins de 5%, à la tête d'un parti divisé, endetté, très endetté, il n'y a pas eu des moments où vous vous êtes dit: « Heu... Pffffff... » ?

Journalisme de démobilisation, illustration.

Sur France Inter (4 mai), c'est encore Fabien Roussel (PCF) qui essuie les remontrances de Léa Salamé et Nicolas Demorand. Harcelant d'ordinaire les représentants de gauche à coups d'injonctions à « l'union »³, les duettistes n'ont cette fois-ci pas de questions assez dures pour décrédibiliser l'alliance Nupes. Quelques exemples :

Léa Salamé : *Sur le fond, quel programme allez-vous défendre, on est loin du programme des « Jours heureux » si je peux me permettre! [...] Vous disiez: « Ne pas investir dans l'énergie nucléaire est une faute lourde, profonde ». Mais ça, c'était avant, Fabien Roussel?*

Léa Salamé : *Si vous gagnez ces législatives, [...] vous allez gouverner ensemble oui ou non? Parce que pardon, Jean-Luc Mélenchon a confirmé samedi que s'il était Premier ministre, il fermerait des réacteurs nucléaires. Vous soutiendrez ça? Vous serez dans le même gouvernement?*

Nicolas Demorand : *Mais c'est ça votre définition de la politique Fabien Roussel? Je ne dis pas que vous vous*

“Fabien Roussel lâche tout pour un steak aux lentilles, Olivier Faure montre qu'il a les dispositions pour ouvrir un stand à la grande braderie de Lille.”

Vincent Trémolet de Villers

reniez mais vous faites quand même des virages sur l'aile sur des convictions que vous avez défendues avec ardeur il y a encore trois semaines!

Tout est à l'avenant. Rappelant des propos de Roussel sur la laïcité et la sécurité, Léa Salamé s'insurge : « Et pourtant aujourd'hui, vous allez faire campagne pour que Jean-Luc Mélenchon soit Premier ministre. Elle est où là aussi la cohérence? » Puis, très agacée : « Vous avez vu l'affiche de campagne? » ; « Vous ferez campagne avec le tract "Mélenchon, Premier ministre"? L'affiche de campagne, ce sera "Élisez-moi Premier ministre" avec la tête de Jean-Luc Mélenchon? Ça sera ça que vous distribuerez? » Activement relayée par Nicolas Demorand : « L'alliance, c'est aussi avec EELV. Pendant la campagne, désolé d'y revenir, vous disiez en avoir "marre de cette gauche et des écologistes qui donnent des leçons de morale [...]". Vous n'en avez plus marre alors, aujourd'hui, de ces gens-là? » Et encore : « Que dites-vous aux figures historiques du PS [...] qui parlent de reddition, de disparition, de soumission du PS à la gauche radicale? Est-ce que c'est une bonne chose pour notre pays que la gauche réformiste disparaisse? » Avant le verdict final de Léa Salamé : « Il y a quand même beaucoup de points de désaccords de fond hein, quand on vous écoute ce matin. »

Pile je gagne, face tu perds!

Le lendemain, sur BFM-TV et RMC (5 mai), c'est au tour d'Apolline de Malherbe de poursuivre l'interrogatoire en règle d'Olivier Faure, sommé de s'expliquer sur les désaccords politiques, réels ou fantasmés, avec La France insoumise et sur ladite « trahison ». Et des deux personnes en plateau, on ne sait plus laquelle est invitée à « s'exprimer »... Morceaux choisis :

– *Sur le fond. L'Ukraine, c'est pas grave par exemple? Les Ukrainiens, on les laisse tomber?*

– *Je voudrais qu'on parle de l'Europe. C'est pas grand-chose pour vous l'Europe? Je sais pas, j'écoute Jean-Luc Mélenchon qui appelle à la désobéissance européenne, ça vous dérange pas?*

– *Qu'est-ce qui s'est passé pour que Bernard Cazeneuve, qui n'est quand même pas le dernier des sots, considère que votre accord est inacceptable au point qu'il démissionne du PS? Comment vous expliquez alors que François Hollande dise qu'il ne se reconnaît plus ni sur le fond, ni sur la forme dans votre accord? Comment vous expliquez que Jean-Christophe Cambadélis, Julien Dray, vos anciens compagnons, votre ancien président, votre ancien Premier ministre ne s'y retrouvent pas? Ils n'ont pas bien lu?*

– *Vous n'avez pas d'état d'âme?*

– *Est-ce que vous avez parlé avec Anne Hidalgo par exemple? [...] Non mais là, depuis hier? Non?! [Non. Pas récemment.] Vous vous imaginez bien qu'elle ne va pas être tout à fait enchantée de cet accord? [Je sais très bien qu'il y a des gens qui contestent... [Coupé].] Mais enfin vous ne parlez pas avec Hollande,*

“Compte tenu des circonstances, le premier secrétaire du PS, soumis aux insoumis, n'a jamais tant mérité son surnom: “Olivier Faible”.”

Canard Enchaîné



"Un 'tout sauf Mélenchon' est en train de se construire" pour les législatives, selon le socialiste Jean-Christophe Cambadélis

Législatives: à gauche, la désunion dans l'union
Paris - "Reddition", "nauffrage", "infamie sans nom": chez plusieurs élus socialistes mais aussi écologistes, l'accord électoral noué avec la France insoumise ne passe toujours pas. "Un Tout sauf Mélenchon est en train de se construire", a assuré dimanche l'ex-Premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis.

Législatives 2022 : «Un Tout sauf Mélenchon est en train de se construire», estime Cambadélis

Législatives: à gauche, la désunion dans l'union

Dissidents à gauche. « Reddition », « naufrage », « infamie sans nom » : les socialistes et écologistes opposés à l'accord électoral noué avec la France insoumise se sont succédés dans les médias. « Un Tout sauf Mélenchon est en train de se construire », a assuré l'ex-Premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis.

Législatives : les voix dissidentes s'élèvent à gauche après l'union avec La France insoumise

«Un Tout sauf Mélenchon est en train de se construire» : à gauche, la désunion dans l'union
Chez plusieurs élus socialistes mais aussi écologistes, l'accord électoral noué avec la France insoumise ne passe toujours pas. Certains ont évoqué une « reddition », un « naufrage » ou encore une « infamie sans nom ».

Législatives : un «Tout sauf Mélenchon est en train de se construire», veut croire Cambadélis

vous ne parlez pas avec Hidalgo, vous ne parlez pas... Vous parlez avec qui? Avec Jean-Luc Mélenchon. [Vous voulez résumer le Parti socialiste... [Coupé]]. Mais enfin, ce n'est pas rien hein! C'est votre dernier président! Et votre dernière candidate. C'est anecdotique le fait que François Hollande ne se retrouve pas dans votre accord?

Rythmer les « interviews » avec les positions des adversaires défaits: telle fut l'une des principales lignes directrices des journalistes, quand ils ne leur ont pas tout simplement offert... des tribunes.

TRIBUNES POUR «ÉLÉPHANTS»

Qui de mieux, en effet, pour disqualifier la Nupes que des « éléphants » pétris de « culture de gouvernement », acquis à l'économie de marché et respectueux de la « bonne » vision de la « laïcité » ? Ainsi a-t-on vu (massivement) défilé – lors des mati-

nales et des émissions de « débat » – des cadres du PS s'opposant à l'alliance avec La France insoumise, des anciens membres du gouvernement Hollande, mais aussi d'anciens cadres des Verts (José Bové, Daniel Cohn-Bendit et Jean-Paul Bisset), sans oublier l'ancien président lui-même, évidemment de la partie!

Une surmédiatisation des minoritaires – une première fois par le résultat de leurs candidats à la présidentielle, et une seconde fois par l'accord qui crée la Nupes – qui en dit long sur le respect pour la démocratie de toutes ces belles âmes, médiatiques et politiques confondues. Quelle plus nette illustration, en effet, de la capacité des médias dominants à sortir de leur rôle pour revêtir celui d'acteur politique à part entière, choisissant sciemment de peser dans un processus de négociations en contournant la position majoritaire au sein d'un parti d'une part, et de l'autre, en utilisant les porte-voix médiatiques les plus minoritaires comme moyen de pression ?

Ainsi, entre le 26 avril et le 8 mai – soit deux semaines, au cours desquelles se sont noués les accords –, Julien Dray, Jean-Christophe Cambadélis, Stéphane Le Foll, François Hollande, Bernard Cazeneuve et Gérard Collomb ont cumulé 21 invitations dans les grands médias. Un défilé qui s'est poursuivi tout au long du mois de mai, et qui ne comptabilise pas les passages d'anciennes figures du PS à l'instar de Michel Sapin ou Jean-Marie Le Guen – désormais respectivement avocat et administrateur de Huawei France –, tous deux invités de la matinale de France Info les 28 avril et 13 mai... Quant à Julien Dray, il dispose en réalité d'un rond de serviette chez CNews, puisqu'il y cumule 11 invitations entre le 29 avril et le 31 mai, présenté comme le « fondateur de "Réinventez!" ».

Et quand les médias ne relaient pas complaisamment les « appels » des « éléphants » – « Législatives: Jean-Christophe Cambadélis appelle les ténors du parti à refuser un "PS mélenchonisé" » (LCI, 1^{er} mai); « "C'est un accord qui est une forme d'escroquerie": Hélène Geoffroy dans l'Interview politique de Jean-Pierre Elkabbach » (Europe 1, 8 mai) –, ils amplifient leurs propos les plus tapageurs, quand bien même seraient-ils tenus sur des radios à très faible audience. Jean-Christophe Cambadélis déclare-t-il au micro de Frédéric Haziza (Radio J, 8 mai) qu'un « "tout sauf Mélenchon" est en train de se construire pour les législatives » ? L'AFP s'empresse de reproduire la « punchline » en gros titre le jour même, avant que cette dernière se retrouve à la Une des chaînes d'info, soit mobilisée par les intervieweurs, et vienne garnir les sites de la quasi-totalité des titres de presse...

Pour couronner le deux poids, deux mesures, les « éléphants » sont reçus sur des plateaux en forme de parcours de santé. Inquisitrice face à Pierre Juvet (en charge des négociations pour le PS) le 4 mai, Sonia Mabrouk passe de la pommade à Jean-Christophe Cambadélis le lendemain. L'interview relève plus du dialogue que de la confrontation, et l'ancien secrétaire général du PS peut tranquillement développer ses réponses: « On entend vos désaccords, Jean-Christophe Cambadélis, on entend d'ailleurs votre colère depuis plusieurs jours. Vous avez employé les mots de reddition, d'autres parlent de soumission. Mais on peut se demander, qu'incarne-t-elle encore, combien de divisions? », s'inquiète l'in-

“Le PS se retrouve face à un dilemme qui rappelle celui de la droite face à l'extrême droite. Est-il préférable de perdre les élections ou de perdre son âme?” *Le Parisien*

TRAHISON DES VALEURS

Daniel Cohn-Bendit, José Bové et Jean-Paul Besset estiment que l'accord des Verts avec La France insoumise est une « escroquerie »

"Escroquerie", "Néoconvertis à l'insoumission", les mots forts de José Bové contre l'union de la gauche

La Roque-Sainte-Marguerite. Bové dénonce la position des Verts dans l'union de la gauche

Accord Verts/LFI : "une escroquerie", selon trois anciens élus écologistes historiques

Législatives 2022 : Cohn-Bendit, Bové et Besset dénoncent une «escroquerie» dans l'accord entre EELV et LFI

L'accord EELV-LFI qui crée la NUPES est "une escroquerie" pour ces personnalités écologistes

Trois membres fondateurs d'EELV, Daniel Cohn-Bendit, José Bové et Jean-Paul Besset, s'opposent à l'alliance avec les Insoumis, notamment sur la question européenne.

Législatives 2022 : chez EELV aussi, les anciens s'opposent à l'union de la gauche

LFI

Législatives : l'accord entre EELV et LFI est "une escroquerie", affirment Jean-Paul Besset, José Bové et Daniel Cohn-Bendit

terviseuse avant de poursuivre: « Combien sont avec vous? Combien pesez-vous pour influencer aujourd'hui? »

En plus d'être accueillis en grande pompe, les opposants à la Nupes ont aussi bénéficié de tribunes, notamment dans les colonnes du *Monde*, qui s'illustre dans l'art du recyclage: « Jean-Paul Besset, José Bové et Daniel Cohn-Bendit: "L'accord des Verts avec La France insoumise est une escroquerie" » (7 mai). Là encore, cette tribune d'« anciens » sera amplifiée par une dépêche AFP, largement reprise dans la presse, du *Figaro* à *La Dépêche du Midi*, en passant par *L'Obs*.

Et ce pour ne rien dire de la fonction de cadrage qu'occupera cette tribune, notamment lors des interviews des candidats aux législatives de la Nupes: les éditorialistes en feront leur beurre, comme Renaud Dély sur France Info (9 mai) ou Xavier Brouet dans les pages du *Républicain Lorrain* (11 mai):

Succédant à la fronde des éléphants et des diverses fédérations menaçant sécession, comme en Moselle, les couacs se multiplient donnant lieu à des scènes inédites. [...] Bref, ça tire à hue et à dia. Manquait guère que la charge conjointe de José Bové et Dany Cohn-Bendit taxant l'alliance « d'escroquerie ». Ainsi loin d'avoir soldé ses désaccords, la gauche met déjà le champagne au frais. Pourtant, il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

Notons, pour conclure, que les mêmes procédés journalistiques furent à l'œuvre au moment de questionner les responsables EELV. Matinale de BFM-TV et RMC, 2 mai, face à Julien Bayou:

Apolline de Malherbe: *[Cet accord], il en pense quoi Yannick Jadot? [...] Ça me frappe que vous l'avez eu avant la manifestation du 1^{er} mai, entre temps il s'est passé plein de trucs! Vous ne l'avez pas eu à minuit et demi? Il n'a pas attendu de savoir ce qui sortait de la réunion? Non? Il y a peut-être un petit doute, quand même, sur ce qu'il en pense de cet accord?*

Rebelote sur LCP, plus tard dans la journée. Alors que Julien Bayou fait valoir que le conseil fédéral de son parti a adopté l'accord avec La France insoumise à 95%, le démocrate Yves Thérard lui oppose... une « enquête journalistique »:

Est-ce que vous êtes sûr que dans votre base, qui a voté certes, tout le monde est d'accord? J'ai le nom par exemple de Marine Chailloux à Argenteuil qui a dit, « non, moi, cet accord ça ne me convient pas du tout [...] ». Dans ces conditions, je ne veux pas pactiser avec La France insoumise. [...] Je le sais parce que je travaille, c'est mon métier. [...] C'est une enquête du Figaro. C'est très sérieux quand vous avez un article dans un journal où on cite des élus EELV qui disent: « Nous ne voulons pas participer à cet accord ».

« Très sérieux »? Julien Bayou en conteste la légitimité. Acculé, Yves Thérard lui donne (presque) quitus... avant d'enfourcher le (même) cheval:

LA ROYAUTÉ EN MAJESTÉ : LES MÉDIAS FRANÇAIS JUBILENT

On savait de longue date les médias fascinés par les têtes couronnées. Le jubilé de platine de la reine Élisabeth II a rappelé combien, y compris en France, la célébration de personnages illustres est propice à anesthésier non seulement le téléspectateur mais avec lui toute velléité critique, notamment à l'endroit du pouvoir et des puissants. Analyse de quelques ressorts d'un engouement médiatique « universel ».

« UN ÉVÉNEMENT PLANÉTAIRE » ?

Si l'on distingue, avec Patrick Champagne, « l'événement qui s'impose » et « l'événement que l'on impose »⁴, le jubilé de la reine relève à l'évidence de la seconde catégorie. Car ce sont bien les moyens médiatiques hors norme mobilisés qui ont seuls permis d'en faire un événement à même de susciter l'intérêt au-delà des frontières du Royaume-Uni. En effet, pour quel autre événement (hormis sportif...) les principales chaînes consacrent-elles simultanément plusieurs heures de direct consécutives, déprogrammant au passage leurs sacro-saints JT de 13h, à

grand renfort d'éditions spéciales et d'experts-ès-royauté⁵ ? Ne craignant pas d'universaliser leur cas particulier, les éditorialistes sur BFM-TV n'ont ainsi pas hésité à affirmer que les festivités ont « fait énormément de bien à tout le monde, dans le monde entier », ou encore que « c'est une émotion incroyable pour le monde entier de voir la reine » et qu'au reste « c'est pas la grand-mère ou l'arrière-grand-mère des Britanniques, mais du monde entier. »³ Rien que ça... Par conséquent, c'est d'abord en pariant aux quatre coins du monde sur des dispositifs exceptionnels réservés aux « grandes occasions » que les médias contribuent à faire de cérémonies d'un autre temps des événements planétaires, sans lésiner sur les formules emphatiques – le moment étant rien de moins qu'« historique ».

FASCINATION DES PUISSANTS

Il suffit alors aux médias dominants de céder à leur penchant naturel en misant sur le spectaculaire, sachant pertinemment qu'ils seront servis en matière de pompe, parade et apparat. Outre l'inénarrable Stéphane Bern, furent donc

Mais est-ce que vous n'avez pas peur qu'une partie de l'électorat, j'entends là, qui voyait d'un bon œil monsieur Jadot et qui lui convenait, même si le score à la présidentielle n'a pas été extraordinaire, se déporte vers la majorité présidentielle actuelle ?

« J'ai quand même l'impression que parfois, vous êtes journaliste et parfois, quasiment homme politique » lui rétorquait Julien Bayou. « Ah non, non, non ! Gardez-moi comme journaliste ! » Gardons-le donc comme homme politique...

Pour disqualifier la Nupes et les partisans de l'alliance à gauche, les grands médias et leurs têtes d'affiche n'ont pas lésiné sur les moyens, recourant à l'injure, la caricature, et le mensonge. À cela se sont ajoutés les interrogatoires en règle des « déviants » de la social-démocratie, sommés de s'expliquer, systématiquement discrédités dans leur choix de ralliement. Sans oublier la promotion des « éléphants » (médiatiques) – invités lors des émissions phares et structurantes de l'agenda médiatique, les reprises mimétiques faisant le reste – dont les médias dominants ont réussi le tour de force d'amplifier la voix pourtant minoritaire – voire non-représentative, pour certaines – dans leurs partis.

Une fois de plus, journalistes, éditorialistes et matinaliers adoubent les représentants de la « raison » de marché, pour mieux discréditer celles et ceux qui s'y opposent. Et dans cette campagne médiatique menée contre la Nupes, tous les coups sont permis. Injonctions partout, information nulle part : si « curieux » de l'accord « Nupes » au point de massivement le commenter et d'en recevoir les artisans, les grands médias ont recouvert leurs œillères à la sortie du « programme partagé », dont 650 mesures étaient présentées en conférence de presse le 19 mai. Le journaliste Amaury de Rochemonde a fait le bilan de sa couverture⁴ : « Un traitement a minima avec seulement un maigre article perdu dans une page intérieure pour Le Figaro, Le Parisien ou Les Échos ». Et « ni le 20h de Julien Arnaud sur TF1, ni celui de France 2 n'ont jugé digne de lui consacrer le moindre titre. » La messe est dite. ■

“Vous n'avez pas l'impression parfois d'être dans le monde du passé?”

Françoise Fressoz
à Olivier Faure

4. « La Nupes, invisibilisée dans les médias », RFI, 21 mai.

“C’est une émotion incroyable pour le monde entier de voir la reine.”

logiquement convoqués en plateau les plus éminents géopolitologues des magazines *Point de vue* et *Voici* pour commenter l’événement, chacun postulant que les bien-nés méritent d’être admirés. La fascination presque hypnotique voire fanatique suscitée par les moindres faits et gestes de la reine et de son entourage (un live-tweet du *Monde* était-il bien nécessaire?) ne pouvait que renforcer le pouvoir des apparences... mais certainement pas l’esprit critique.

VACUITÉ DU COMMENTAIRE À TOUT VA

Non contents d’agiter le sceptre des puissants, encore faut-il que nos journalistes béats remplissent un temps d’antenne colossal et noircissent d’innombrables colonnes. On eut donc droit à moult bavardages et tout était bon pour attirer le chaland. « *Beaucoup de croustillant à nous raconter, à nous faire vivre* » promit la présentatrice de France 24 en préambule aux 3h30 (!) de retransmission. Le clou du spectacle – moment éphémère où « *la reine a salué la foule au balcon du palais* » fit un bandeau des plus aguicheurs sur les chaînes d’info pendant de longues minutes. Pour sortir le lecteur assoupi de sa torpeur, nombre de médias



à l’instar de *L’Express* titrèrent sur l’apparition « surprise » de la reine. Également à l’affût, *Le Parisien* nous informa pour sa part que « *la reine manquerait la messe ce vendredi* », le quotidien proposant pour l’occasion un hors-série forcément inoubliable « Elizabeth II: sa vie, son rôle, son style... ». Et tandis que *La Dépêche* se demandait « *Pourquoi la reine Elizabeth II a choisi de porter du bleu pour son nouveau portrait?* », RTL en écho s’interrogeait doctement: « *Un pompon noir épinglé à son chapeau vert: quel message la reine Elizabeth II voulait-elle faire passer?* » Tout semblait bon pour épater le bourgeois, les grands médias naviguant allègrement

“Un pompon noir épinglé à son chapeau vert: quel message la reine Elizabeth II voulait-elle faire passer?”

entre l’inutile et l’accessoire: des corgis dans le ciel – favoris de la reine – aux cadeaux « surprenants » venus du monde entier, en misant toujours sur l’irréductible étrangeté de nos voisins britanniques.

DÉPOLITISATION À TOUS LES BALCONS

Tout ceci pourrait prêter à rire. Ce serait néanmoins oublier l’effet principal de ces grand-messes médiatiques: plus elles montrent (les sauteries des élites aristocratiques) plus elles cachent (les réalités sociales et économiques moins scintillantes d’une majorité de leurs concitoyens). S’appesantir sur la famille royale britannique, c’est faire oublier les tas d’urgences, en Grande-Bretagne et ailleurs. Or, au moment où le Premier ministre britannique et son gouvernement vacillent, il y avait beaucoup (plus) à dire sur le sort précaire de nombreux sujets de la reine, sur la grève d’une

ampleur inédite qui se profile dans les transports publics ou encore sur les incertitudes quant au Brexit et à l’avenir de la monarchie parlementaire. Alors que l’on pourrait légitimement attendre de médias de masse qu’ils délaissent les fausses grandeurs au profit des problèmes qui concernent véritablement les masses, encore faudrait-il commencer par verser un peu moins dans les relations publiques et les paillettes et un peu plus dans l’analyse.

Bref, quand les médias dominants regardent parader les grands de ce monde, l’engouement médiatique risque fort de confiner à l’aveuglement politique de part et d’autre de la Manche. ■

1. Patrick Champagne, *La Double Dépendance. Sur le journalisme*, Raisons d’Agir, 2016.

2. Le 2 juin, l’édition spéciale de France 2 a duré près de cinq heures.

3. Citations tirées de « Avec Elizabeth et Rafael, un dimanche “historique” sur BFMTV et France 2 », Télérama, 7 juin.

MÉDIAS ET UKRAINE

LA GUERRE EN CONTINU

Depuis le 24 février 2022 et durant plusieurs semaines, l'invasion russe de l'Ukraine a été médiatisée de façon quasi continue sur les chaînes d'information, elle a polarisé la plupart du flux audiovisuel et a occupé la Une des journaux.

Cette focalisation quasi exclusive de l'agenda médiatique autour d'un seul sujet nous rappelle le début de la pandémie du Covid ou les lendemains d'attentats. S'il est difficile de publier des analyses transversales « à chaud » face à un tel raz-de-marée d'informations, nous tentons ici de relever les biais médiatiques les plus saillants.

L'UKRAINE, SI PROCHE...

Le constat le plus évident consiste à prendre acte de la capacité du système médiatique à se mettre en branle et à informer massivement sur l'international, traditionnellement laissé pour compte dans les médias dominants. Dans la presse, reportages et analyses sont au premier plan: chez *Libération* et au *Monde*, la guerre fut à la Une de manière continue entre le 24 février et le 16 mars (18 numéros). Des émissions spéciales s'enchaînent à la radio, l'agenda des JT devient mono-sujet, les longs formats dédiés à la campagne présidentielle sont bouleversés sur le service public, tandis que sur

les chaînes d'information en continu, éditions spéciales et « priorités au direct » incessantes reconfigurent les grilles.

Il faut voir, bien sûr, dans ce bouleversement éditorial, la conséquence d'une guerre aux portes de l'Union européenne, des milliers de civils tués et des millions de réfugiés.

On peut y voir, aussi, une application par les journalistes de la « loi de proximité », ce « principes suivant lequel les informations ont plus ou moins d'importance suivant leur proximité par rapport au lecteur. Cette proximité est généralement décomposée en quatre axes: géographique, temporel, affectif et sociétal/socio-professionnel » (définition Wikipédia). Dès

le matin du 24 février Dominique Seux ne dit pas autre chose: « Kiev, rappelons-le, n'est qu'à 2000 km précisément à vol d'oiseau de Paris – trois fois Paris-Marseille. La frontière ukrainienne est seulement à 1500 km de nous. » (France Inter) « C'est une guerre où on peut aller en voiture » résume la journaliste Céline Martelet sur le plateau d'Arrêt sur images¹. Proximité géographique

“Kiev, rappelons-le, n'est qu'à 2 000 km précisément à vol d'oiseau de Paris – trois fois Paris-Marseille.”

Dominique Seux

1. « Ukraine: "Certains médias n'ont plus de reporters pour y aller" », Arrêt sur images, 11 mars.

2. « Afghans "migrants", Ukrainiens "réfugiés": racisme médiatique? », Arrêt sur images, 7 mars.

3. Lire « Ukraine: informations faussées et commentaires à sens unique », Acrimed, 15 sept. 2014.

4. « Ukrainisation à marche forcée », *Le Monde diplomatique*, mai 2019.



rope hein. On voit des voitures qu'on connaît, on voit des paysages qui sont presque proches de chez nous.»

Une solidarité médiatique qui dénote franchement avec le traitement médiatique réservé habituellement aux exilés fuyant les guerres, les répressions et les famines – réfugiés requalifiés au passage de « migrants ».

... L'INFORMATION, SI LOIN

Tenter de comprendre les causes de ce conflit en Ukraine ne revient évidemment pas à en relativiser les conséquences, ni à exonérer de ses responsabilités le gouvernement russe qui a choisi de déclencher la guerre. Mais la lecture binaire qu'en offrent les médias durant les premières semaines, l'absence de contextualisation ou de mise en perspective historique et (géo)politique méritent toutefois d'être soulignées.

Un exemple significatif concerne le « mouvement » pro-européen de 2014 toujours présenté comme large et « démocratique » par les médias occidentaux. C'est ce qu'affirmaient en substance Émilie Aubry (présentatrice des « Dessous des cartes » sur Arte) et Michel Eltchaninoff (rédacteur en chef de *Philosophie Magazine*), dans une séquence de l'émission « Quotidien » sur TMC du 26 janvier, ce dernier répétant à plusieurs reprises que « les Ukrainiens ont fait une révolution démocratique contre les forces pro-russes de Ianoukovitch en 2013-2014 ». Une présentation pour le moins rapide et prenant quelques libertés avec la réalité. En effet, la révolte ne fut pas perçue comme « démocratique » par l'ensemble de la population ukrainienne, et notamment parmi sa partie russophone pour au moins deux raisons : elle aboutit au renversement d'un président démocratiquement élu et très populaire dans l'est du pays³ ; pis encore, le parlement provisoire issu de cette révolution « retire au russe le statut de langue officielle »⁴. Quant aux huit années de guerre qui s'en sont ensuivies dans l'est du pays, et à l'échec des accords de Minsk qui devaient y mettre un terme, ils n'ont jamais fait la Une des médias et l'invasion russe n'a guère incité les médias à combler cette lacune béante, si bien qu'il est toujours aussi difficile de trouver des informations fiables et sourcées permettant de comprendre ce qui s'y est joué...

Dans un article du 21 mars, la *Revue des médias* de l'Ina listait « les 7 facteurs qui favorisent la médiatisa-

donc (même si Kiev n'est pas plus proche de Paris que Tripoli...), « culturelle » aussi : plusieurs articles ont fait état de la très forte identification aux civils ukrainiens, notamment sur les plateaux de BFM-TV, comme le relate Arrêt sur images². Avec Christophe Barbier, par exemple : « Il y a un geste humanitaire immédiat, évident [...] parce que ce sont des Européens de culture [...] On est avec une population qui est très proche, très voisine. [...] Nous ne sommes pas face à des migrants qui vont passer dans une logique d'immigration. » Ou bien avec Ulysse Gosset, autre éditorialiste de BFM-TV : « On est au XXI^e siècle, on est dans une ville européenne, on a des tirs de missiles de croisière comme si on était en Irak ou en Afghanistan. » En passant par Philippe Corbé, chef du service politique de BFM-TV : « Ce n'est pas des départs en vacances. Ce sont des gens qui fuient la guerre. [...] On ne parle pas de Syriens qui fuient les bombardements du régime syrien [...] On parle d'Européens qui partent dans leurs voitures qui ressemblent à nos voitures, et qui essaient juste de sauver leur vie, quoi. » Ou encore Olivier Truchot, sur RMC : « Les Français se disent : "L'Ukrainien, il me ressemble. Il a la même voiture que moi, c'est à trois heures de Paris, je pourrais être à sa place." [...] Il y a une identification, une proximité que peut-être le Français a moins avec l'Afghan. [...] Ce n'est pas du racisme, c'est la loi de la proximité. » Même discours pour Philippe Dessertine, expert habitué des plateaux, le 2 mars, encore sur BFM-TV : « Nous parlons bien d'une guerre où, à l'heure où nous parlons, nous avons des Européens qui meurent. Qui meurent. Et quand on voit les photos derrière vous, je pense probablement y compris pour les plus jeunes d'entre nous, que ce qui est terrible, c'est qu'on a l'impression que c'est une ville de chez nous. C'est une ville d'Eu-

« Il y a un geste humanitaire immédiat, évident [...] parce que ce sont des Européens de culture [...] On est avec une population qui est très proche, très voisine. [...] Nous ne sommes pas face à des migrants qui vont passer dans une logique d'immigration. »

Christophe Barbier



un peu le type qui vient aux Restos du cœur pour manger la belle côte à l'os qu'il a apportée lui-même? Est-ce que ça ne serait pas un peu une BHLisation de l'information? Et jusqu'où on va aller pour présenter l'information sur le terrain? Est-ce que, ce week-end, Laurent Delahousse nous fera un direct depuis l'intérieur d'une cuve à mazout pour parler du coût de l'énergie?» (France Inter, 15 mars)

Car il faut dire que plus encore qu'ils informent massivement, les médias s'engagent. Les directions de chaînes passent des partenariats avec des ONG dont les campagnes de solidarité couplées passent à l'antenne et d'autres incrustent des drapeaux ukrainiens à l'écran, jusque dans un épisode de « Pékin Express » sur M6, ou en Une des journaux. Des journalistes verbalisent à l'antenne leurs émotions, comme ce 15 mars sur France Inter, où Nicolas Demorand réagit à une chronique de sa consœur Sonia Devillers à propos d'une photo de presse où figurent deux femmes enceintes (« *L'une a accouché. L'autre est morte.* ») fuyant la maternité de Marioupol: « *On est écrasés dans ce studio et tous les larmes aux yeux.* » Dans la presse encore, les rédactions prennent des positions politiques et les revendiquent: « Fini "Kiev", "Libération" écrira "Kyiv" » titre par exemple Libération (1^{er} mars) avant de prolonger: « *Difficile de changer dans un journal le nom d'une ville quand son usage est ancré.* »

tion d'un conflit ». Parmi eux, l'auteur du papier cite « la simplicité de compréhension du conflit » :

« Engros, est-ce que l'on se trouve dans un scénario avec d'un côté un gentil et de l'autre un méchant? », résume Virgil Hawkins, professeur de media studies à Osaka. Plus les enjeux sont faciles à comprendre, plus le conflit a de chances d'être évoqué dans les médias.

Or puisque la « simplicité » est rarement une caractéristique de « la réalité », les médias ont la fâcheuse habitude de procéder par eux-mêmes à une simplification... au détriment de l'information. Et de facto, dans le cas présent, l'absence de contextualisation globale renforce la lecture binaire de l'actualité qui se transforme en écriture simpliste de l'Histoire⁵.

«ÉVÈNEMENT TOTAL»...

Avec la guerre en Ukraine, l'information est devenue un « événement total » au sens où il mobilise tous les canaux et occupe tous les espaces médiatiques⁶.

À titre d'exemple, Anne-Sophie Lapix a délocalisé le 14 mars la présentation du 20h de France 2 en direct de Lviv, sur le parvis de la gare. Un dispositif rarissime, pour une mise en scène sans grande « valeur ajoutée » sur un plan informatif, qui a d'ailleurs inspiré à l'humoriste Alex Vizorek une poignée de questions amères... que nous partageons: « *Est-ce intéressant de [la] voir au milieu des débris et des familles qui quittent l'Ukraine? Est-ce que ça ne fait pas*

On ne peut s'empêcher de penser à la quasi indifférence médiatique face à la guerre au Yémen, face à l'interminable guerre en Irak, ou face aux centaines de milliers de morts de la guerre en Syrie...

Pourtant, malgré les habitudes des lecteurs, la raison politique s'impose. Pour Libération, le "Kiev" venu du russe n'a plus lieu d'être et s'écrira désormais "Kyiv". Une décision commentée jusque sur BFM-TV.

Ce ne sont évidemment pas l'émotion des journalistes, leurs campagnes de solidarité, ou la polarisation de l'agenda qui interrogent en tant que telles. La gravité de la guerre en Ukraine, le tournant qu'elle représente au niveau européen ou ses conséquences sur le plan international les justifient sans aucun doute. Il s'agit plutôt de constater la force de ces choix journalistiques et le niveau d'engagement – éditorial et politique – que peuvent atteindre unanimement des rédactions quand elles décident que l'enjeu le mérite ou le néces-

site. Il ne s'agit bien évidemment pas de hiérarchiser les guerres et leurs victimes – comme le font ces médias! –, mais de prendre acte des possibles éditoriaux et journalistiques.

On ne peut dès lors s'empêcher de penser à la quasi indifférence médiatique face à la guerre au Yémen (377 000 morts depuis 2014 selon une estimation récente de l'ONU⁷), face à l'interminable guerre en Irak, ou face aux centaines de milliers de morts de la guerre en Syrie – et son cortège de bombardements russes indiscriminés... –, pour ne prendre que les exemples les plus récents et les plus frappants. Et lorsque l'on entend un Gilles Bouleau déclarer à juste titre le 24 février dans le 20h de TF1 que «sur le papier, cette guerre entre l'Ukraine et la Russie, c'est un peu David contre Goliath, aucun expert ne doute un instant de la supériorité écrasante des Russes», on songe inmanquablement aux bombardements israéliens en Palestine ou au Liban, qui émaillent régulièrement l'actualité depuis des décennies et qui ne sont jamais traités sous cet angle: celui de l'asymétrie, flagrante et inique, du rapport de forces.

... ET SENSATIONNALISME EN CONTINU

Parfois l'effroi d'une guerre située aux portes de l'Union européenne conduit certaines rédactions à perdre leur sang-froid. Exemple lorsque dans la nuit du 3 au 4 mars, l'armée russe a pris le contrôle de la centrale nucléaire de Zaporijia située au sud-est de l'Ukraine. «C'est toute l'Europe qui frissonne» s'inquiète-t-on sur France Inter, Vladimir Poutine utilise «la stratégie de la peur» nous prévient France 2, il «menace l'Europe d'un désastre atomique» s'alarme même *Le Figaro*. Si ces craintes peuvent de prime abord sembler légitimes, cette «stratégie de la peur» a surtout touché les médias, répercutant leur angoisse en boucle et en continu. La chaîne TF1 annonce «des bombardements sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe» et France 5 consacre une émission de «C dans l'air» à la «centrale attaquée», affirmant que «Poutine joue avec le feu».

Cette vague de panique médiatique se traduit par les choix de Unes des quotidiens nationaux et régionaux du lendemain (5 mars) et des vidéos diffusées dans les JT. En réalité, tous les médias reprendront la même image: cette image inquiétante donnant l'impression d'une explosion dans la centrale.

Information et précipitation ne font jamais bon ménage, et les exemples d'erreurs sont légion depuis le début du conflit.

Or, plusieurs éléments auraient dû être pris en compte: d'abord, cette image parfois présentée comme un «bombardement» (*Le Monde*) est en fait une fusée éclairante. Et si l'attaque a bien eu lieu, elle s'est produite à plusieurs centaines de mètres des réacteurs nucléaires – ce que signalent d'ailleurs les contenus des articles moins alarmistes que les titres et les images choisis. Enfin, si l'on avait pris le temps d'écouter les quelques experts invités sur France Info ou France 24 le jour même, le niveau d'inquiétude serait redescendu d'un cran dans les rédactions. La (vraie) question de la sécurité du nucléaire civil en temps de guerre méritait certainement mieux...

Information et précipitation ne font donc jamais bon ménage, et les exemples d'erreurs sont légion depuis le début du conflit: de la traduction «abracadabrantique»⁸ du discours de Vladimir Poutine sur BFM-TV, à la divergence selon que l'on regarde TF1 ou France 2 sur la nature de l'émotion d'une mère en pleurs (sur la première, elle pleure car elle a vu des enfants mourir, sur la seconde, c'est parce que son propre enfant est mort)⁹; en passant par des «témoins» mal présentés (des Français de passage en Ukraine sont présentés comme des résidents de Kiev)¹⁰.

Pis, des fausses informations propagées par l'armée ukrainienne sont reprises par des médias avant d'être «factcheckées» (heureusement) par d'autres médias. Daniel Cohn-Bendit, habitué des mensonges¹¹, relaie sur LCI une histoire rocambolesque très vite démentie par *Libération* (16 mars): «[Vladimir Poutine] a envoyé deux avions avec ses parachutistes des forces spéciales pour essayer de prendre Zelensky. Le jour d'après l'entrée en Ukraine. Les deux avions se sont fait descendre. Ses parachutistes n'ont pas pu prendre Zelensky et donc toute sa stratégie, qui était: ça va durer deux jours et puis c'est fini... Et maintenant il est embourbé.» Autre exemple relevant de la propagande de guerre: 13 gardes-frontières ont crié «Navire militaire russe, allez vous faire foutre!» avant d'être tués par l'armée russe. Cette information reprise un peu partout est tout simplement fausse: les soldats ukrainiens n'ont pas été tués. Ou encore, on découvre une dépêche de l'AFP qui annonce qu'«une mosquée abritant 86 civils [a été] bombardée à Marioupol» (12 mars). L'information est contredite par *Le Figaro* plus tard dans la journée. Etc.

En définitive, en temps de guerre, plus que jamais, les médias sont avides de spectaculaire et de sensationnel, d'images marquantes et de symboles, dussent la rigueur et la profondeur de l'information en souffrir... ■

5. Cette écriture simpliste des événements, on l'a par exemple connue en 1999 lors de la guerre au Kosovo ou en 2003 lors de l'intervention militaire en Irak. À ce sujet lire *L'Opinion, ça se travaille...* de Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler et Mathias Reymond, Agone, 2013.

6. Lire «Événement total, crash éditorial», *Le Monde diplomatique*, avr. 2022.

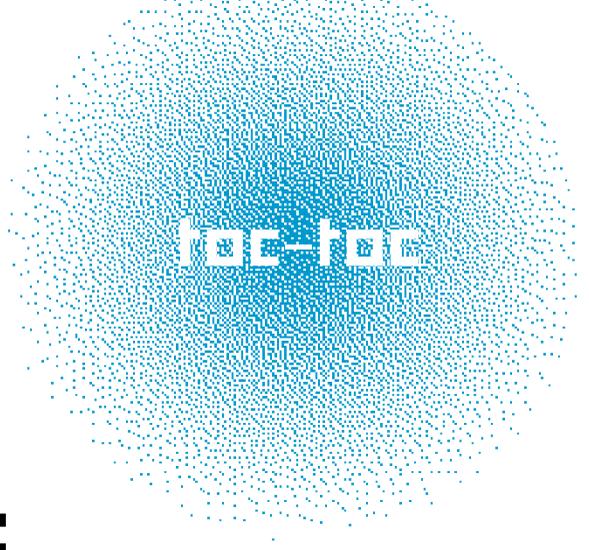
7. *Le Monde*, 24 nov. 2021.

8. Lire «L'info en continu: guerre et presse d'aujourd'hui», *Reflets*, 5 mars.

9. JT de 20h du 12 mars.

10. Lire «Sur les chaînes d'info, des témoins "basés à Kiev" (ou pas)», *Arrêt sur images*, 2 mars.

11. Lire «Sur LCI, Daniel Cohn-Bendit invente des agressions physiques», *Acrimed*, 20 janv. 2020.



« POUTINE FOU » LA GÉOPOLITIQUE SUR LE DIVAN

Psychologisation et dépolitisation des enjeux internationaux.

Un « fou » atteint du « syndrome d'hubris » et de « délire paranoïaque » : le champ lexical de la psychiatrie n'a pas manqué pour qualifier Vladimir Poutine. Quand il n'est pas comparé à Hitler, le dirigeant russe fait l'objet de rumeurs et de diagnostics à l'emporte-pièce dans les colonnes des journaux, comme sur les plateaux des chaînes d'info. Parmi les nombreux biais médiatiques dans le traitement de la guerre en Ukraine, penchons-nous donc sur celui-ci : la psychologisation de Vladimir Poutine, qui tend à dépolitiser et à évacuer les enjeux géopolitiques réels en se penchant sur le cerveau d'un homme... plutôt que sur le fonctionnement d'un régime autoritaire.

Une pratique bien repérée par Pierre Rimbart, dans *Le Monde diplomatique*¹ :

À M. Volodymyr Zelensky, « héros de la liberté », les éditorialistes opposent un « paranoïaque », « avec ce visage rechapé au Botox qui lui donne une fixité inquiétante et cette phobie proprement hitléroïde des microbes et des virus » (Jacques Julliard, Marianne, 3 mars). Même souci de la mesure dans les colonnes de L'Obs : « une anomalie neurologique » et « des modifications du lobe frontal » induiraient chez le président russe un comportement proprement aberrant au regard des critères de santé mentale de l'hebdomadaire : « Poutine aurait tendance à examiner

méticuleusement tous les aspects d'un problème, avant de trancher. » (3 mars). « Dans la guerre de l'image et de la communication, le maître du Kremlin, bientôt 70 ans, chauve, boursoufflé, ne fait pas le poids face au sémillant président ukrainien, 44 ans », poursuit le magazine fondé par Jean Daniel.

Il est vrai que d'analyses hasardeuses en sujets totalement fantaisistes, en passant par des témoignages reconvertis en gros titres, les analogies ou références à Hitler se sont enchaînées depuis le début de la guerre, pour une information toujours plus décrépite.

Mais c'est surtout dans un savant mélange de sensationnalisme, de remplissage et de dépolitisation que de nombreux commentateurs consacrent émissions et colonnes à l'état mental de Vladimir Poutine. De « rumeurs » en diagnostics, les récits journalistiques s'empilent sur le sujet, plus prompts à servir une narration émotionnelle construite sur le vif (à renouveler et épaissir sans cesse) qu'une analyse à proprement parler. Dès l'édition spéciale du 24 février dans la matinale de France Inter, et bien que tempéré par Nicolas Demorand, Bernard Guetta montait au créneau :

Bernard Guetta : Je crois que cet homme perd le sens des réalités pour rester poli.

1. Lire « Événement total, crash éditorial », *Le Monde diplomatique*, avr. 2022.



La raspoutitsa a freiné Hitler et Napoléon : peut-elle arrêter Poutine?

Le nom de ce phénomène dû au dégel ou à de très fortes précipitations est quasiment inconnu dans nos contrées, mais célèbre en Ukraine: chaque année, à la fonte des neiges, le sol terreux se mue en boue collante – et redoutable pour les véhicules, même militaires.

MADONNA COMPARE POUTINE À HITLER DANS UNE VIDÉO EN SOUTIEN À L'UKRAINE

Poutine-Hitler, même combat ?

Hitler a annexé l'Autriche et les Sudètes (Tchécoslovaquie) avant d'envahir la Pologne en 1939. Ses méthodes rappellent la posture belliqueuse de Poutine...

Guerre en Ukraine : "Poutine me fait penser à Hitler", l'émotion de deux anciens soldats bourguignons

Peut-on raisonnablement comparer la stratégie de Poutine à celle d'Hitler?

Mykola Chapovskyi : "Cette guerre a brisé ma vie. Vladimir Poutine, c'est Adolf Hitler"

Paul Auster: «En envahissant l'Ukraine, Poutine se comporte comme Hitler»

Nicolas Demorand: Comment pouvez-vous dire ça ? [...] Vous alliez dire qu'il devient fou, c'est ça ?

Bernard Guetta: Oui.

Nicolas Demorand: Fou ?

Bernard Guetta: Oui.

Nicolas Demorand: Est-ce que ce n'est pas une thèse trop facile qui empêche peut-être d'analyser la rationalité particulière d'une décision d'entrer en guerre ?

Bernard Guetta: Écoutez, je ne vois pas la rationalité dans le fait d'occuper l'Ukraine.

Avant de mêler, dans son analyse de la « fuite en avant », des considérations politiques et du blablatage pur et dur: « Quand on regarde la situation de cet homme, d'abord, il n'est plus le jeune vengeur musclé d'il y a 20 ans. C'est un homme de 70 ans bientôt, au visage complètement boursoufflé qui est fatigué physiquement. »

Un exemple qui pourrait paraître anecdotique s'il n'avait pas été monnaie courante les premiers mois de la guerre: les journalistes s'improvisent psychologues... et les vrais psychologues sont convoqués en plateau pour se prononcer sur les psychopathologies présumées du président russe. Le tout pour les besoins du « thriller » journalistique et surtout, dans le fouillis le plus total.

Sur LCI (9 mars), Éric Brunet reçoit la psychanalyste Sabine Callegari et fait monter la sauce: « Sur la question de la folie de Poutine. Vous l'avez entendu aussi: Poutine est fou, c'est un fou! »; « Mais pourtant vous ne l'avez pas eu dans votre cabinet. Vous avez des éléments tangibles, objectifs qui vous font parler de paranoïa? »; « Est-ce que les Européens et les Français ont raison d'avoir peur, notamment de la question du nucléaire? Vous me disiez avant l'émission que c'est une question désormais que la plupart de vos patients vous posent à Paris. En Occident! En France! Est-ce que vous le croyez assez fou pour appuyer sur le bouton? C'est un truc qui obsède la société française! »

Visiblement séduit par des analyses de haute volée – « Alors Vladimir Poutine a un rapport à la réalité qu'on s'entend tous à considérer comme problématique. Son

« Nous nous sommes tous posé la question tout à l'heure: Vladimir Poutine est-il fou? »

Éric Brunet

rapport à la réalité, certains l'appellent mensonge comme s'il mentait sciemment, probablement qu'il ment sciemment mais il y a aussi cet élément qui s'appelle le délire paranoïaque. [...] Sa réalité n'est pas saine donc c'est une maladie mentale. » –, l'animateur remettra le couvert dès le lendemain (10 mars), cette fois-ci sur RTL... en compagnie de la même « experte »:

Éric Brunet: Nous nous sommes tous posé la question tout à l'heure: Vladimir Poutine est-il fou? Parce qu'après tout, c'est un adjectif qui est utilisé assez allégrement depuis quelques jours, quelques semaines. Vous êtes, je le rappelle, docteur en psychanalyse, vous avez publié un livre en 2020, Dans la tête de Zinédine Zidane, et j'aimerais bien que vous rentriez un peu dans la tête de Vladimir Poutine.

Qui est devenu fou ?

Dans *La Provence* (3 mars), on met en scène des échanges entre un maître de conférences responsable d'un « Master Géostratégie, défense et sécurité internationale » et « Thomas, hypnothérapeute »: « Bonjour, je suis Thomas Rollin, hypnothérapeute et formateur, et j'ai une question par rapport à la santé mentale de Poutine. Psychopathologiquement, qu'est-ce qu'on pourrait penser de lui? » Quant au *Midi Libre*, les journalistes improvisent des bingos à peu de frais pour diagnostiquer un « syndrome d'hubris » chez Vladimir Poutine...

« On va essayer de se mettre dans la tête de Vladimir

Poutine parce qu'une des questions qu'on se pose ces derniers temps, c'est: Vladimir Poutine est-il devenu fou? A-t-il la maladie de Parkinson? La rumeur est très relayée. Certains se demandent s'il est malade. Pourquoi en vient-on à se poser ce genre de questions? » lance encore Aurélie Casse sur BFM-TV (4 mars), alors qu'une semaine plus tôt, le chef du service politique de la chaîne, Philippe Corbé, divaguait en compagnie de Marine Le Pen sur le même thème dans la matinale (25 févr.):

Rares sont les Français qui, comme vous, ont eu l'occasion ces dernières années

Cette "intoxication au pouvoir" se traduit par un narcissisme sans limite, une arrogance sans mesure faisant faire des choses complètement hors du réel.

La liste des symptômes

D'après certains, il faudrait seulement trois symptômes pour être atteint de ce syndrome de toute-puissance.

- Narcissique.
- Apporte énormément d'importance à l'apparence.
- Embellit son image.
- Identifie sa pensée avec celle de sa population.
- Traite son quotidien de manière messianique.
- Peut parler de lui à la troisième personne.
- Confiance excessive et mépris pour les critiques.
- Impression de puissance absolue sur ce qu'il est capable de faire.
- Doit rentrer dans l'Histoire.
- Pense que ce qu'il fait sera reconnu comme juste.
- S'idole et perd la notion de la réalité.
- Impulsif.
- Ne prend en compte que ses propres décisions peu importe les conséquences.
- Néglige le droit.

Vladimir Poutine, l'exemple absolu de ce syndrome

POUTINE : PEUT-ON SE METTRE DANS SA TÊTE ?	Dans la tête de Poutine : quatre psychiatres "analysent" le président russe
Vladimir Poutine : qu'est-ce que le syndrome d'Hubris, ce trouble dont il souffrirait ?	Vladimir Poutine atteint du syndrome d'Hubris : quel est ce trouble psychologique qui touche le président russe ?
Ukraine : Poutine est-il fou ? Le « tsar » (et la Russie) sur le divan	Cancer, stéroïdes, syndrome d'Hubris : ces rumeurs sur la santé de Vladimir Poutine
POUTINE : UN STRATÈGE OU UN "FOU" ?	Vladimir Poutine est-il malade ? "Il faut se méfier des analyses psychopathologiques"
Vladimir Poutine est-il fou ?	Guerre en Ukraine : "Poutine a au moins une personnalité mégalomaniacale"
Vladimir Poutine : son état de santé alimente les rumeurs, jusqu'à la folie psychiatrique	Qu'est-ce que le syndrome d'Hubris, ce sentiment de toute-puissance prêt à Vladimir Poutine ?
Guerre en Ukraine : un proche de Poutine décrit sa "paranoïa"	Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine est-il vraiment malade ?
	Qu'est-ce que le syndrome d'Hubris, l'affection qui toucherait Vladimir Poutine

de dialoguer les yeux dans les yeux avec Vladimir Poutine. [...] Les yeux dans les yeux – et j'ai posé la même question à François Hollande sur ce plateau il y a quelques jours –, les yeux dans les yeux, qu'est-ce que vous avez compris de cet homme ? Est-ce que cet homme est un fou comme certains le pensent, ou est-ce que c'est au contraire quelqu'un d'extrêmement rationnel qui ne comprend que le rapport de forces et qui d'une certaine manière, est quelqu'un de tout à fait sensé ?

Autre exemple sur Slate (2 mars), à l'occasion d'un récapitulatif sur la guerre en Ukraine :

Poutine a toujours été prévisible, une brute prête à manipuler, mentir, simuler, assassiner, pour asseoir son pouvoir et reconstruire la grandeur et le territoire de la Russie humiliée. Mais une brute «rationnelle» avec qui on peut négocier. Depuis trois semaines, tout a changé. Ses discours incohérents et rageurs, ses mises en scène ridicules à la « Ivan le terrible » en sont la preuve. Il est possible que la colère et le ressentiment accumulés aient eu raison de sa « poker face ». Mais l'explication la plus probable est la détérioration alarmante de son état mental. [...] On comprend la prudence de l'administration Biden. La décision le 27 février de mettre les forces de dissuasion nucléaire russes en état d'alerte n'augure rien de

les règles. Mais il fait tout de suite des erreurs, il va trop vite ou trop lentement, il met les pièces là où il faut pas. » Et ça n'a pas manqué. C'est-à-dire qu'en fait dans cette situation, au lieu de prendre un petit peu le temps et d'essayer de trouver des compromis, il a foncé comme un fou. Et évidemment, dans une grande angoisse suicidaire, qui évidemment s'explique parfaitement, par son enfance très difficile, l'orphelinat soviétique qui est l'orphelinat français plus plus. Avec des violences, un père condamné à mort qu'il n'a vu qu'une fois lorsqu'après 20 ans de prison, il a pu sortir, et qu'il connaissait mal même s'il mythifiait un peu sa carrière. Et puis bien sûr un père adoptif [...], pour lequel il avait une admiration sans borne mais dont il ne comprenait absolument pas les nuances.

Olivier Truchot : Alexandre, vous avez rencontré le président russe, vous l'avez eu au téléphone, avant la pandémie, c'est ça ? Est-ce que vous pensez qu'il a changé ?

Alexandre Adler : Pas du tout, non. Je pense que c'est un homme qui a une certaine volonté. Je sais que je choque nos auditeurs, moi-même je me choque en disant cela, mais il a une vraie volonté de bien faire. C'est-à-dire qu'au fond, il essaye d'arranger le coup aux gens beaucoup plus qu'on imagine. Il n'est pas cruel, enfin plus exactement, si. Mais euh... dans sa première disposition, il essaye quand même de ne pas faire trop de mal, et il n'en a pas fait tant que ça. Mais c'est une espèce d'excité complet. Et quand il a été humilié, c'est la chose fondamentale pour lui, quand il a senti qu'on ne l'aimait pas...

Loin d'écourter l'échange comme il aurait dû être de leur responsabilité, les deux animateurs relanceront le journaliste pendant 12 minutes, quand bien même ce dernier se met ostensiblement à divaguer. Et à raconter n'importe quoi, dans un propos totalement inintelligible, allant jusqu'à évoquer « une arrière-grand-mère de Narychkine, [...] maîtresse de Nicolas II et lui-même dans son sang, dans ses gènes, bah il y a le sang de Nicolas II qui effectivement, a fait un fils hémophile avec sa femme légitime mais pas avec sa maîtresse. Alors tout ça, ça donne le vertige [à Vladimir Poutine]. »

C'est peu dire que le journalisme a complètement perdu les pédales.

Portraits intimes, confidences, analyse de la « communication non verbale », psychologisation : on sait les médias friands des anecdotes sur les états d'âme des puissants. En temps de guerre, alors qu'il faut meubler des journées entières d'info en continu et moult éditions spéciales, ce genre « d'analyse » se révèle bien utile. Peu importe, au fond, que la gravité des enjeux contraste violemment avec la légèreté et la superficialité du propos... ■

« Il a appris à jouer aux échecs, mais il joue très mal. Avec mon ami Garry Kasparov, on rigolait de lui. »

Alexandre Adler

bon pour l'avenir.

Avec quelques précisions de diagnostics mises en exergue : « Selon des médecins qui l'ont observé récemment, Poutine pourrait être atteint du syndrome d'Hubris, un désordre narcissique et une confiance en soi hypertrophiée qui lui feraient perdre le sens de la réalité. »

Le bouquet final ayant été atteint sur BFM-TV (15 mars), au cours d'un échange littéralement sur-réaliste entre les deux animateurs (Olivier Truchot et Alain Marschall) et le journaliste Alexandre Adler : Alexandre Adler : [Vladimir Poutine], c'est une force qui va, il a beaucoup d'énergie, il a beaucoup de courage dans des situations difficiles, beaucoup de méfiance aussi parce qu'il est franchement paranoïaque, et il a appris à jouer aux échecs, mais il joue très mal. Avec mon ami Garry Kasparov, on rigolait de lui en disant : « Oui, oui, il sait bouger les pions, ça, il connaît



■ **Konbini**, 5 avril: «*Quel est le candidat avec qui les Français ont le plus envie de partager un barbecue?*» titre le média en ligne, pour faire la promo d'un «*sondage lancé par l'Ifop, en partenariat avec Campings.com*». Cuisine et dépolitisation...

■ **La Montagne**, 7 avril: «*Couchez-vous avec un électeur d'Eric Zemmour?*» C'est le titre accrocheur d'une étude (très sérieuse) de l'Ifop réalisée pour le site de rencontres Gleeden» Encore un sondage très sérieux en provenance de l'Ifop, cette fois relayé bien complaisamment par *La Montagne*.

■ **RTL**, 19 avril, veille du débat d'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, animé par Gilles Bouleau et Léa Salamé. «*On a bossé pour peaufiner les questions et l'ordre des questions*», commence-t-elle. Puis elle ajoute: «*comment poser les questions, qui soient les plus plates possible*». «*Parce que c'est vraiment pas un moment où il faut la ramener quand on est journaliste*», assure Léa Salamé. » Du journalisme aplati en somme.

■ **Laurence Bloch**, Twitter, 4 mai: «*Il aime les baskets, elle aime les stilettos. Il aime les idées, elle aime les batailles. Il est fan de séries, elle kiffe Balzac. Ils ont décidé de prolonger leur union la saison prochaine. Chers Léa Salamé et Nicolas Demorand, vous faites des millions d'heureux.*» Et plus encore de malheureux...

■ **Xavier Gorce**, Twitter, 16 mai: «*J'aimerais que l'on m'indique ce qui différencie aujourd'hui RN et LFI. Franchement, je ne vois pas.*» Il faudrait peut-être lui faire un dessin.

■ **Brice Couturier**, Twitter, 31 mai: «*Impression massive de faux billets, grève sur la ligne B, mobilisation de délinquants sur les réseaux sociaux... Stade de France: la piste du sabotage par la Russie est à prendre en considération. Le match était initialement prévu à Saint-Petersbourg...*» Vous avez dit complotisme?

■ **Le Monde**, 8 juin. «*Comme tous les mois, retrouvez Gilles van Kote, directeur délégué aux relations avec les lecteurs, pour une séance de questions et de réponses sur tous les sujets que "Le Monde" vous inspire.*» Question d'un lecteur: «*Bonjour, L'ONG Acrimed a pointé un certain nombre d'articles et de journalistes du Monde vantant à maintes reprises les actions [du] Président Macron, s'éloignant parfois de la neutralité ou de l'objectivité journalistique, qu'en est-il au sein de la rédaction, avez-vous lu les papiers d'Acrimed?*»

Réponse: «*Personnellement, je n'en ai pas eu connaissance récemment, mais je vais aller les lire de ce pas. Toujours cette obsession de définir un positionnement politique du Monde, alors que la question, pour nous, c'est de savoir si nous faisons bien notre boulot ou pas. De ce point de vue-là, nos lecteurs n'ont pas l'air trop mécontents [...] et c'est ce qui compte pour nous.*» Une telle faculté pour disqualifier une critique avant même d'en avoir pris connaissance, c'est fort!

■ **Alexis Lévrier**, Twitter, 12 juin: «*Après les sondeurs, les journalistes. Tant que Jean-Luc Mélenchon sera capable d'attaques aussi rances contre les médias en général et contre l'audiovisuel public en particulier, il ne sera apte ni à rassembler la gauche ni à incarner l'opposition. #populiste*» Rester l'historien des médias préféré des médias, ça se travaille!

■ **France 5**, 16 juin: «*La violence qu'on voit aujourd'hui contre lui je la trouve en partie injuste. C'est extrêmement violent.*» L'éditocratie, ici par la voix de Nathalie Saint-Cricq, ne se remet pas de la non-élection de Manuel Valls comme député.

■ **BFM-TV**, 16 juin: «*Aussi il faut le dire, une forme d'injustice concernant l'image de Manuel Valls, dépeint comme un opportuniste soi-disant obsédé par les postes ministériels.*» Cette fois c'est signé Benjamin Duhamel, qui est sur la même longueur d'ondes que sa maman... Nathalie Saint-Cricq!

■ **France 5**, 16 juin: «*On vous a senti très ému devant ces photos de barbarie*» (Mohamed Bouhafsi à Emmanuel Macron). Attention à l'impertinence.

■ **France 2**, 20 juin: «*A-t-on envie de prêter à un pays ingouvernable?*» Les angoisses d'Axel de Tarlé.

■ **CNews**, 22 juin. Élisabeth Levy, à propos de la nouvelle députée Rachel Keke: «*Bon elle est pas en boubou déjà.* [Pascal Praud: *Non, c'est une très belle femme*] *Oui c'est une très belle femme mais je n'avais pas envie qu'elle vienne en boubou à l'Assemblée, j'ai le droit.*» Journalisme, j'écris ton nom.

■ **Le Figaro**, 22 juin: «*Comment vieillir sans "devenir imbécile"?*» Une chronique signée Luc Ferry. Lucide? ■

HANOUNA, « TPMP » ET LES MÉDIAS

Le 1^{er} février, Cyril Hanouna et ses acolytes ont passé vingt minutes à démolir la chercheuse du CNRS Claire Sécaïl, autrice d'une étude sur le traitement de la campagne présidentielle dans l'émission « Touche pas à mon poste » sur C8.

1. « L'élection présidentielle 2022 vue par Cyril Hanouna. La pré-campagne (septembre - décembre 2021) Résultats intermédiaires - V.1.0 », Claire Sécaïl, 26 janv.

2. Lire « Cyril Hanouna et TPMP (groupe Canal) assurent le service après-vente de Pierre Ménès », Acrimed, 23 mars 2021.

3. Des résultats déjà présentés la veille, et qui donnent Jean-Luc Mélenchon en tête. Le 27 janvier, ce dernier était l'invité de « Face à Baba », pendant 3h20.

4. Un traquenard permanent, dont l'émission avec Jean-Luc Mélenchon (« Face à Baba », 27 janv.) aura donné un exemple exemplaire. Alors que Zemmour devait s'y exprimer en tant que « contradicteur » pendant 20 minutes, « l'interpellation » s'est changée en un « débat » de plus d'une heure...

5. Lire « Qui est journaliste? Des experts traquent les intrus », *Médiacritiques* n°33, oct.-déc. 2019, p. 29.

En octobre 2021, Claire Sécaïl démontrait que « TPMP » faisait le jeu d'Éric Zemmour. Le 26 janvier, ses résultats intermédiaires¹ allaient dans le même sens : « L'émission a très largement favorisé les candidats d'extrême droite et en particulier Éric Zemmour ». Ainsi, 53% du temps d'antenne consacré aux contenus politiques (qui représentent quant à eux 17% du temps d'antenne total de l'émission) a été occupé, entre septembre et décembre, par l'extrême droite ; 45% pour le seul Zemmour. « Le traitement du cas Zemmour est aussi spectaculaire sur le plan qualitatif ». C'est que l'effet cadrage joue à plein : tantôt victime (« Éric Zemmour est celui que l'on censure, que l'on cherche à blesser, à faire taire, etc. »), tantôt conquérant (sondages favorables), Zemmour occupe une place centrale... Et ce d'autant que le dispositif dépolitise à souhait : 1/Cyril Hanouna ne dit pas de ses invités qu'ils sont d'extrême droite ; 2/« L'enjeu du débat [est ramené] non pas aux idées politiques mais aux qualités relationnelles des personnes » ; 3/Les antagonismes sont traités sur un registre émotionnel plutôt que par des « arguments de fond du contradictoire ». En outre, il ressort de l'étude que l'émission a « installé une vision bipolarisée de la compétition électorale entre Éric Zemmour et Emmanuel Macron.

Les autres candidats issus des formations partisans de droite (LR), de gauche (PS, PCF...) et écologistes ont été invisibilisés quantitativement et parfois disqualifiés qualitativement ».

La surmédiatisation d'Éric Zemmour reste toutefois le point qui a cristallisé l'attention médiatique. Le 1^{er} février, Claire Sécaïl est l'invitée de « L'Instant M » sur France Inter et *L'Humanité* lui ouvre ses colonnes dans une interview annoncée dès la Une, Cyril Hanouna en gros plan : « Le bouffon au service de l'extrême droite ». Le « bouffon » en question en a eu vent... Le soir même, sur C8 :

Cyril Hanouna : *Les chéris, on va tout de suite passer au doss' du jour. On va parler de cette étude réalisée par Claire Sécaïl. Claire Sécaïl, c'est une chercheuse au CNRS qui fait beaucoup parler. Alors moi, je savais pas du tout que les chercheurs au CNRS, ils pouvaient faire des recherches sur la télévision. En fait, je croyais qu'ils cherchaient des vaccins des trucs comme ça, mais non, il y en a qui cherchent pour la télévision. C'est-à-dire je rappelle que le CNRS, c'est nous qui le payons, c'est un truc de l'État, donc il faut dire que j'ai beaucoup payé le CNRS pour qu'ils fassent une étude, voilà... [Rires].*

La traditionnelle machine à réhabiliter l'image de marque Hanouna est lancée², et avec elle, le ton de l'émission. Dans le rôle du faux naïf acclamé par





sa cour, l'animatrice (millionnaire) active d'emblée le clivage du «eux» contre «nous» avec, dans sa besace, l'usage réactionnaire de l'outil «impôt», mobilisé ici comme un prélèvement extorqué au «peuple» dans le but d'entretenir une «élite» intellectuelle méprisante, déconnectée et inutile. En quelques mots, avec l'air de ne pas y toucher, le décor est planté et les affects, excités. Cyril Hanouna a bien essayé de contester les comptages de Claire Sécail – «ses chiffres ils sont pas bons» ; «des chiffres qui sont un peu faux, un peu biaisés», «des chiffres qui sont n'importe quoi». En réalité, un fact-checking sans queue ni tête, qui n'a pour but que de proposer un discours alternatif... et surtout performatif. Lorsque Claire Sécail compte les temps d'antenne politique consacrés à chaque courant dans l'émission «TPMP», de septembre à décembre, Hanouna lui répond en donnant les temps de parole des candidats et de leurs soutiens, sur la chaîne entière, et pour janvier uniquement³.

À défaut de pouvoir rivaliser sur le fond, l'animatrice et les chroniqueurs vont tenter de décrédibiliser la chercheuse. Une disqualification de sa personne, de son travail et par capillarité, de l'institution à laquelle elle est rattachée (le CNRS), à

“Je savais pas du tout que les chercheurs au CNRS, ils pouvaient faire des recherches sur la télévision. En fait, je croyais qu'ils cherchaient des vaccins des trucs comme ça, mais non, il y en a qui cherchent pour la télévision.”

Cyril Hanouna

laquelle vont se livrer chroniqueurs et invités en instruisant un triple procès: un premier en «lâcheté», un deuxième en «militantisme», et un dernier en «déconnexion», mention «complotisme».

Les conclusions des travaux de Claire Sécail n'ont été sérieusement exposées nulle part dans l'émission. En ouverture, Hanouna faisait seulement son cirque: «Il y a deux choses qui ressortent de l'enquête. Alors d'abord, elle dit qu'on est pro Zemmour. Après elle dit “non”, on est pro Macron. Et après, on est pro rien. On est pro teubés.» Tellement pratique de taxer de

mépris une étude qui en est pourtant dépourvue...

Reste que l'incompréhension, qu'elle soit feinte ou réelle, repose sur la nature du travail de Claire Sécail. Car ce sont bien les commentateurs qui, en dernière instance, en «idéologisent» les résultats comme la démarche. Dire qu'Hanouna et ses émissions sont des «marchepieds» pour l'extrême droite ne revient pas à dire «Hanouna et tous ses chroniqueurs votent Zemmour». Mais bien à montrer comment le dispositif de l'émission et l'économie générale de la chaîne, servent *structurellement* sa communication, ses thèmes de prédilection, et ceux de l'extrême droite en général. Et en conséquence, comment ces mêmes dispositifs affaiblissent la gauche – dont l'agenda est quasi systématiquement hors champ – comme ses représentants, invités la plupart du temps en guise de cautions pour *répondre* à d'autres programmes et actualités que les leurs⁴. Et évidemment, ça change tout...

On ne s'étonnera pas, toutefois, que ce triple procès soit en tous points semblable à celui qu'instruisent les journalistes et médias dits «légitimes» en d'autres circonstances, et vis-à-vis d'autres chercheurs ou journalistes «intrus»⁵. Et pour cause, tant la «télé Hanouna», aussi spécifique soit-elle par certains aspects, reste le pur produit des dominants, très fortement ancrée dans le petit monde... des médias dominants.

À LA RECHERCHE DE LA LÉGITIMITÉ JOURNALISTIQUE

Aussi conspuée fut-elle, l'étude de la chercheuse n'en fut pas moins «distinguée» dans «TPMP». Au-delà du dézingage grossier d'un tra-

vail de recherche, Hanouna et sa bande en viennent ainsi à discuter d'eux-mêmes, de leurs pratiques et *in fine*, de leur place dans le champ journalistique. Un matériau qui pose une question supplémentaire: de quoi «TPMP» est-il le nom?

Soufflant le chaud et le froid, les chroniqueurs cherchent dès le début à légitimer l'émission. «*Qu'on fasse une étude comme ça, pour moi, c'est assez flatteur, je voulais le dire à Claire Sécaïl, donc merci à elle de nous regarder pendant 200 heures*» lance Hanouna, torse bombé: «*Pour moi c'est le graal hein, c'est génial!*» Et Géraldine Maillet d'insister:

Géraldine Maillet: *D'abord, je trouve que c'est gratifiant et valorisant qu'il y ait une chercheuse du CNRS qui vous regarde comme objet télévisuel, comme phénomène de société.*

Cyril Hanouna: *Ouais. C'est incroyable. Je suis comme un fou, je suis comme un fou!*

L'enjeu se concentre ensuite plus spécifiquement sur l'émission «Face à Baba», au cours de laquelle Cyril Hanouna reçoit des candidats à la présidentielle de 2022. Levier économique (via les audiences et les recettes publicitaires) autant que

d'influence politique, cette émission inédite (qui n'existait pas en 2017) amène un sujet «noble» – la politique, et le suffrage démocratique le plus important symboliquement – sur une chaîne «profane», comme l'est son présentateur. Des critères de distinction du champ journalistique que les professionnels forgent par et sur eux-mêmes. En défendant mordicus l'émission, les chroniqueurs de «TPMP» ne font donc rien d'autre que prendre part à cette bataille (perpétuelle) de légitimité vis-à-vis de leurs concurrents, tout en prétendant rebattre les cartes dans le champ journalistique: tant du point de vue de la définition des émissions «légitimes/illégitimes» que du point de vue du pluralisme dans les médias, ou encore de celui des pratiques journalistiques: les manières de «faire le journalisme politique» et les manières de «faire l'agenda».

“Ses chiffres ils sont pas bons.”
“Des chiffres qui sont un peu faux, un peu biaisés.”
“Des chiffres qui sont n'importe quoi.”
Cyril Hanouna

Le triple procès de Claire Sécaïl

ACTE 1 :

Elle aurait dû venir «débattre» sur le plateau.

Un classique. Refuser une invitation équivaut à un crime de lèse-majesté, exposant ici la concernée aux moqueries générales:

CYRIL HANOUNA: *On lui a demandé de venir. Elle a refusé de venir ce soir, elle estime qu'elle ne peut pas venir dans l'émission car elle ne peut pas parler de l'objet qu'elle étudie. Elle compte venir au mois d'avril, quand elle [ne] nous étudiera plus. Parce qu'elle nous étudie jusqu'au mois d'avril. C'est-à-dire que là, elle est en train de nous regarder là. [Des chroniqueurs: Ah! Coucou! Coucou! Bonsoir!] Ouais. Claire Sécaïl a regardé plus de 200 heures d'émission. «TPMP», «BTP», «Face à Baba», elle m'adore.*

MATTHIEU DELORMEAU: *C'est cool comme métier quand même. C'est cool.*

C. H. : *Beh franchement c'est un kiff, c'est claic. Viens, on échange!*

DES CHRONIQUEURS : *Ouais!*

C. H. : *C'est quoi ce kiff?! Donc toute la journée, elle est dans le darka, elle regarde. [...]*

M. D. : *Être payée pour mater la télé.*

C. H. : *Et donc qu'est-ce qu'elle dit? Euh... Elle dit qu'elle peut pas venir ici. Pourtant vous allez la voir, elle a fait beaucoup de médias pour parler de nous. [Ah!] Mais ici... elle a dit non. Pour l'instant non, parce qu'elle nous étudie.*

M. D. : *Elle peut pas venir dans ce qu'elle regarde.*

C. H. : *Voilà exactement.*

M. D. : *Ah d'accord. [Géraldine Maillet: Elle peut pas tout faire.]*

C. H. : *C'est-à-dire moi par exemple, j'adore «Slam». Si on m'invite, je peux pas y aller.*

M. D. : *Parce que tu regardes.*

C. H. : *Ah c'est normal. C'est an-ta-go-niste. Antagoniste!*

Il faut bien sûr entendre l'ironie des tons gouailleurs et les rires qui ponctuent l'intégralité de ce dialogue. Sans la moindre considération pour le travail de recherche, ses règles et son éthique, tout est balayé d'un revers de main au prix de comparaisons sans rapport avec le schmilblick, et avec un mépris sans borne. Plus intéressant reste le présupposé à l'œuvre dans cet échange: le plateau de Cyril Hanouna serait un espace de débat épuré selon l'idéal habermassien, où tout le monde serait à égalité, où toutes les dominations seraient suspendues. Ou comment neutraliser les rapports de forces, les inégalités et les violences symboliques qui s'y exercent pourtant en permanence...

Écoutez par exemple Benjamin Castaldi parler de l'étude, mais surtout des médias (comme France Inter) qui la relaient : « *La vérité en fait, c'est quoi ? C'est que vous mangez dans leur gamelle, ils supportent pas ça, c'est tout. La vérité, c'est que c'était une chasse gardée : la politique, c'est quelque chose de sérieux, c'est entre des gens qui sont soi-disant cultivés, qui ont les moyens.* » Tout n'est pas faux... mais le bât blesse quand les chroniqueurs se montrent aussi aveugles que les médias qu'ils dénoncent, en affirmant par exemple, à l'instar de Gilles Verdez, que « TPMP » « dérange » du fait d'avoir « réussi à rénover les émissions politiques poussiéreuses ». Mais justement... en quoi ?

Exemple avec l'un des arguments que la galaxie Hanouna mobilise traditionnellement pour se distinguer du reste du paysage médiatique, en particulier de son agenda et du spectre des invités à l'antenne : « nous », à l'inverse d'« eux », on invite tout le monde ; chez « nous », à l'inverse de chez « eux », on peut tout entendre. Vraiment ? C'est à cet endroit précis que le (bon) cas des Gilets jaunes revient sur la scène : **Philippe Moreau-Chevrolet** : *Vous êtes le seul à avoir invité les Gilets jaunes en plateau en télé au début, parce que vous essayez de voir ce qui se passe en fait dans les tendances de la société.*

Et c'est en partie vrai. Mais notre conclusion est différente... et la différence est de taille ! Si plus rapidement qu'ailleurs, les émissions d'Hanouna ont en effet fait une place à des Gilets jaunes, elles ont tout aussi rapidement, et comme ailleurs cette fois-ci, « tempéré [leurs] revendications et [leurs] actions »⁶. C'est-à-dire imposé le périmètre « acceptable » de ce qu'ils réclamaient selon les arbitrages journalistiques classiques : « réaliste/pas réaliste », « faisable/pas faisable », « bien/pas bien ». Elles ont, en d'autres termes, joué leur rôle de maintien de l'ordre. Exactement... comme ailleurs.

Ainsi le clivage « eux »/« nous » sert-il moins à faire valoir une différence de traitement médiatique de la politique qu'à renforcer la « communauté Hanouna » : « *On veut nous atteindre* » (Gilles Verdez). Et parce qu'il n'est que ça, le clivage opère une dépolitisation très politique : au bout du compte, Gilles Verdez reproduit des mythologies journalistiques (qui ne valent pas plus chez lui qu'ailleurs sur le PAF) et surtout, masque le fait que « TPMP » ne dérange en rien l'ordre social. Bien au contraire.

« TPMP » ET LES « PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS »

Et pour cause. La distinction « eux »/« nous » – d'autant plus floue qu'elle reste souvent indéfinie – sur laquelle s'appuient les chroniqueurs, réac-



tive en permanence des clivages préexistants, souvent réactionnaires, toujours venus des dominants. À de nombreuses reprises au cours de l'émission, il est par exemple question des médias de la « bien-pensance » contre la « télé Hanouna », qui incarnerait le « réel » et refléterait les « vraies préoccupations des Français ». Exemple avec **Géraldine Maillet** :

Géraldine Maillet : *Là où je trouve qu'y a un vrai problème, c'est que [Claire Sécail] aille effectivement du côté de la bien-pensance tout de suite. France Inter, là où ça parle toujours que dans un sens. Elle devrait venir, elle devrait se confronter au réel. Elle devrait venir ici nous expliquer pourquoi son étude conclut ça, parce que ça serait vraiment intéressant, il y aurait un vrai débat d'idées. Et moi là où je pense qu'elle a tort aussi, c'est que quand on voit les préoccupations des Français aujourd'hui, en 1, il y a le pouvoir d'achat, c'est 40% [...]. En 2, c'est l'immigration, et en 3, c'est la sécurité. Et si on cumule la sécurité et l'immigration, on peut le déplorer, on peut trouver que c'est catastrophique, mais il se trouve que c'est en 1 en fait : ça fait 45%. C'est la préoccupation des Français. Et peut-être que les Français, ça lui plaît pas, mais c'est la préoccupation des Français.*

Cyril Hanouna : *C'est ça.*

Géraldine Maillet : *Donc en fait il y a un vrai problème. [Nous], on parle des préoccupations des Français.*

Prenons juste un instant pour souligner l'inanité (et les lourds sous-entendus) de l'addition opérée par la chroniqueuse. D'abord, parce que selon les études – et outre leurs biais habituels ! –, les résultats peuvent varier : le sondage Ipsos Sopra-Steria de janvier 2022 conclut par exemple que la crise sociale, soit « *la stagnation du pouvoir d'achat, la hausse*

La « télé Hanouna », aussi spécifique soit-elle par certains aspects, n'en reste pas moins le pur produit des dominants, très fortement ancrée dans le petit monde... des médias dominants.

6. Lire « Gilets jaunes : entre condescendance et mépris », *Médiacritiques* n°30, janv.-mars 2019, p. 5.

“Qu'on fasse une étude comme ça, pour moi, c'est assez flatteur, je voulais le dire à Claire Sécaïl, donc merci à elle de nous regarder pendant 200 heures”

Cyril Hanouna

des inégalités, le manque de mobilité sociale», arrive en tête des préoccupations de la population à 42%, devant la crise environnementale (33%) et plus loin encore devant la « crise identitaire » (25%), « qui englobe plusieurs sujets comme les difficultés liées à l'intégration des personnes étrangères, la hausse de l'immigration ou bien la perte des valeurs traditionnelles. » Ensuite, parce qu'assembler « immigration » et « sécurité » présuppose un alliage des deux phénomènes qui, pour aussi courant qu'il soit

dans le sens commun journalistique, reste tout à fait problématique. Enfin, même si elle ne mentionne pas la provenance de ses chiffres, on comprend que la chroniqueuse additionne des pourcentages... non cumulables. Par exemple si l'on prend le sondage mentionné plus haut, les sondés devaient choisir 3 « enjeux » : cela n'a donc aucun sens de les ajouter les uns aux autres.

Bref, on le voit : la « télé Hanouna » n'est ni plus ni moins qu'ailleurs le reflet « du réel » ou « des préoccupations des Français »... que les constructions qu'elle en opère. Et force est de constater qu'en la matière (polariser un agenda autour de l'immigration ou des questions dites « sécuritaires »), elle ne se distingue

pas vraiment des galaxies médiatiques voisines... Ce qui n'empêche pas au mot d'ordre d'être brandi jusqu'à plus soif dans la suite de l'émission, dont l'un des enjeux – en plus de « se légitimer » dans le champ journalistique – reste de justifier les raisons pour lesquelles Zemmour a été surmédiatisé. Et le glissement progressif de l'argumentation est éloquent.

Rien de plus naturel, nous dit-on d'abord : l'objet de « TPMP » est de parler des médias. Le fait que Zemmour y ait été omniprésent (en sa présence ou en son absence) justifie par conséquent son omniprésence dans « TPMP ».

Guillaume Genton : *La plupart du temps, quand on parle d'Éric Zemmour, c'est à travers un prisme médiatique et pas politique : on parle de lui parce qu'il occupe l'espace médiatique, on parle de lui parce qu'on débriefe les émissions dans lesquelles il était. À un moment il était interdit d'être chroniqueur dans les médias, donc on en débriefe aussi en tant qu'émission média.*

Sauf que, sauf erreur de notre part, « TPMP » n'est pas encore Acrimed ! C'est-à-dire que les séquences consacrées à Zemmour en viennent toujours à discuter de ce que dit, ce que fait, ou ce que d'autres disent de Zemmour : l'émission ne critique pas le fonctionnement du système médiatique dans le but d'expliquer la surexposition de Zemmour, elle en reproduit un à un les ressorts avec la même recette, pour la même soupe à l'arrivée. Ou dit autrement : **Matthieu Delorme :** *Nous, on traite l'événement à chaque fois. Il se trouve que l'événement, c'est Zemmour, on fait Zemmour.*

Le triple procès de Claire Sécaïl

ACTE 2 :

C'est une militante politique

Une accusation classique là encore, correspondant au sort traditionnellement réservé à la critique des médias (presque) partout ailleurs sur le PAF. Un journaliste déplaît ? « Militant ! » Une chercheuse déplaît ? « Militante ! » Agitée telle un épouvantail, l'étiquette se suffit à elle-même, agissant comme arme de disqualification. « Elle est politisée » lancera ainsi Matthieu Delorme. « Elle est pas neutre ! Elle est idéologue plutôt » répondra Géraldine Maillot en écho. Mais parmi les chroniqueurs du jour, c'est Florian Silnicki qui incarnera le mieux cette entreprise de démolition :

FLORIAN SILNICKI : *Elle utilise sa casquette de chercheuse du CNRS pour dévoiler ou pour donner la leçon à un certain nombre d'animateurs télévisés sur ces mêmes plateaux. Il faut dire que c'est d'abord une militante politique. Elle est plus militante politique que chercheuse. D'ailleurs, il suffit de taper son nom sur Internet pour voir qu'elle a publié des tribunes d'une violence absolue, notamment contre Nicolas Sarkozy. Et je crois qu'il faudrait par transparence dire quels sont ses propres engagements...*

CYRIL HANOUNA : *C'est ça [Bien sûr !]*

F. S. : *Pour qu'on comprenne mieux quelles sont les conclusions de l'étude.*

Le mythe de la « neutralité » est tenace – et ce bien au-delà du plateau de Cyril Hanouna : en quoi avoir signé une tribune contre le « populisme pénal » en 2011 invaliderait-il une recherche sur les médias ? Ou en « idéologiserait-il » le contenu ? On ne saura point. Mais surtout, charité bien ordonnée devrait commencer par soi-même : Florian Silnicki en appelle à la transparence ? Étonnant que lui-même soit dès lors présenté, tout au long de l'émission, comme simple « communicant », mais jamais (ce jour en tout cas) comme ancien cadre de l'UMP et ancien collaborateur parlementaire des députés Franck Riester (UMP) et Guy Geoffroy (UMP). Vous avez dit escroquerie ?

Si demain Jadot crée un buzz ou qu'il y a un événement ou qu'il y a quelque chose, on invitera Jadot! [...] Nous on est là pour ceux qui veulent hein!

«L'événement»... Mais construit et décrété par qui? Alors que le huis-clos se resserre, on entrevoit davantage de sincérité en écoutant Hanouna revendiquer un argument plus sonnante et réverbérant: «*Éric Zemmour, on va pas se mentir, c'est toujours un carton d'audience [...]. Nous, forcément, on parle d'Éric Zemmour, pourquoi? Parce qu'Éric Zemmour, on va pas se mentir, c'est lui qui aujourd'hui fait le plus parler de lui.*» Comme partout ailleurs là encore, le serpent se mord la queue.

Mais le stade ultime est atteint lorsqu'il n'est plus question des médias mais «du réel», comme si le second était soluble dans les premiers:

Philippe Moreau-Chevrolat: *Moi je suis sur les plateaux en permanence pour parler politique et je suis de plus en plus entouré de gens qui sont des partisans d'Éric Zemmour. Donc il se passe un truc, il y a une dynamique électorale, une dynamique politique, et ce n'est pas vous qui l'avez créée cette dynamique. Par contre, vous avez été branchés dessus avant les autres parce que vous allez chercher sur les réseaux ce que les autres ne trouvent pas.*

Et l'expert Florian Silnicki de confondre à son tour «les préoccupations de la population» avec l'agenda des médias dominants ou «des» réseaux sociaux: *La plus grande incompréhension, c'est au fond que vous êtes le reflet des tendances de la société française et que lorsqu'on est le reflet des inquiétudes et des préoccupations des Français, ou des réseaux sociaux, il y a une surreprésentation des deux grands partis que sont La France insoumise et l'extrême droite de manière générale.*

Et la boucle est bouclée: à l'instar de la plupart des chefferies médiatiques, la communauté Hanouna n'opère pas le début du commencement d'une réflexion autour de la médiatisation de Zemmour. Comme partout ailleurs, les choix éditoriaux sont naturalisés. En ce sens, la conclusion d'Hanouna aurait pu servir d'introduction: «*Je vais vous dire, on continuera à faire la même émission hein, bien*

La “télé Hanouna” n'est ni plus ni moins qu'ailleurs le reflet “du réel” ou “des préoccupations des Français”... que les constructions qu'elle en opère.

“Nous, on traite l'événement à chaque fois. Il se trouve que l'événement, c'est Zemmour, on fait Jadot crée un buzz ou qu'il y a un événement ou qu'il y a quelque chose, on invitera Jadot!”
Matthieu Delormeau

ALGÉRIE: JOURNALISTES HARGELÉS, ENCORE ET TOUJOURS

«*En Algérie, la liberté de la presse est confrontée à de nombreuses lignes rouges. Le simple fait d'évoquer la corruption et la répression des manifestations peut valoir aux journalistes menaces et interpellations*» (RSF). Le 7 juin, c'est Ihsane El Kadi, directeur de deux médias critiquant le gouvernement du président Tebboune (Radio M et Maghreb Emergent), qui a été condamné à six mois de prison ferme après avoir été inculpé (notamment) pour «diffusion de fausses informations à même de porter atteinte à l'unité nationale». Le journaliste est par ailleurs accusé d'«appartenance à une organisation terroriste» pour être en relation professionnelle avec Tahar Khouas (militant pour les droits politiques et culturels de la Kabylie), et poursuivi pour «financements étrangers» car Maghreb Emergent a reçu 640€ de KissKissBankBank, une plateforme française de financement collaboratif, pour financer le «prix du meilleur article d'investigation», décerné à Zakaria Hannache... lui aussi poursuivi, mais laissé en liberté provisoire (*La Croix*, 29 mai). On retiendra également, après la disparition du journal *Liberté* en avril, qu'*El Watan*, interdit de publicité publique depuis des années, rencontre de sérieuses difficultés de trésorerie (*Courrier International*, 14 avr.).

MEURTRE DE SHIREEN ABU AKLEH

Le 11 mai, la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh a été assassinée par l'armée israélienne, visée par un tir de précision derrière l'oreille – elle portait un casque et un gilet pare-balles distinctement estampillé «Press» – alors qu'elle couvrait une opération de l'armée dans le camp de réfugiés de Jénine. Mais comme l'ont dénoncé AJ+ (12 mai) et l'observatoire des médias Fair (20 mai), les médias dominants états-unis, qu'il s'agisse du *New York Times*, de *Forbes*, de Reuters, CBS ou encore Fox News, se sont appliqués à semer le doute sur la responsabilité du tir, ou ont carrément accrédité la thèse israélienne d'un tir palestinien. Sur le traitement par France 2, lire «Palestine: la désinformation au 20h continue», Acrimed, 17 juin.

UN JOURNALISTE DE BFM-TV TUÉ EN UKRAÏNE

Le 30 mai, Frédéric Leclerc-Imhoff a été touché par un éclat d'obus, alors qu'il accompagnait un bus humanitaire qui convoyait des civils fuyant les bombardements russes. Sept autres journalistes avaient été déjà tués depuis le début de la guerre. Depuis le début de l'année, jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, ce sont 32 journalistes et collaborateurs de médias qui ont été tués dans le monde (RSF). Frédéric Leclerc-Imhoff était JRI pour BFM-TV et c'était sa deuxième mission en Ukraine. Son compagnon décrit un journaliste passionné « malgré la précarité du statut de pigiste et les horaires de l'enfer qu'on lui imposait depuis des années » (Instagram, 31 mai). Un hommage lui a été rendu place de la République le 10 juin.

FRANCE 24 EXTERNALISE SES CORRESPONDANTS

«Lorsqu'un journaliste souhaite postuler pour le canal Afrique de France 24, il n'a pas le choix: il doit passer par des boîtes de prod [...]. Pas mécontente de se débarrasser de ses obligations d'employeur, [France 24] se décharge de tout sur son sous-traitant» (Canard Enchaîné, 25 mai). Une mésaventure expérimentée par la correspondante de France 24 au Mali: après avoir «dû rentrer en urgence en France après que la junte au pouvoir a suspendu la chaîne», la journaliste Anne-Fleur Lespiaut, employée par «la société Hémisphère Média Production, domiciliée à l'île Maurice», doit batailler pour faire valoir ses droits, la chaîne et son intermédiaire se renvoyant la responsabilité (Arrêt sur images, 8 juin).

MOBILISATION CONTRE L'EXTRADITION DE JULIAN ASSANGE

Le 17 juin, «la ministre britannique de l'Intérieur [a] approuv[é] l'extradition de l'éditeur de WikiLeaks Julian Assange vers les États-Unis, où il risque une peine de 175 ans de prison. Un jour sombre pour la liberté de la presse et la démocratie britannique» (WikiLeaks, 17 juin). La mobilisation internationale pour défendre Julian Assange continue (pétitions, rassemblements...). La requête – formulée notamment par les syndicats de journalistes (5 janv. 2021) – d'un asile politique en France n'a toujours pas eu les faveurs d'Emmanuel Macron. ■

“Nous, forcément, on parle d'Éric Zemmour, pourquoi? Parce qu'Éric Zemmour, on va pas se mentir, c'est lui qui aujourd'hui fait le plus parler de lui.”

Cyril Hanouna

entendu. On va pas se laisser emmerder par des études et des trucs comme ça.» On n'en attendait pas moins...

UNE TÉLÉ «POPULAIRE»? ?

La «télé Hanouna» – comme la communauté de chroniqueurs dont il s'entoure – ont historiquement construit et entretenu l'image d'une programmation «populaire», en opposition aux têtes d'affiches et programmations d'autres chaînes, taxées au choix d'être «élitistes» ou «bien-pensantes». Vieille lune de la galaxie réactionnaire dans la droite lignée d'Ardisson⁷, encore largement cautionnée ou adoptée par la gauche, ce type de clivage est toujours dégainé par des personnalités occupant des positions privi-

légiées et de pouvoir dans le champ journalistique. Si absolument tout, dans leur quotidien, les éloigne symboliquement et matériellement des classes populaires – en dehors du fait de passer sa vie sur un plateau de télé, il n'est pas inutile pour s'en convaincre d'aller faire un tour du côté des salaires des chroniqueurs d'Hanouna...⁸ – ils passent le plus clair de leur temps à s'en revendiquer; à les essentialiser et à faire comme si «leurs mondes» se confondaient.

Éternels faire-valoir, les classes populaires ont (toujours) bon dos: hier comme aujourd'hui, des médias par et pour eux – s'appuyant sur ceux qui existent déjà et en dehors des businessmen qui s'en revendiquent dans les canaux dominants – restent à construire⁹. Car avaliser le clivage «Hanouna» versus «autres médias dominants», c'est en définitive assister au spectacle d'une lutte entre des bourgeois... et d'autres bourgeois brandissant «le peuple» en étendard, et en bouclier.

Hanouna a beau être symboliquement «dominé» dans le champ journalistique – quoique de moins en moins... – il n'en reste pas moins quelqu'un qui s'adresse aussi aux confrères qui occupent des positions similaires à la sienne, et dont il revendique, au bout du compte, la reconnaissance symbolique: lui aussi est un journaliste qui invite des candidats, lui aussi connaît des élus, lui aussi fait venir des membres du gouvernement sur son plateau, allant jusqu'à animer des émissions avec eux¹⁰, lui aussi pèse sur le champ politique, lui aussi peut écrire un livre avec Christophe Barbier ou passer sur France 2, lui aussi peut échanger avec Léa Salamé et Laurent Guimier au téléphone, et même être félicité par la première¹¹! Et en ce sens, lui aussi perpétue

7. Lire «Thierry Ardisson, ou les lamentations d'un baron de la télévision», Acrimed, 8 juil. 2019.

8. «Les chiffres qui circulent dans les médias évoquent une fourchette entre 400 et 1 500 euros par émission, en fonction de l'ancienneté et de la notoriété des membres de l'équipe.» (Le Point, 19 janv.)

9. À ce sujet, voir *Médiacritiques* n°15, avr.-juin 2015. Ou encore «Gramsci, critique des médias?», Acrimed, 21 déc. 2020.

10. Le 25 janvier 2019, dans le cadre du «grand débat» autour du mouvement des Gilets jaunes, Cyril Hanouna co-animait l'émission «Balance ton post!» avec... Marlène Schiappa, secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes.

11. Au beau milieu de l'émission, on entendra ainsi l'animateur plastronner: «Alors Léa Salamé, elle m'a même félicité pour l'émission donc je peux vous dire que les journalistes du service public, en tout cas de France 2, ils sont toujours hyper cool avec moi. Même Laurent Guimier [le directeur de l'information de France Télévisions, NDLR] que j'ai souvent au téléphone... Voilà ils adorent l'émission.»

le huis-clos médiatique... et sa domination symbolique. Car en dernière instance, Hanouna traite des sujets dont les autres parlent, définit les frontières de «l'acceptable» et les limites de ce dont on peut parler, répartit la parole peut-être plus qu'ailleurs, mais toujours de manière déséquilibrée et en offrant surtout un mégaphone à l'extrême droite et à des groupuscules néonazis.

Ainsi, si des différences tout à fait notables persistent entre la «télé Hanouna» et le reste de l'audiovisuel – la première portant les travers du second à leur paroxysme –, l'agenda converge avec celui des autres médias, et les pratiques se rejoignent. Chez Hanouna, on blablate... comme sur les chaînes d'info ou sur le plateau de «C dans l'air». Chez Hanouna, on «décrypte la communication politique»... comme une partie des émissions politiques de France Inter ou dans «Quotidien» sur TMC. Chez Hanouna, on fabrique et on commente des sondages jour après jour au pied levé... comme dans la quasi-totalité des journaux d'information. Chez Hanouna... comme à France Bleu¹² (et ailleurs), les petites mains témoignent d'humiliations, de pressions et de conditions de travail exécrables. Bref, chez Hanouna – comme (mais plus qu') ailleurs –, les médias dominants restent au service des dominants, l'information est une marchandise, et les soutiers trinquent à mesure que s'em-

bourgeoisent les hauts-gradés. C'est précisément «ça» qu'il est temps de mettre à terre.

Il aurait été intéressant d'étudier la réception de l'étude de Claire Sécaïl dans le reste des médias dominants. Sur ce point, nous n'aurions pas versé dans l'arrogant «complot» qu'avait prédit Hanouna: «Je l'avais dit aux chroniqueurs: "Vous savez quoi? Ça marche trop bien, on est montés trop haut et forcément, vous allez voir, on va essayer de nous trouver un truc." Alors ils ont pas su quoi trouver, parce qu'y a pas grand-chose à trouver, mais ils ont eu un os à ronger, donc là, ils vont le ronger pendant 15 jours, je sais qu'il y a même un truc ce soir encore sur France 5! Ils le font tous là, ça y est.» Mais nous aurions sûrement souligné notre surprise à voir des études de critique des médias subitement percer le plafond de verre médiatique. Avant d'en conclure que ce qu'il est possible d'entendre sur Hanouna n'est précisément possible que parce qu'il s'agit... d'Hanouna. Pour le reste des médias – tellement étrangers à la surmédiatisation de Zemmour! – c'est une toute autre histoire... ■

“Je vais vous dire, on continuera à faire la même émission hein, bien entendu. On va pas se laisser emmerder par des études et des trucs comme ça.”

Cyril Hanouna

12. Lire «Travail dissimulé», «crises de larmes, pensées suicidaires...»: le rapport choc sur France Bleu», Mediapart, 15 janv.

Le triple procès de Claire Sécaïl

ACTE 3 :

Elle est «à côté de la plaque»

Florian Silnicki – toujours lui! – instruit le troisième procès en incompétence. Et c'est un festival:

FLORIAN SILNICKI : *C'est quelqu'un qui a une analyse de la télévision qui ne correspond pas aux attentes des Français. Elle a publié une série d'études qui sont toutes à côté de la plaque sur les attentes des Français. Elle a été l'une des premières à expliquer que par exemple, les émissions sur les faits divers et la criminalité à la télévision étaient trop présentes. Or, elles répondent parfaitement à un besoin d'audience.*

L'étude de la fait-diversion de l'actualité et plus particulièrement, des émissions et magazines «crimes et faits divers» est largement antérieure, tant en science politique qu'en sociologie des médias. Par ailleurs, en prenant appui sur les «attentes des Français» en la matière, le communicant recourt à un raisonnement «inversé» tout à fait classique dans le milieu médiatique: se défausser de ce qui relève de choix éditoriaux (politiques et économiques) parmi les dirigeants de médias sur les «attentes» et les «besoins» du public, pour partie largement fantasmés. Truffée d'erreurs et de biais, cette sentence se dispense en outre de toute référence précise quant aux travaux incriminés. Nul besoin d'argumenter, suffisent les effets de manche.

Le communicant poursuit en accusant la chercheuse de «tomber dans le complotisme [...] en portant des accusations contre le groupe

Bolloré et des ingérences [qui] au fond, n'existent pas.» Bilan? «C'est salit l'image du CNRS et c'est dommage pour l'institution.» Cyril Hanouna, qui ne connaissait pas bien le CNRS au début de l'émission mais devient subitement garant symbolique de l'institution, acquiesce: «Je trouve qu'elle salit l'image du CNRS moi aussi. Je vous jure que c'est vrai. [...] Moi j'ai une image du CNRS, c'est des chercheurs, c'est des gens sérieux et on voit elle, qui vient parler de n'importe quoi, qui donne des chiffres qui sont n'importe quoi.» Grotesque, cette séquence n'en est pas moins dramatique du point de vue de l'information, et au-delà, vis-à-vis de la recherche scientifique. Une bouillie qui se poursuivra tout au long de l'émission, où la tête de la chercheuse sera par tous auscultée, taxée tantôt d'avoir «peur que Zemmour prenne le pouvoir», tantôt de «jalousie». Misère... ■



La Fabrication du consentement

Edward Herman et Noam Chomsky
Agone, 2008

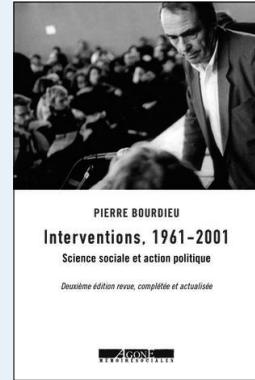
Vous avez dit « propagande » ? Dans *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media* (première parution en 1988), Edward Herman et Noam Chomsky élaborent en effet, à partir de cas d'espèce (par exemple les guerres du Vietnam et du Cambodge), un « modèle de propagande », « véritable outil d'analyse et de compréhension de la manière dont fonctionnent les médias dominants. Ils font la lumière sur la tendance lourde à ne travailler que dans le cadre de limites définies et à relayer, pour l'essentiel, les informations fournies par les élites économiques et politiques, les amenant ainsi à participer plus ou moins consciemment à la mise en place d'une propagande idéologique destinée à servir les intérêts des mêmes élites. » Ce « modèle de propagande » repose sur l'identification de cinq filtres: la taille, l'actionnariat, l'orientation lucrative; la régulation par la publicité; les sources d'information; les contrefeux et autres moyens de pressions; l'anticommunisme. ■



L'Opinion, ça se travaille...

Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler,
Mathias Reymond, Agone, 6^e édition, 2014

« La vérité, première victime d'une guerre » : c'est l'adage à la mode depuis le début de la guerre en Ukraine. Pour sûr, l'information (surtout) en temps de guerre revêt un caractère (géo)politique... mais les médias sont bien loin de contrecarrer les propagandes militaires. Kosovo, Afghanistan, Irak, Libye: *L'Opinion, ça se travaille...* (sous-titre: « Les médias et les "guerres justes" ») rappelle comment « les médias ont broyé l'information du public » depuis les années 1990. « On a tiré toutes les leçons de nos erreurs passées » et « traitement exemplaire » constituent les formules sous lesquelles les médias travestissent leur travail en temps de guerre. Pourtant, d'un conflit à l'autre, dans une ambiance rédactionnelle où dominent les va-t-en-guerre et le simplisme des analyses binaires, le parallélisme des expressions laisse songeur. Des raisons humanitaires accompagnent toutes les politiques d'intervention, missile au poing. Et l'absence d'informations fiables n'empêche pas la machine médiatique de tourner à plein régime. » ■



Interventions, 1961-2001

Pierre Bourdieu
Agone, 2^e édition, 2022

« Les médias au service de la révolution conservatrice » : le onzième chapitre du recueil est dédié aux interventions du sociologue Pierre Bourdieu sur la question médiatique. L'introduction du chapitre, signée Thierry Discepolo et Franck Poupeau, retrace le rapport de Bourdieu au journalisme: de « ses premières analyses sur l'émergence des "intellectuels-journalistes" » dans les années 1970, en passant par la parution de *Sur la télévision* en 1996 (et la virulence de la réaction qui s'ensuivit), le (fameux) passage dans l'émission « Arrêt sur images », ou encore sa participation « pendant l'automne 1999, à une action, à l'initiative d'Acrimed, "pour la défense de France Culture". Il s'agit alors de s'opposer au bouleversement des programmes qui a suivi la nomination de Jean-Marie Cavada à la présidence de Radio France et de Laure Adler à celle de France Culture. » Parmi les interventions reproduites: un entretien paru dans *Télérama* (1995), un texte paru en 1998 dans *Le Monde diplomatique* en réponse au directeur de la rédaction du *Monde* d'alors (un certain Edwy Plenel)... ■

MERVEILLES DE LA PQR

Courrier picard

MAJUSCULES DE LA CHIMIE Une banale altération qui s'est terminée par un drame

QUINZE JOURS DE VACANCES : LE GRAND SOULAGEMENT

PLONGÉE DANS LES TRÉSORS DE LA PRESSE FRANÇAISE

Économie : Dijon Métropole se met en marche

LE BIEN PUBLIC

RENCONTRE À CRENOVE

L'enfant du Mail devenu archéologue

Pendant 62 ans, il a cru qu'il était né sous X

LA MONTAGNE

Clermont fou de burgers

Prison requise contre un ex-nataire, "Ce qui ressort de ce crime, c'est la détresse"

La Provence

Ras-la-trottinette!

Le LH retrouve Beaublanc et son public ce soir

LE POPULAIRE DU CENTRE

L'envolée du camping-car

Amplément. Le Mans universel, un territoire sans frontière

Le Maine

La famille doit son salut à l'aboiement du chien

Deux jeunes mis en examen pour tentative de meurtre

LE BIEN PUBLIC

CÔTE-D'OR

Enfin greffé malgré la pandémie

500 et 900 % de hausse sur leur facture de gaz

lejournal

STADE LÉO-LAGRANGE À CHALON

La lumière grâce à un hélicoptère

Le Limoges CSP et Crusol au rooftop ce soir

LE POPULAIRE DU CENTRE

Chassez le blues hivernal

var-matin

118 ANS!

Seur André est vice-reine de l'humanité

Angers. Endométriose : le CHU propose un test culturel évolutif

Le Courrier du Poitou

Le journaliste d'Europe 1 devenu éleveur angevin

Des directeurs d'École recrutés les uns après les autres

le dauphiné

Skiez en toute sécurité!

Votez à la présidentielle, mode d'emploi

Courrier picard

LE CHEVAL DU MAIS SAUVÉ PAR LES HOMMES

LE POPULAIRE DU CENTRE

L'amour, toujours

En Côte-d'Or, vos rêves 25 775 à détenir une arme

LE BIEN PUBLIC

Love apparts à Dijon : tout pour attiser le désir

Charente Libre

Drogue: les gendarmes ratissent la campagne

nice-matin

NEIGE ET SOURIRES

var-matin

MYSTÉRIEUX CORBEAU

Après cinq saisons, le speaker de l'Élan Chalonnais remercié

lejournal

Stop aux animaux qui percutent des trains

Nord éclair

LES VERTUS DE L'AUTO-STOP

Nord éclair

LA BOURGOGNE SE SOUVIENT D'EMMANUEL MACRON

var-matin

EMBARQUÉ

nice-matin

AUX PORTES DE NOS VILLES?

Après la délibération oubliée, la délibération en retard

LE PROGRES

Bugnes, l'éternel débat

Une équipe de France en rodage bat l'Italie

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE

La chasse séduit aussi les femmes

MÉDIACRITIQUES

N°43

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

LÉGISLATIVES: LES CHIENS DE GARDE SONT LÂCHÉS

ANATOMIE D'UNE
CAMPAGNE MÉDIATIQUE
CONTRE LA GAUCHE:

04 MÉPRISER,
DÉLÉGITIMER (I)

14 STIGMATISER (II)

22 TRAQUER (III)

32 MÉDIAS ET UKRAINE
LA GUERRE EN CONTINU

36 «POUTINE FOU»
LA GÉOPOLITIQUE
SUR LE DIVAN

40 HANOUNA, «TPMP»
ET LES MÉDIAS

ET DANS LES RUBRIQUES...

3 JEU DE L'ÉTÉ

13 DES MILLIARDAIRES
TOUJOURS
PLUS VORACES

30 LA ROYAUTÉ
EN MAJESTÉ:
LES MÉDIAS
FRANÇAIS JUBILENT